



ÉDITION 2003



# Annuaire Eurostat 2003

Le guide statistique de l'Europe

Données 1991-2001



COMMISSION  
EUROPÉENNE



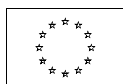
THÈME 1  
Statistiques  
générales

PANORAMA DE L'UNION EUROPÉENNE

# **EUROSTAT** **ANNUAIRE 2003**

**Le guide statistique de l'Europe**

**Données 1991-2001**



**Publié par:**

Office des publications officielles  
des Communautés européennes  
Luxembourg, 2003

**Huitième édition**

**Édité et produit par:**

Eurostat, l'office statistique des Communautés  
européennes, Luxembourg

**Unité C1 — Information et diffusion**

C. Botto, M. Copers, M. Kessanoglou, G. Kyi

avec l'assistance et le soutien  
des directions suivantes d'Eurostat:

**Direction A — Systèmes d'information statistique; recherche  
et analyse des données; coopération technique avec les pays  
Phare et Tacis**

- A3 Base de données de référence (M. Loos, S. Paganoni,  
A. Pasqui)  
A4 Recherche et développement, méthodes et analyses  
des données (A. Götzfried, I. Laafia, A. Larsson)  
A5 Coopération technique avec les pays Candidats,  
Cards et Tacis (A. Krieger)

**Direction B — Statistiques économiques, convergence  
économique et monétaire**

- B2 Comptes économiques et marchés internationaux:  
production et analyses  
(J.-Ph. Arnotte, N. Thoma, J. Pasanen)  
B3 Comparaisons des prix, coefficients correcteurs  
(M. Hussain, S. Stapel, L. Viglino)  
B4 Comptes et indicateurs financiers, statistiques  
pour la procédure de déficits excessifs  
(G. Amerini, O. Delobbe, G. Dierickx, G. Revelin)  
B5 Commerce international des services,  
investissements directs, balance des paiements  
(L. Biedma, C. Kuppel, A. Lupi, S. Pantazidis,  
P. Passerini, M. Sautetlet)

**Direction C — Information et diffusion; transports;  
coopération technique avec les pays tiers (sauf pays Phare  
et Tacis); statistiques du commerce extérieur et  
intra-communautaire**

- C2 Transports (H. Strelow)  
C3 Coopération technique avec les pays tiers (sauf pays  
Phare et Tacis) (C. Bisenius)  
C4 Méthodologie, nomenclature et statistiques du  
commerce extérieur et intra-communautaire  
(A. Berthomieu, C. Corsini, H. Tyrman)

**Direction D — Statistiques des entreprises**

- D1 Coordination méthodologique et indicateurs  
structurels, classifications et répertoires (M. Hahn,  
M. Léonard, S. Jouhki)

- D2 Statistiques structurelles des entreprises  
(F. Faes-Cannito, C. Clément, P. Feuvrier,  
P. Sneijders)  
D3 Statistiques de la production et du court terme des  
entreprises (D. Amil)  
D4 Statistiques de l'énergie (A. Gikas)  
D5 Statistiques de la société de l'information et du  
tourisme (R. Deiss, G. Di Giacomo, S. Fickinger,  
M. Lumio, H.-W. Schmidt)

**Direction E — Statistiques sociales**

- E1 Marché du travail (R. Clare, A. Franco, S. Jouhette,  
A. Paternoster, A. Persenaire, K. Winqvist)  
E2 Conditions de vie (I. Dennis, A. C. Guio, J. Piirto)  
E3 Santé éducation, et culture (M. Dunne, D. Dupré,  
E. Kailis, K. Kühn, A. Montserrat, S. Pilos,  
P. Schmidt)  
E4 Population et protection sociale (F.-C. Bovagnet,  
R. Brandenbourger, C. Cadolino, A. Laihonen,  
A. Melis, C. Mottet, D. Thorogood)

**Direction F — Statistiques sur l'agriculture,  
l'environnement, l'alimentation et les régions**

- F1 Statistiques économiques et structurelles de  
l'agriculture (U. Eidmann, G. Mahon, P. Marquer)  
F2 Utilisation du territoire, produits agricoles et de  
la pêche (M. Bettio, S. Bos, P. Bruyas, D. Cross,  
F. Weiler, F. Zampogna)  
F3 Environnement et développement durable (D. Heal,  
G. Lock, L. Sanches, U. Wieland, L. Vasquez)  
F4 Comptes et indicateurs régionaux et système  
d'information géographique (A. Behrens,  
T. Carlquist)  
F5 Sécurité alimentaire, développement rural et forêts  
(A. Mariano, Y. Zanatta)

AELE (A. Ottestad)

NACE (D. Delcambre)

Géonomomenclature (A. Ferlini, E. Jouangrand)

**Traduction**

Service de traduction de la Commission  
européenne, Luxembourg

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

De nombreuses autres informations sur Eurostat sont  
disponibles sur Internet via le serveur suivant:  
<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/>

Office des publications officielles des Communautés  
européennes, 2003  
ISBN 92-894-4209-3 (version imprimée, anglais et CD-ROM :  
allemand, anglais et français)  
ISBN 92-894-4210-7 (version imprimée, français et CD-ROM :  
allemand, anglais et français)  
ISBN 92-894-4208-5 (version imprimée, allemand et CD-ROM :  
allemand, anglais et français)  
© Communautés européennes, 2003

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Imprimé en France

Un moyen de mieux comprendre nos voisins consiste simplement à nous comparer à eux. C'est précisément ce à quoi s'emploient les statistiques internationales: elles sont un moyen direct et pratique de comparer nos façons de vivre et de travailler.

C'est pourquoi Eurostat, l'office statistique des Communautés européennes, produit le présent Annuaire consacré à l'Europe et aux Européens. Il compare des aspects importants de chacun des États membres de l'Union européenne et d'autres pays européens, ainsi que du Canada, du Japon et des États-Unis. L'Europe évoluant, l'Annuaire ne peut qu'évoluer lui aussi: nous nous sommes efforcés de présenter des données sur les pays candidats.

En outre, l'Annuaire présente des statistiques pertinentes concernant la situation des économies nationales et fournit donc un instrument unique d'analyse des performances économiques des pays qui constituent l'Union européenne.

Pour faciliter la comparaison, toutes les statistiques figurant dans la présente publication sont soit élaborées de la même manière, soit harmonisées par Eurostat, soit acceptées telles quelles, car elles sont jugées suffisamment comparables.

Nous vous invitons à consulter l'Annuaire Eurostat, à faire vos propres comparaisons et à essayer de mieux connaître vos voisins européens.

**Les statisticiens au service de l'Europe**

**Le service d'Eurostat**

Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne  
Indicateurs structurels d'Eurostat

**L'Union européenne dans le contexte global**

**Au devant de la scène : les pays candidats**

La population et le marché du travail  
La formation continue dans les entreprises  
La situation économique  
La structure des entreprises  
L'agriculture, la sylviculture et la pêche  
L'environnement

**Les Européens**

**Une population changeante**

La population de l'UE  
Les familles et les naissances  
Les migrations internationales

**La vie et ses risques**

L'espérance de vie et la mortalité  
La santé et la sécurité

**La formation et le travail**

L'éducation  
Le travail et son marché  
La formation continue dans les entreprises  
Les données sur la politique du marché du travail

**Les ménages**

Les dépenses de consommation des ménages  
Les revenus et les conditions de vie  
Le logement

**L'économie et l'écologie**

**Les comptes nationaux**

La production économique  
La consommation et les dépenses  
Le revenu des facteurs de production  
Les finances publiques  
La protection sociale

**Les prix, les salaires et les finances**

Les prix à la consommation  
Les salaires et le coût de la main-d'œuvre  
Les indicateurs des marchés financiers

**Le commerce international**

La balance des paiements  
Le commerce des biens  
Les échanges de services  
Les partenaires commerciaux

**L'environnement**

L'eau  
Les déchets  
Les dépenses de protection de l'environnement  
Les émissions atmosphériques et la qualité de l'air  
Le transport

**Les entreprises et leurs activités**

**Les structures des entreprises**

Les structures des entreprises d'un coup d'œil  
L'industrie et le bâtiment  
Le commerce  
Les services (y compris les services financiers)

**Les secteurs de l'économie**

Les transports  
Le tourisme  
L'énergie  
L'acier

**Sciences et technologie**

La recherche et le développement  
La société de l'information

**L'agriculture, la sylviculture et la pêche**

L'agriculture  
La sylviculture  
La pêche  
L'agriculture et l'environnement

**Annexes**

Glossaire  
Géonomenclature 2003, Nomenclature des activités économiques (NACE rév. 1.1), Nomenclature des marchandises (CTCI rév. 3), Abréviations, sigles et acronymes

1


2

3

4

### L'annuaire Eurostat est un produit combiné

L'annuaire Eurostat 2003 est un produit combiné composé d'un livre et d'un CD-ROM. Le CD-ROM contient plus de 1 000 tableaux statistiques et graphiques, dont une sélection est présentée dans le livre. Toutes les données peuvent être aisément extraites du CD-ROM.

Sur le CD-ROM, les références de lectures sont liées électroniquement à la présentation Internet de la publication correspondante ou, si la publication peut être téléchargée gratuitement, à la publication elle-même. Le  pour les indicateurs structurels est lié aux pages Internet présentant ces indicateurs (voir section «Indicateurs structurels d'Eurostat»).

### L'annuaire Eurostat est facile à utiliser

- Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
- Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
- Les références indiquent comment obtenir d'autres données et analyses d'Eurostat sur le sujet.

— Les abréviations utilisées sont définies sur le signet de l'annuaire.

### Date d'extraction des données

Toutes les données statistiques présentées dans cet annuaire ont été extraites à la fin du 2002 et représentent toutes celles qui étaient disponibles à ce moment.

### Symboles

-	Néant
0	Moins de la moitié du chiffre final présenté
.	Sans objet
..	Données confidentielles. Données non probantes ou données non publiées pour des raisons de confidentialité
:	Données non disponibles
*	Chiffres provisoires ou estimés
#	Données rebasées, corrigées ou recalculées par Eurostat
	Rupture dans la série chronologique, les données présentées des deux côtés de la barre ne sont pas pleinement comparables

€ zone zone euro. «€ zone», qui n'est pas un symbole officiel, est utilisé ici pour des raisons pratiques.

# Les statisticiens au service de l'Europe

1

Le service d'Eurostat

L'Union européenne dans le contexte global

Au devant de la scène : Les pays candidats

## Eurostat, clé d'accès à la statistique européenne

### La mise à disposition d'informations comparables concernant l'Europe porte un nom: Eurostat

«Eurostat» est synonyme de service d'information de grande qualité fournissant des données statistiques sur et pour l'Union européenne. Utiliser nos données revient à prendre le pouls de la conjoncture actuelle en Europe: nous communiquons les chiffres et faits pertinents nécessaires à la compréhension de cette situation.

### L'Annuaire Eurostat: élaboré à l'intention de quiconque s'intéresse à l'Europe

L'Annuaire Eurostat permet d'accéder au service d'information d'Eurostat en donnant un aperçu général de l'éventail des données que nous offrons. Il montre comment les chiffres de référence ont évolué au cours des dix dernières années dans l'Union européenne (UE), la zone euro et les États membres. Pour faciliter les comparaisons internationales, certains tableaux contiennent des données comparables pour d'autres pays, par exemple le Canada, les États-Unis ou le Japon.

Les textes d'introduction de chaque section donnent une idée des données dont dispose Eurostat sur le sujet traité et de la pertinence de ces informations. Pour nous, l'Annuaire ne se limite pas à une simple collection de tableaux, mais constitue une «porte d'accès» aux statistiques européennes. Nous espérons qu'il suscitera votre curiosité quant aux données offertes par Eurostat. Notre service d'information est à votre disposition pour vous prodiguer des conseils et vous communiquer des données plus détaillées.

### Comment obtenir les données voulues?

#### Quelque chose pour tout le monde

Le service d'information d'Eurostat module son assistance en fonction de vos besoins.

Nous publions nos données les plus importantes gratuitement pour tout le monde, par exemple au moyen de communiqués de presse quotidiens, qui sont disponibles sur notre site web dont le contenu est régulièrement mis à jour.

Des informations plus détaillées sont disponibles dans nos publications recueils dont l'Annuaire Eurostat est le «porte-drapeau». Des informations générales concernant certains sujets sont fournies dans nos publications *Panorama* qui proposent des analyses, des tableaux, des graphiques et des cartes soigneusement élaborés. Nos *Statistiques en bref* ont pour objectif d'informer le public sur des sujets spécifiques.

Le large éventail de nos publications et bases de données sur les indicateurs répond à différents types d'utilisation.

- La «sélection gratuite» est une sélection des tableaux présentés dans l'Annuaire Eurostat; elle vise à donner une vue d'ensemble. On peut se la procurer gratuitement sur le site d'Eurostat.
- Les «indicateurs structurels» permettent d'évaluer les progrès à plus long terme dans les domaines stratégiques de l'emploi, de l'innovation, de la réforme économique, de la cohésion sociale et de l'environnement. On considère qu'ils sont particulièrement importants pour le débat politique. C'est pourquoi ils sont tous présentés dans l'Annuaire Eurostat et sont identifiés par une icône spéciale. Pour plus d'informations, veuillez consulter le texte «Les indicateurs structurels d'Eurostat: des statistiques d'excellente qualité pour une gouvernance efficace en Europe». Tous les indicateurs structurels sont actualisés et sont disponibles à titre gratuit sur le site d'Eurostat (<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>).



- Les «Euro-indicateurs» constituent une collection des dernières données susceptibles de contribuer à l'évaluation à court terme de la situation économique dans la zone euro et dans l'ensemble de l'Union européenne. Ces Euro-indicateurs sont quotidiennement mis à jour sur un site web spécial (<http://www.europa.eu.int/comm/euroindicators/>).

Les collections «Méthodes et nomenclatures», «Tableaux détaillés» et «Études et recherche» répondent aux besoins de spécialistes prêts à consacrer plus de temps à l'analyse et à l'utilisation de tableaux très détaillés.

La base de données NewCronos d'Eurostat contient un large éventail de données et de séries chronologiques qui permettent aux analystes et aux décideurs d'extraire les informations dont ils ont besoin, dans le format voulu.

De toute évidence, il n'est pas possible de publier toutes les données dont dispose Eurostat dans toutes les combinaisons imaginables. C'est pourquoi nous invitons les experts à contacter un des Data Shops Eurostat lorsqu'ils souhaitent que des extractions «sur mesure» soient effectuées dans nos bases de données (voir ci-après). Comme toujours, Eurostat garantit l'entière confidentialité des données extraites.

**Une adresse à ajouter à vos favoris: <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**

Le site web d'Eurostat donne un aperçu actualisé de ses dernières nouvelles et de ses produits les plus récents. Il contient tous les communiqués de presse d'Eurostat et de nombreux indicateurs qui sont disponibles en ligne dès qu'ils sont publiés. Parmi les autres raisons de visiter le site, citons la démonstration des publications et services d'Eurostat, le catalogue en ligne et les descriptions du réseau de diffusion des statistiques européennes.

### **Contactez votre Data Shop Eurostat!**

Si vous avez des questions à poser sur le contenu de l'Annuaire, si vous avez besoin de plus de données, si vous voulez des conseils sur les données supplémentaires disponibles ou si vous avez besoin de plus d'informations sur les produits offerts par Eurostat, veuillez contacter votre Data Shop Eurostat.

Les adresses des Data Shops figurent à la fin de l'Annuaire et sur notre site web. Les Data Shops Eurostat constituent la base du réseau de diffusion d'Eurostat. Il en existe dans la plupart des États membres ainsi qu'aux États-Unis.

### **Service d'Eurostat à l'intention des journalistes**

Les statistiques font l'information. Elles sont indispensables à de nombreux reportages, articles et analyses approfondies. La presse écrite ainsi que les programmes de radio et de télévision font un usage intensif de nos données. Le service «Presse» d'Eurostat publie des communiqués de presse adaptés aux besoins spécifiques des médias et qui portent sur une sélection de données couvrant l'Union européenne, la zone euro, les États membres et leurs partenaires et, notamment, les pays candidats. Environ 150 communiqués de presse sont publiés chaque année, dont près de 100 concernent les euro-indicateurs mensuels ou trimestriels. Le service «Presse» coordonne également les interviews et les conférences de presse sur les résultats et événements statistiques importants. Eurostat Media Support aide les journalistes professionnels à trouver des données sur toutes sortes de sujets.

Tous les communiqués de presse d'Eurostat sont disponibles gratuitement sur le web dès leur publication.

Pour de plus amples informations sur les communiqués de presse ou données d'Eurostat, veuillez contacter Eurostat Media Support [tél. (352) 43 01-33408, fax (352) 43 01-35349, e-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)].

## Pourquoi des données d'Eurostat?

### Égalité de l'information pour une société démocratique

Pour participer activement à une Europe démocratique, il faut avant tout être informé. Les Européens exigent un service d'information de bonne qualité fournissant des données statistiques impartiales, fiables et comparables. Ils veulent pouvoir y accéder facilement et sans exception: aucune information pertinente ne doit être refusée et tout citoyen et toute entreprise doivent bénéficier de l'égalité et de l'intégralité d'accès. Eurostat et ses partenaires du système statistique européen garantissent la liberté et l'égalité d'accès à des informations complètes sur la situation sociale, économique et environnementale en Europe. À vous d'en tirer parti!

### Impartialité et objectivité: deux piliers de la confiance

L'accès à des statistiques fiables et de bonne qualité revêt une importance croissante dans la société de l'information où nous vivons, et la confiance dans la source des données prend une valeur considérable. La fiabilité des statistiques d'Eurostat est inscrite dans la loi. L'article 285, paragraphe 2, du traité CE stipule que «l'établissement des statistiques communautaires se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques.» Ce texte n'a rien d'abstrait pour nous, il constitue le principe fondamental de nos activités quotidiennes.

### Comparabilité grâce à l'harmonisation

Il est plus facile de se comprendre lorsqu'on connaît les conditions de vie et de travail de l'autre. Ce qui est vrai pour les relations entre individus l'est également pour la société dans son ensemble. Pour faire des comparaisons, il faut toutefois disposer de statistiques comparables dont l'élaboration exige l'utilisation d'un «langage statistique» commun.

Ce dernier doit englober les concepts, méthodes et définitions, ainsi que les normes et infrastructures techniques. C'est ce que les statisticiens appellent harmonisation et qui constitue la base du système statistique européen. Et c'est la véritable raison d'être d'Eurostat.

### Le système statistique européen

Le système statistique européen est constitué par Eurostat et les instituts de statistique, ministères, organismes et banques centrales qui collectent des statistiques officielles dans les États membres de l'UE, en Islande, au Liechtenstein et en Norvège. Les instituts de statistique des États membres collectent, vérifient et analysent les données nationales, puis les envoient à Eurostat qui les regroupe et s'assure de leur comparabilité. Les travaux du système statistique européen portent principalement sur les secteurs relevant des politiques communautaires, mais, avec le développement de ces dernières, l'harmonisation a été étendue à presque tous les domaines statistiques.

Le système statistique européen est un réseau dans lequel Eurostat est chargé de promouvoir l'harmonisation des statistiques, en étroite coopération avec les autorités statistiques nationales. Le comité du programme statistique (CPS) est au cœur du système statistique européen. Il rassemble les responsables des instituts nationaux de statistique des États membres et est présidé par Eurostat. Il examine les actions et programmes concertés à réaliser pour répondre aux besoins d'information de l'UE. Il a établi un programme quinquennal qui est mis en œuvre par les autorités nationales et est suivi par Eurostat.

### **Une question de disponibilité: un assortiment de données intéressantes et pertinentes**

Les données se transforment en éléments d'information dès lors qu'elles sont intéressantes. En matière de disponibilité, Eurostat est à l'écoute de ce qui peut intéresser les gens.

Le programme du système statistique européen n'est pas né du jour au lendemain. Ce dont nous rendons compte a été décidé dans le cadre d'un processus politique bien défini au niveau européen, processus auquel les États membres participent activement. La plupart des enquêtes et collectes de données sont basées sur des règlements européens qui sont légalement contraignants au niveau national. Lors des discussions politiques et juridiques qui ont abouti aux règlements statistiques européens, une des questions centrales a été la suivante: «Pour qui et pourquoi les données présentent-elles un intérêt?» Chaque règlement statistique doit passer un test critique.

Par ailleurs, le programme statistique européen est constamment révisé. Compte tenu du principe de rentabilité, la production de données devenues moins pertinentes en raison de nouveaux développements est modifiée, voire abandonnée. C'est ce qui fait que le programme statistique ne prend pas des proportions trop importantes et reste moderne.

Nos données valent la peine qu'on les examine.

## Indicateurs structurels d'Eurostat


### Les indicateurs structurels d'Eurostat: des statistiques d'excellente qualité pour une gouvernance efficace en Europe

Au Conseil européen de Lisbonne, au printemps 2000, l'Union européenne s'est fixé l'objectif stratégique suivant pour la prochaine décennie: devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Le Conseil a reconnu la nécessité de discuter régulièrement des progrès réalisés dans ce domaine et de les évaluer sur la base d'indicateurs structurels adoptés d'un commun accord. À cette fin, il a invité la Commission européenne à préparer un rapport annuel de printemps sur les progrès réalisés en se basant sur les indicateurs structurels concernant l'emploi, l'innovation, la recherche, la réforme économique, la cohésion sociale et le contexte économique général, ainsi que, depuis 2002, l'environnement.

Des indicateurs structurels sont également définis pour être utilisés dans la communication annuelle de la Commission sur les indicateurs structurels. Dans cette communication, une nouvelle liste d'indicateurs structurels est présentée chaque automne. Une fois acceptée par le Conseil, cette liste est utilisée pour préparer le rapport de synthèse qui est présenté au Conseil européen au printemps suivant. Les indicateurs structurels resteront donc au cœur des discussions politiques et économiques pendant de nombreuses années.

Eurostat diffuse l'ensemble complet des indicateurs structurels sur le site web qui leur est consacré (<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>). Des séries chronologiques sont présentées pour l'EU-15, pour les États membres de l'UE et, dans la mesure du possible, pour les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), les États-Unis et le Japon. À titre d'informations complémentaires sur le contexte économique, les indicateurs sont également donnés pour l'EU-12. À partir de 2003, les pays candidats seront également couverts dans la mesure où les données seront disponibles.

La liste 2002 des indicateurs structurels est donnée ci-après. Tous sont présentés dans l'Annuaire Eurostat. Ils sont identifiés par l'icône suivante  qui figure après l'intitulé des tableaux concernés.

Liste des 42 indicateurs structurels

#### *Contexte économique général*

- a) PIB par habitant et taux de croissance du PIB à prix constants
- b) Productivité de la main-d'œuvre (par personne occupée et par heure travaillée)
- c) Croissance de l'emploi (total et par sexe)
- d) Taux d'inflation
- e) Croissance du coût unitaire de la main-d'œuvre
- f) Solde du compte des administrations publiques
- g) Dette publique

#### *I. Emploi*

- 1) Taux d'emploi (total et par sexe)
- 2) Taux d'emploi des travailleurs âgés (total et par sexe)
- 3) Écart de rémunération entre hommes et femmes
- 4) Taux de prélèvement sur les bas salaires
- 5) Formation permanente

6) Accidents du travail (graves et mortels)

7) Taux de chômage (total et par sexe)

*II. Innovation et recherche*

1) Dépenses en ressources humaines (dépenses publiques d'éducation)

2) Dépenses de recherche et développement (R & D) (DIRD et DIRDE)

3) Niveau d'accès à l'internet (ménages et entreprises)

4) Diplômés en sciences et technologies

5) Brevets

6) Capital-risque (démarrage, expansion et remplacement)

7) Dépenses consacrées aux technologies de l'information et de la communication (TIC)

*III. Réforme économique*

1) Niveaux des prix relatifs et convergence des prix

2) Prix dans les industries de réseau (télécommunications et énergie)

3) Structure du marché dans les industries de réseau (télécommunications et électricité)

4) Marchés publics

5) Aides d'État, sectorielles et ad hoc

6) Capitaux levés sur les marchés boursiers

7) Investissements dans les entreprises

*IV. Cohésion sociale*

1) Répartition des revenus (S80/S20)

2) Risque de pauvreté (avant et après transferts sociaux)

3) Risque persistant de la pauvreté

4) Cohésion régionale (chômage)

5) Jeunes quittant prématurément l'école

6) Chômage de longue durée

7) Population dans les ménages sans emploi

*V. Environnement*

1) Émissions de gaz à effet de serre

2) Intensité énergétique de l'économie

3) Volume du transport (marchandises et voyageurs)

4) Répartition par mode de transport

5) Qualité de l'air en milieu urbain

6) Déchets municipaux (collectés, mis en décharge, incinérés)

7) Part de l'énergie renouvelable










## L'Union européenne dans le contexte global

### Se faire une idée de la position de l'UE dans le monde

Les données d'Eurostat permettent de faire des comparaisons entre l'UE et d'autres parties du monde. Elles aident à analyser ses rapports avec d'autres pays et zones économiques. Pour donner une idée de la position de l'UE dans le monde, l'annuaire d'Eurostat présente une petite sélection de statistiques concernant les domaines suivants.

- La population de l'UE et son évolution par rapport à la population mondiale.
- Certains indicateurs économiques comme le produit intérieur brut par habitant, la productivité de la main-d'œuvre, le taux de chômage et l'investissement direct étranger, ainsi que les importations, les exportations et la balance des opérations courantes ventilées par zones partenaires.
- Des informations sur l'aide au développement officielle de l'UE et l'aide officielle à d'autres pays, auxquels une attention particulière a été accordée.
- Des comparaisons des dépenses relatives aux technologies de l'information et aux télécommunications ainsi que le pourcentage de citoyens qui ont accès à Internet à domicile fournissent des indications pour l'avenir.
- Combien d'énergie est utilisée pour produire le PIB dans les différents pays? L'indicateur «intensité énergétique de l'économie» fournit la réponse.

L'Union européenne veut améliorer sa position en tant qu'économie compétitive et dynamique fondée sur le savoir, tout en assurant une croissance économique durable avec des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une plus grande cohésion sociale. Il vous appartient de consulter les données d'Eurostat pour évaluer les progrès que nous, les Européens, accomplissons.

- Population moyenne. 1960-2001. Millions
- Population moyenne. 1960-2001. %
- Évolution démographique totale. Monde et EU-15. %
- Population mondiale. 1950, 2001 et 2050. %
- Évolution de la part de la population mondiale. %
-  - Produit intérieur brut par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA). EU-15 = 100
-  - Productivité de la main-d'œuvre. PIB en standards de pouvoir d'achat (SPA) par heure de travail par rapport à EU-15 = 100
-  - Taux de chômage total. Chômeurs en proportion de la population active totale. %
-  - Taux de prélèvement sur les bas salaires. Impôt sur le revenu plus cotisations de sécurité sociale du salarié et de l'employeur moins les prestations en espèces, en % des coûts de main-d'œuvre pour les bas salaires
- Flux d'investissements directs étrangers extra-UE: entrants, sortants et nets en % du PIB
-  - Dette brute consolidée des administrations publiques en % du PIB
- Flux d'investissements directs pour l'UE. Millions ECU/EUR
- Flux d'investissements directs pour les États-Unis. Millions ECU/EUR
- Part de l'UE, des États-Unis, du Japon et du reste du monde dans le total mondial des opérations en compte courant (crédits et débits). 2001. %
- Évolution de la balance des opérations courantes de l'UE avec le reste du monde: crédits et débits. 1 000 millions ECU/EUR
- Crédits internationaux courant de l'UE par zones partenaires: comparaison entre 1991 et 2001. % des crédits totaux de l'UE
- Crédits internationaux courant de l'UE par zones partenaires: comparaison entre 1991 et 2001. % des débits totaux de l'UE
- Aide et assistance officielles au développement. Millions EUR
- Aide et assistance officielles au développement. Millions EUR
- Importations et exportations nationales en % des exportations mondiales
- Ratio exportations/importations
- Exportations extra-UE par principaux partenaires en % du total des exportations extra-UE
- Importations extra-UE par principaux partenaires en % du total des importations extra-UE
-  - Dépenses pour les technologies de l'information en % du PIB
-  - Niveau d'accès à Internet: ménages. Pourcentage de ménages qui ont accès à Internet à domicile
-  - Intensité énergétique de l'économie. Consommation intérieure brute d'énergie divisée par le PIB en prix constants. Année de base 1995. kgep pour 1 000 EUR
-  - Émissions totales de gaz à effet de serre. Indice 1990 = 100, sur la base des équivalents CO<sub>2</sub>

## Au devant de la scène : Les pays candidats

### **Le système statistique européen: à l'avant-garde de l'intégration européenne**

Treize pays ont demandé à adhérer à l'UE: la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie. Dans un proche avenir, la majorité d'entre eux adhéreront à l'Union en tant que nouveaux États membres. Afin de préparer cette étape sans précédent dans l'intégration européenne, Eurostat s'est engagé depuis longtemps dans une coopération technique intense avec leurs instituts nationaux de statistique et ce depuis plus de 12 ans pour certains pays. Plusieurs États membres ont également fourni une assistance technique précieuse depuis le tout début de ce processus.

Des instituts nationaux de statistique existent depuis de nombreuses années dans les pays candidats mais ils ont opéré pour la plupart dans des conditions qui étaient très différentes de celles prévalant dans les États membres de l'UE. Là où le système économique et juridique était fondé sur le commerce d'État, de nombreux domaines clés des statistiques n'existaient pas du tout, par exemple les comptes nationaux, les statistiques des prix ou les statistiques du travail. Les classifications, méthodes et définitions statistiques étaient assez différentes de celles utilisées dans l'UE. De plus, cinq des pays candidats sont devenus récemment des nations indépendantes (Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie et Slovénie). Leurs instituts de statistique, qui n'avaient en charge jusqu'alors que de la collecte de données régionales, ont dû assumer, après l'indépendance, les tâches centrales d'un institut national de statistique.

Presque tous les pays candidats ont accompli des progrès impressionnant au cours des 10 dernières années. Au début de ce processus, de nouvelles lois statistiques ont posé les fondements de systèmes statistiques efficaces dans une économie de marché démocratique, basés en particulier sur les principes d'indépendance, de transparence, de compétence technique, d'accessibilité des données pour le public et de protection des informations individuelles. Dans le même temps, une série de classifications fondamentales ont dû être introduites afin d'atteindre un certain degré de comparabilité internationale. En parallèle, les pays candidats ont créé des registres statistiques, notamment pour les statistiques sur les entreprises et les statistiques agricoles et ils ont commencé à mettre en oeuvre l'ensemble des statistiques sectorielles qui doivent être opérationnelles pour l'adhésion.

Les efforts communs des pays candidats, des États membres et d'Eurostat ont eu pour résultat une amélioration continue de la disponibilité, de la comparabilité et de la fraîcheur des statistiques dans les pays candidats. La plupart des pays candidats ont actuellement une base juridique appropriée ainsi qu'une structure administrative. Leurs données sont devenues très comparables à celles des États membres actuels de l'UE.

L'annuaire d'Eurostat présente un aperçu des principaux indicateurs, couvrant pour la plupart la période 1997-2001. Pour ceux qui ont besoin d'informations plus détaillées, Eurostat publie chaque année un annuaire statistique sur les pays candidats ainsi que de nombreuses autres publications (voir l'encadré «Pour en savoir plus», ci-dessous).



## La population et le marché du travail

### La population des 12 pays candidats: évolution et comparaisons

Le 1er janvier 2002, les 12 pays candidats avec lesquels des négociations ont été engagées avaient ensemble une population de 105,1 millions d'habitants.

À la même date, l'EU-15 comptait 379,6 millions d'habitants. Autrement dit, l'élargissement de l'Union européenne à ces 12 pays augmenterait sa population de 28 % et la porterait à 485 millions d'habitants. Parallèlement, la part de l'UE dans la population mondiale passerait de 6,1 % à environ 8 %.

Les 12 pays inclus dans cette étude démographique sont la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. Compte tenu de la non-disponibilité de données, de l'importante population du pays (69,2 millions d'habitants au 1er janvier 2002) et d'une situation démographique nettement différente de celle des autres pays candidats, la Turquie n'est pas comprise dans cette étude.

### Déclin important de la population dans les pays candidats au cours des 10 dernières années

Pendant les années 1990, la plupart des 12 pays candidats ont connu d'importants événements démographiques (forte baisse de la fécondité, recul de l'espérance de vie et émigration nette considérable). En conséquence, la croissance démographique est rapidement devenue négative dans ces parties de l'Europe: depuis 1990, ces pays ont perdu 1,9 million d'habitants, soit 1,8% de leur population.

Actuellement, la population totale de ces 12 pays est à son niveau de 1984 et la tendance à la baisse de la croissance démographique ne se dément pas. Pourtant, avant cette décennie riche en événements, la croissance démographique était assez forte (environ + 0,6 % par an pendant les 20 années antérieures) grâce à des niveaux de fécondité relativement élevés, à la progression quasi constante de l'espérance de vie et à la quasi-absence d'émigration.

### Aucun signe de reprise dans la plupart des 12 pays en 2001

En 2001, la population cumulée des 12 pays candidats a continué de diminuer: à la fin de l'année, elle était de près de 190 000 habitants inférieure à ce qu'elle était au début de l'année. En termes relatifs, le recul de la population a été de 1,8 pour 1 000.

Toutefois, tous les pays candidats n'ont pas connu un déclin continu de leur population en 2001. Chypre et Malte, par exemple, ont enregistré une croissance démographique relativement soutenue (+ 0,8 %), soit le double de la moyenne de l'EU-15, alors que la Slovénie est le seul pays d'Europe centrale dont la croissance démographique reste positive, bien que modeste. Par contre, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie et la Lettonie continuent d'enregistrer des reculs relativement importants de leur population. Dans ces quatre pays, le nombre de décès est supérieur au nombre de naissances d'enfants vivants.

### De très faibles taux de fécondité dans la plupart des 12 pays

Dans tous les pays candidats d'Europe centrale, l'indice synthétique de fécondité reste très inférieur à la moyenne de l'EU-15 (1,47 enfant par femme). Malgré la reprise enregistrée dans la plupart des pays de l'UE, cet indicateur baisse ou reste à son faible niveau dans la plupart des pays d'Europe centrale.

C'est en République tchèque (1,14), en Bulgarie (1,20), en Slovaquie (1,21) et en Slovénie (1,22) que ces indices sont les plus faibles. La situation est toute autre à Chypre (1,79) et à Malte (1,51). Malgré un déclin plus ou moins continu dans les années 1990, les indices synthétiques de fécondité de ces deux pays restent très supérieurs à la moyenne de l'UE.

### Espérance de vie à la naissance

À Malte et à Chypre, l'espérance de vie diffère considérablement de celle d'autres pays candidats. En 2000, l'espérance de vie des femmes chypriotes (80,4 ans) et maltaises (79,3 ans) était inférieure à la moyenne de l'UE (81,3 ans), alors que celle des hommes était pratiquement la même dans les pays de l'UE (75,1 ans), à Chypre (75,3 ans) et à Malte (75,1 ans).

Dans les autres pays candidats, l'espérance de vie est nettement inférieure à la moyenne de l'UE. Pour les femmes, le niveau le plus bas est celui de la Roumanie (74,2 ans) et pour les hommes, celui de la Lettonie (65,0 ans).

L'écart le plus important entre l'espérance de vie des femmes et celle des hommes est enregistré dans les trois États baltes, Lituanie (10,2 ans), Lettonie (11,2 ans) et Estonie (10,9 ans), et le moins important à Malte (4,2 ans), où il est inférieur à celui de l'UE (6,1 ans).

#### Pour en savoir plus:

##### Statistiques en bref — Thème 3

- N° 2 Première enquête sur la formation professionnelle continue en entreprise dans les pays candidats (-CVTS2-)
- N° 12 Conséquences démographiques de l'élargissement de l'UE à douze des pays candidats

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

### Niveau d'éducation

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, il y a moins de disparités dans les niveaux d'éducation entre les générations que dans l'UE. Dans la grande majorité de ces pays candidats, la proportion de ceux qui ont fait des études supérieures est relativement stable dans trois tranches d'âge différentes au moins.

Dans un peu plus de la moitié des pays candidats d'Europe centrale et orientale, la proportion de personnes ayant fait des études supérieures est plus faible dans la tranche d'âge des 30-34 ans que dans celle des 35-39 ans. C'est un phénomène qui apparaît rarement dans les États membres de l'UE.

### Taux de chômage

En ce qui concerne la liaison entre un faible niveau d'éducation et le chômage, des tendances similaires à celles de l'UE peuvent être observées dans les pays candidats. Les différences de taux de chômage selon les niveaux d'études sont particulièrement marquées en Bulgarie, en République tchèque, Estonie, en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie. En Estonie et en Lituanie, le chômage touche environ un quart des jeunes actifs ayant quitté l'école.

### Dépenses pour l'éducation en proportion du PIB

En 1999, la part des dépenses pour l'enseignement primaire et secondaire dans le PIB n'était en général pas beaucoup plus faible dans les pays candidats que dans les États membres de l'UE. L'écart par rapport à la moyenne de l'UE est plus marqué pour l'enseignement supérieur. Pour ce niveau, les pourcentages totaux sont plus homogènes entre les pays candidats, mais tous sauf deux (Bulgarie et Estonie) sont en dessous de la moyenne de l'UE (1,1 %). Chypre et la Roumanie ont les pourcentages les plus faibles avec à peine plus de 0,4% tandis que les autres se situent entre 0,5 et 0,9 %.

### Dépenses publiques par élève ou étudiant

Généralement, les coûts par élève/étudiant augmentent avec le niveau d'enseignement mais on observe de grands écarts entre les pays: en 1999, les pays candidats dépensaient, pour tous les niveaux d'enseignement, moins de la moitié de la moyenne de l'UE par étudiant.

### Durée de scolarité probable

En général, la durée de scolarité probable (c'est-à-dire le nombre d'années d'éducation qu'un enfant de cinq ans peut s'attendre à recevoir au cours de son existence) est moins longue dans les pays candidats que dans les pays de l'UE.

### Enseignement pré-primaire

Dans les pays candidats, les proportions d'enfants dans l'enseignement maternel sont plus faibles que dans l'UE.

### Apprentissage des langues

Entre 58 et 100% des étudiants de l'enseignement secondaire général apprennent l'anglais.

Dans les pays candidats, les élèves sont plus enclins à étudier l'allemand au niveau secondaire que dans les pays de l'UE.

### Enseignement supérieur

Pour la plupart des branches d'enseignement et de formation, les tendances générales dans les pays candidats sont similaires à celles des États membres de l'UE. Cependant, dans les branches «éducation» «lettres et arts», «sciences sociales, commerce et droit», «sciences, mathématiques et informatique» et «ingénierie, fabrication et construction», la plupart des pays candidats ont une proportion de femmes diplômées supérieure à la moyenne de l'UE. En Bulgarie, à Chypre, en Lettonie, en Pologne et en Roumanie, davantage de femmes que d'hommes ont fait des études en «sciences, mathématiques et informatique» (ce n'est le cas que dans deux pays de l'UE ou de l'EEE). En fait, en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie, approximativement deux tiers de diplômés dans ces branches sont des femmes contre 41% en moyenne dans l'UE. Dans le domaine «ingénierie, fabrication et construction», la proportion de femmes diplômées de l'enseignement supérieur variait entre 30 et 40% en Bulgarie, en Estonie, en Lituanie et en Slovaquie (ce n'était le cas que pour un pays de l'UE). Dans les pays de l'UE, la moyenne était de 20 %.

### Coûts salariaux

Les pays candidats ont réalisé des progrès rapides dans la mise en place de systèmes statistiques fournissant des données sur les gains et les coûts de la main-d'œuvre similaires à celles collectées par les États membres de l'UE. Pour faciliter les comparaisons, un grand nombre des tableaux et graphiques sur les coûts salariaux présentés ici pour les pays candidats correspondent à ceux qui sont donnés pour les États membres de l'UE dans le chapitre «Économie et écologie/Prix, salaires et finances», section «Les salaires et le coût de la main-d'œuvre».

### L'enquête sur les coûts de la main-d'œuvre — 2000

L'expression «coût de la main-d'œuvre» désigne les dépenses nécessairement engagées par l'employeur pour employer son personnel. Sont présentés ici les récents résultats de l'enquête européenne quadriennale sur les coûts de la main-d'œuvre (ECM) pour l'année 2000. Les coûts totaux de la main-d'œuvre sont ventilés par trois groupes: l'«industrie», les «services» et l'«industrie et les services». Les chiffres agrégés du coût de la main-d'œuvre pour 2000 sont présentés en euros.

## **Les gains bruts annuels représentent la part la plus importante des coûts totaux de la main-d'œuvre**

Comme dans les États membres de l'UE, les gains bruts annuels (rémunération des salariés avant les éventuelles déductions de l'impôt sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale) constituent de loin la part la plus importante des coûts totaux de la main-d'œuvre. Comme pour les coûts de la main-d'œuvre, les gains bruts agrégés de chaque pays sont donnés en euros.

### **Taux de prélèvement sur les bas salaires**

En ce qui concerne les bas salaires, un des indicateurs structurels de la Commission est le «taux de prélèvement sur les bas salaires». Ce taux varie considérablement d'un pays à l'autre mais dans toute l'Europe, la tendance est actuellement à la baisse. Des descriptions détaillées sont données dans le glossaire.

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Statistiques en bref — Thème 3**

— N° 23 Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre 2000 Pays candidats

#### **Vous voulez plus d'informations?**

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

# Entreprises dans les pays candidats

## Faits et chiffres

*Entreprises dans les pays candidats — Faits et chiffres* est la première publication exhaustive sur les statistiques structurelles des entreprises concernant les pays candidats. Elle contient des données normalisées sur un large éventail d'activités économiques dans ces pays.

À l'instar de son équivalent consacré aux pays de l'Union européenne (UE), *Entreprises européennes — Faits et chiffres*, cet ouvrage fournit une masse d'informations sur les économies, l'évolution et la situation des différents secteurs économiques des pays étudiés, à savoir la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

*Entreprises dans les pays candidats — Faits et chiffres* présente l'activité économique en vingt chapitres différents portant sur les principaux secteurs de l'industrie et des services et donne un aperçu des entreprises et des situations propres à chaque pays. Cette publication fournit ainsi les données détaillées nécessaires à une analyse précise des activités économiques essentielles des pays candidats.

### CETTE PUBLICATION FOURNIT:

- ★ une base solide à l'analyse des entreprises dans les pays candidats à l'UE;
- ★ les principales caractéristiques des entreprises dans ces pays, à l'aide de graphiques, de tableaux et de textes explicatifs clairs.

### DONNÉES 1995-1999

#### CONTENU

- Une vue d'ensemble des entreprises dans les pays candidats
- Une analyse des activités industrielles et des services par secteur
- Quinze chapitres consacrés à l'industrie et cinq aux services
- Des notes détaillées sur la méthodologie utilisée



© Communautés européennes, 1995-2002

### COMMENT COMMANDER CETTE PUBLICATION

Vous pouvez acheter *Entreprises dans les pays candidats — Faits et chiffres* auprès du Data Shop d'Eurostat ou du bureau de vente de l'Office des publications de votre choix. Vous trouverez une liste complète, avec toutes les coordonnées, à la fin de cette publication ou sur le site internet d'Eurostat: [www.europa.eu.int/comm/eurostat](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat)


Vous pouvez également passer directement votre commande en ligne sur le site internet d'Eurostat.



143 pages, 30,00 €  
Versions linguistiques: DE, EN, FR  
Numéro de catalogue:  
KS-45-02-975-\*\*-C  
DE: ISBN 92-894-4189-5  
EN: ISBN 92-894-4190-9  
FR: ISBN 92-894-4191-7

ÉGALEMENT DISPONIBLE EN FORMAT PDF

- **Population totale au 1er janvier. 1960-2001. 1000**
- Superficie totale en km<sup>2</sup> 2000
- Densité de la population. Personnes par km<sup>2</sup>. 1999
- Taux d'accroissement naturel
- Taux de solde migratoire
- Taux d'accroissement
- Taux brut d'accroissement démographique et ses composantes. 2000
- Indicateur conjoncturel de fécondité
- Taux de fécondité total. 2000
- Espérance de vie à la naissance: hommes
- Espérance de vie à la naissance: femmes
- Espérance de vie à la naissance pour les hommes et les femmes. 2000
- Taux de mortalité infantile
- Taux de mortalité infantile. 2000
- Durée probable de la scolarité. 1999/2000
- Taux de participation dans l'enseignement des enfants de quatre ans. 1998-2001
- Durée de la scolarité obligatoire (âge). 2000
- Pourcentage d'élèves dans la filière professionnelle de l'enseignement secondaire supérieur. Par sexe: 1999/2000
- Nombre moyen de langues étrangères étudiées par élève dans l'enseignement secondaire général. 2000
- Pourcentage d'élèves de l'enseignement secondaire supérieur qui apprennent l'anglais
- Pourcentage d'élèves de l'enseignement secondaire supérieur qui apprennent l'allemand
- **Pourcentage d'élèves de l'enseignement secondaire supérieur qui apprennent le russe**
- Taux de participation dans l'enseignement à 18 ans, tous niveaux. 1998-2001. %
- Femmes dans l'enseignement supérieur dans les filières «mathématiques, sciences et informatique». 2000
- Femmes dans l'enseignement supérieur dans les branches «ingénierie, fabrication et construction». 2000
- Pourcentage de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans ayant terminé des études secondaires supérieures
- Taux de chômage pour la population totale des personnes âgées de 25 à 59 ans n'ayant pas poursuivi d'études au-delà du niveau secondaire inférieur
- Taux de chômage pour l'ensemble des personnes âgées de 25 à 59 ans ayant terminé des études secondaires supérieures
- Taux de chômage pour l'ensemble des personnes âgées de 25 à 59 ans ayant terminé des études supérieures
- **Dépenses publiques d'éducation par niveau d'éducation en % du PIB. 1999**
- Coût horaire moyen de la main-d'oeuvre dans l'industrie et les services. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- Coût annuel moyen de la main-d'oeuvre dans l'industrie et les services. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- **Taux de prélèvement sur les bas salaires. %. Célibataire sans enfants gagnant 67 % du salaire moyen d'un ouvrier dans le secteur manufacturier. 1996-2001**

-  - **Taux de prélèvement sur les bas salaires. %. Célibataire sans enfants gagnant 67 % du salaire moyen d'un ouvrier dans le secteur manufacturier**
- **Taux de chômage. % de la main-d'oeuvre (enquête sur les forces de travail). Printemps**
  - Taux de chômage. % de la main-d'oeuvre (enquête sur les forces de travail). Printemps
  - **Taux de chômage par sexe. % de la main-d'oeuvre (enquête sur les forces de travail). Printemps 2001**
  - Taux de chômage par groupe d'âge. % de la main-d'oeuvre (enquête sur les forces de travail). Printemps 2001
  - Structure du coût de la main d'oeuvre en % du coût total. Industrie et services. Entreprises avec 10 ou plus employées. 2000. %

## La formation continue dans les entreprises

### Formation continue dans les entreprises des pays candidats

La Commission européenne a lancé une nouvelle enquête sur la formation continue qui fait suite à l'enquête initiale menée en 1994 dans les douze États membres d'alors. La deuxième enquête a été réalisée en 2000-2001, non seulement dans tous les États membres et en Norvège, mais également dans les pays candidats suivants: Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovénie. En ce qui concerne la Pologne, les résultats ne concernent que la région de Pomorskie.

Au total, quelque 26 000 entreprises de ces neuf pays candidats ont participé à l'enquête. Elles ont fourni pour la première fois des données statistiques comparables sur la formation continue, sur l'offre et la demande de compétences et sur les besoins de formation, d'une part, et sur les formes, le contenu et le volume de la formation continue, de l'autre. Des informations supplémentaires sont données sur les ressources de formation propres des entreprises et sur le recours à des formateurs extérieurs. Enfin, l'enquête donne des informations sur les coûts de la formation continue.

### La République tchèque: le pays candidat où le pourcentage d'entreprises assurant une formation est le plus élevé

Dans les neuf pays candidats ayant fait l'objet de l'enquête, le pourcentage moyen d'entreprises assurant une formation professionnelle permanente était de 40 % en 1999. Les pourcentages variaient de 11 % en Roumanie à 69 % en République tchèque. Le pourcentage moyen d'entreprises assurant une formation est donc inférieur à celui qui avait été constaté lors de la première enquête sur la formation continue effectuée en 1993 (pour les douze États membres de l'UE, la moyenne était alors de 57 %).

### De grandes disparités entre les pays en ce qui concerne la participation à la formation continue

En République tchèque et en Slovénie, la participation des salariés aux cours de formation continue était trois fois supérieure à celle de la Lituanie ou de la Roumanie. On ne constate que de faibles disparités dans certains pays en ce qui concerne le taux de participation des femmes et des hommes. L'analyse par classe de taille des entreprises montre que les taux sont plus élevés dans les grandes entreprises que dans les petites.

Dans tous les pays candidats, en 1999, les entreprises assurant une formation continue ont plus souvent eu recours à des cours externes qu'à des cours internes. Dans la plupart des pays, c'est dans les petites entreprises que les participants ont passé le plus de temps en formation.

### Dans certains pays, la formation a un coût élevé malgré une faible participation

En Hongrie, en Bulgarie et en Estonie, les coûts sont relativement élevés compte tenu des faibles taux de participation. Il n'y a qu'en République tchèque et en Slovénie que les coûts de la formation sont conformes aux taux de participation.

#### Pour en savoir plus:

— Première enquête sur la formation professionnelle continue en entreprise dans les pays candidats

#### Statistiques en bref - Thème 3

— N° 1 Temps de travail consacré à la formation professionnelle continue dans les entreprises en Europe

#### Vous voulez plus d'informations?

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>



- **Entreprises assurant une formation en % de toutes les entreprises. 1999**
- **Pourcentage de salariés (toutes entreprises) participant à des cours de formation professionnelle continue. 1999**
- Pourcentage de salariés (toutes entreprises) participant à des cours de formation professionnelle continue (par sexe). 1999
- Heures de cours de formation professionnelle continue par participant dans les petites et les grandes entreprises. 1999
- Pourcentage d'entreprises offrant des cours de formation professionnelle continue par type de cours. 1999
- Coûts totaux des cours de formation professionnelle continue par salarié dans les entreprises offrant de tels cours. SPA. 1999
- Pourcentage de salariés participant à des cours de formation professionnelle continue dans les petites et les grandes entreprises. 1999
- Coûts totaux des cours de formation professionnelle continue en % du total des coûts de main-d'oeuvre (toutes entreprises). 1999
- Heures de cours de formation professionnelle continue par salarié (toutes entreprises). 1999
- Heures de cours de formation professionnelle continue par salarié (toutes entreprises) par sexe. 1999

## La situation économique

### Les économies des pays candidats varient considérablement en importance

En 2001, les treize pays candidats avaient globalement un PIB de 627,700 milliards d'euros aux prix courants. Même en prenant en compte des pays relativement importants tels que la Pologne et la Turquie, les pays candidats ont un poids économique relativement faible comparativement à l'Union européenne: en 2001, leur PIB représentait 7,1 % de celui de l'UE.

Par ailleurs, les économies des pays candidats varient considérablement en importance (de 4 milliards d'euros pour Malte à 196,700 milliards d'euros pour la Pologne, en 2001). L'économie maltaise, exprimée en euros, est cinq fois moins importante que celle du Luxembourg, le plus petit État membre de l'UE. Si on additionne les PIB des six pays candidats les plus petits, on obtient un total de 57,500 milliards d'euros, soit moins de 0,7 % du total de l'EU-15.

### 2001 — Disparité des taux de croissance

En 2001, les performances économiques des pays candidats ont été plutôt variables. La croissance du PIB aux prix courants a varié de - 7,4 à + 7,7 % comparativement à l'année précédente, ce qui constitue une différence considérable par rapport à 2000 où aucun pays n'avait enregistré une croissance négative. Toutefois, la croissance a été supérieure à la croissance moyenne de l'EU-15 dans dix des treize pays, de + 3,0 % en Slovaquie à + 7,7 % en Lettonie.

Les statistiques sur le déficit et la dette publique des pays candidats ne sont pas encore pleinement conformes aux exigences méthodologiques de l'UE. Néanmoins, les données sont plus ou moins comparables entre les pays.

À l'heure actuelle, les pays candidats ne communiquent leurs statistiques concernant la dette et le déficit publics à la Commission européenne qu'une fois par an, le 1<sup>er</sup> avril, à titre d'essai. Lorsqu'ils seront membres de l'UE, ils devront le faire le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année dans le cadre de la «procédure concernant les déficits excessifs».

À quelques exceptions près, la situation des finances publiques des pays candidats est dans l'ensemble comparable à celle des pays de l'UE, particulièrement en ce qui concerne la dette. Toutefois, les importants changements structurels dont ces économies font l'objet ont entraîné, au moins pour certains pays, des fluctuations brutales du déficit et/ou de l'excédent.

### Plus grande stabilité des taux de change et des taux du marché monétaire au jour le jour

L'évolution dans le temps des taux de change nominaux par rapport à l'écu et l'euro montre que, pour la plupart des pays candidats, les taux de change ont eu tendance à se stabiliser.

Ce constat vaut également pour le taux du marché monétaire au jour le jour qui est un bon indicateur du niveau des taux d'intérêt du marché à court terme. Il donne chaque année une idée de la stabilité de la politique monétaire.

#### Pour en savoir plus:

##### Statistiques en bref - Thème 2

- N° 8 Comptes trimestriels Troisième trimestre 2002 — Le produit intérieur brut des pays candidats
- N° 17 Comptes Nationaux par branche des Pays Candidats

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

- **Produit intérieur brut en prix constants. Variation par rapport à l'année précédente. %**
- Produit intérieur brut en prix constants. Variation par rapport à l'année précédente. %
- **Produit intérieur brut en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR**
- **Produit intérieur brut par habitant en prix courants en SPA. EU-15 = 100**
- Produit intérieur brut en prix courants. 1 000 millions SPA
- Produit intérieur brut par habitant en prix courants en SPA. EU-15 = 100
- **Taux d'intérêt à court terme: taux de l'argent au jour le jour. %**
- **Taux de change de l'écu/euro: moyennes annuelles. ECU/EUR 1 = ...**
- Déficit (-) or excédent (+) des administrations publiques. Millions ECU/EUR
- Déficit (-) or excédent (+) des administrations publiques en % du PIB
- Dette publique brute. Millions ECU/EUR
- Dette publique brute en % du PIB
- **Indice des prix à la consommation. Taux de variation annuel moyen. %**
- **Indice des prix à la consommation. Taux de variation annuel moyen. %**
- Denrées alimentaires et boissons non alcoolisées en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Transports en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Loisirs et culture en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Santé, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Agriculture, chasse et sylviculture. % de toutes les branches
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Secteur manufacturier. % de toutes les branches**
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Commerce; réparation automobile et réparation d'articles domestiques % de toutes les branches**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Construction. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Immobilier, location et services aux entreprises. % de toutes les branches
- **Importations de marchandises. Valeur Caf en millions ECU/EUR**
- **Balance commerciale pour 2001. Millions EUR**
- **Exportations de marchandises. Valeur Fab en millions ECU/EUR**
- **Balance du compte courant en prix courants. % du PIB**
- **Balance du commerce international de biens et de services en prix courants. % du PIB**
- **Commerce international de biens et de services, taux de couverture. %**
- Exportations de services de transport en % des exportations totales de services
- Importations de services de transport en % des importations totales de services
- Exportations de services de voyage en % des exportations totales de services
- Importations de services de voyage en % des importations totales de services
- Commerce international dans les services autres que les transports et les voyages, taux de couverture. %

## La structure des entreprises

### Viser la comparabilité

Le futur élargissement de l'UE a rendu nécessaire d'étendre la couverture des SSE aux pays candidats. Le processus de collecte pour les données SSE des pays candidats a commencé récemment.

Inévitablement, il subsiste quelques divergences méthodologiques entre les données des différents pays candidats et une harmonisation devra être entreprise dans les années à venir.

Toutes les données des pays candidats sont exprimées en écus/euros courants, qui ne reflètent pas le pouvoir d'achat réel des monnaies des pays candidats. Néanmoins, les données disponibles présentent des mesures utiles pour l'analyse des secteurs économiques des pays candidats.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

— R & D and innovation statistics in candidate countries and the Russian Federation

##### Statistiques en bref — Thème 1

- N° 6 Variations démographiques régionales dans les pays candidats et les États membres
- N° 8 Chômage régional en 2001 dans les pays d'Europe centrale candidats à l'adhé
- N° 2 Produit intérieur brut régional des pays candidats 1999

##### Statistiques en bref — Thème 4

- N° 6 Statistiques de la société de l'information — Données relatives aux pays d'Europe centrale candidats à l'adhésion
- N° 37 Statistiques de la société de l'information — Forte progression de l'utilisation d'Internet et du téléphone mobile dans les pays candidats à l'adhésion en 2000

##### Statistiques en bref — Thème 6

- N° 8 Le commerce des 13 pays candidats avec l'UE en 2000
- N° 6 Spécialisation des pays candidats vis-à-vis de l'UE




##### Statistiques en bref — Thème 7

- N° 4 Les transports dans les pays d'Europe centrale 1993-1998

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

- **Indice de volume de la production industrielle. Année précédente = 100**
- Chiffre d'affaires pour l'industrie extractive. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'industrie manufacturière. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'électricité, le gaz et l'approvisionnement en eau. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour la construction. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour le commerce; la réparation automobile et la réparation d'articles domestiques. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'hôtellerie et la restauration. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour les transports, l'entreposage et les communications. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'immobilier, la location et les services aux entreprises. Millions EUR
- Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'industrie extractive. Millions EUR
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'industrie manufacturière. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'électricité, du gaz et de l'approvisionnement en eau. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de la construction. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée au coût des facteurs du commerce; de la réparation automobile et de la réparation d'articles domestiques. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'hébergement et de la restauration. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs des transports, de l'entreposage et de la communication. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises. Millions EUR**
- Coûts de personnel de l'industrie extractive. Millions EUR
- Coûts de personnel de l'industrie manufacturière. Millions EUR
- Coût de personnel de l'électricité, du gaz et de l'approvisionnement en eau. Millions EUR
- Coûts de personnel de la construction. Millions EUR
- Coûts de personnel du commerce; de la réparation automobile et de la réparation d'articles domestiques. Millions EUR
- Coûts de personnel de l'hébergement et de la restauration. Millions EUR
- Coûts de personnel des transports, de l'entreposage et des communications. Millions EUR
- Coûts de personnel de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises. Millions EUR
- Nombre de personnes occupées dans l'industrie extractive
- Nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière
- Nombre de personnes occupées dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'approvisionnement en eau.
- Nombre de personnes occupées dans la construction
- Nombre de personnes occupées dans le commerce; la réparation automobile et la réparation d'articles domestiques.
- Nombre de personnes occupées dans l'hébergement et la restauration
- Nombre de personnes occupées dans les transports, l'entreposage et les communications
- Nombre de personnes occupées dans l'immobilier, la location et les services aux entreprises.
- **Longueur totale des autoroutes en km**
- **Longueur totale des voies ferroviaires en km**
- **Voitures particulières. Milliers**
- **Voitures particulières pour 1 000 habitants**
- **Transport de marchandises par route. Millions de tonnes-km**
- **Décès par accident de la route**

- Hébergement touristique: hôtels et établissements similaires
- Nuitées passées par des résidents dans des hôtels et établissements similaires
- Nuitées passées par des non-résidents dans des hôtels et établissements similaires
- Nuitées passées par des résidents dans d'autres établissements d'hébergement collectif
- Nuitées passées par des non-résidents dans d'autres établissements d'hébergement collectif
- Production totale d'énergie primaire. 1 000 tep
- Production brute totale d'électricité. GWh
- Consommation finale d'énergie. 1 000 tep
-  - Dépenses totales de recherche et développement en % du PIB. Tous secteurs (DIRD)
-  - Dépenses de recherche et développement des entreprises en % du PIB. Secteur des entreprises commerciales (DIRDE)
-  - Personnel de recherche et développement total en % de la population active totale
  - Nombre d'ordinateurs personnels. Milliers
  - **Ordinateurs personnels pour 100 habitants**
  - Ordinateurs personnels pour 100 habitants. 2001
  - **Nombre de serveurs Internet. Milliers**
  - **Serveurs Internet pour 100 habitants**
  - Serveurs Internet et utilisateurs d'Internet pour 100 habitants
  - Nombre d'utilisateurs d'Internet. Milliers
  - **Utilisateurs d'Internet pour 100 habitants**
  - Nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile. Milliers
  - Nombre de lignes téléphoniques principales. Milliers
  - **Lignes téléphoniques principales pour 100 habitants**
  - **Abonnés aux services de téléphonie mobile pour 100 habitants**
  - Abonnés aux services de téléphonie mobile et lignes téléphoniques principales pour 100 habitants. 2001

## L'agriculture, la sylviculture et la pêche

### L'agriculture est socialement importante

Par rapport à l'Union européenne, la population agricole des pays candidats représente une proportion plus importante de la population totale et la main-d'oeuvre agricole une proportion plus importante de la main-d'oeuvre totale. De plus, la production agricole représente une proportion plus importante de la production de l'ensemble de l'économie.

### Superficie agricole utilisée (SAU)

Les terres arables représentaient plus de 60 % de la SAU dans la plupart des pays candidats. En fait, leur proportion dépassait 80 % en Lituanie et en Estonie et atteignait 90 % à Malte. La Slovénie constituait une exception: les terres arables n'y représentaient que 35 % de la SAU. Les herbages permanents représentaient 60 % de la SAU en Slovénie et entre 30 et 40 % en Bulgarie, en Roumanie, en Slovaquie et en Turquie. Il y avait peu d'herbages permanents à Chypre et à Malte. Cependant, ces deux pays avaient des superficies considérables sous cultures permanentes (30 et 10 % respectivement).

### Production

Les céréales représentent le groupe de cultures le plus important. En 2001 (ou 2000), la production récoltée de céréales, y compris le riz, était de 12 000 tonnes à Malte et 127 000 tonnes à Chypre. La production était d'environ 0,5 million de tonnes (mt) en Slovénie et en Estonie. Elle atteignait près d'un million de tonnes en Lettonie, 2,3 mt en Lituanie, 3,1 mt en Slovaquie, 7,3 mt en République tchèque, 10,0 mt en Hongrie, 18,9 mt en Roumanie et 27,1 mt en Pologne. Par comparaison, dans l'Union européenne, la production était de 144 000 tonnes au Luxembourg, 4,8 mt en Grèce (volume de production médian) et 60,3 mt en France.

En ce qui concerne la production animale, la Pologne a le cheptel le plus important avec 5,5 millions de têtes, ce qui en ferait le septième producteur de boeuf dans la Communauté après la France (20,3 millions), l'Allemagne (14,1 millions), le Royaume-Uni (10,2 millions), l'Italie (7,4 millions), l'Irlande (6,5 millions) et l'Espagne (6,3 millions). La Roumanie a 2,9 millions de têtes de bétail, ce qui correspond approximativement au cheptel de la Belgique. La Pologne est le pays candidat qui a le cheptel porcin le plus important (17,5 millions de têtes) et deviendrait le troisième producteur de viande de porc dans l'UE après l'Allemagne (25,8 millions) et l'Espagne (24,7 millions). La Roumanie a le plus grand nombre de moutons (7,7 millions de têtes) et la Bulgarie le plus grand nombre de chèvres (675 000).

Les données sur la production de l'élevage et des cultures dans les pays candidats peuvent être trouvées dans le domaine Zpa1\_cc de la base de données NewCronos.

### Prix

Selon les données provisoires dont Eurostat dispose, la plupart des pays candidats ont connu plusieurs années de tendance négative des prix avant que la série ne s'arrête ou soit inversée en 2000. La tendance est devenue plus positive en 2001, tant pour l'indice des prix à la production que pour l'indice du coût des facteurs en termes réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation, souvent très élevée). L'indice des prix à la production réels a légèrement augmenté (< 1 %) en Slovénie, en Slovaquie et en Bulgarie. Il a augmenté modérément (3-6 %) en Lettonie, en Roumanie, à Malte et en Lituanie et fortement (+ 10 %) en République tchèque et en Estonie. En revanche, l'indice des prix à la production réels a décliné en Pologne (- 1,1 %) et en Hongrie (- 3,8 %). Par comparaison, en 2001, l'indice des prix à la production réels a augmenté en moyenne de 1,9 % dans l'UE, de - 1,9 % en Finlande à 6,6 % au Royaume-Uni.

Les prix et les indices de prix pour de nombreux produits sont répertoriés dans le domaine Prag de la base de données NewCronos.

### Revenus agricoles

L'«indicateur A» mesure la variation du revenu réel des facteurs agricoles (ce qui correspond à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs) par rapport à la variation pour l'ensemble de la main-d'oeuvre agricole (en unités de travail annuel). L'indicateur A était disponible pour huit pays candidats. Pour 2001 par rapport à 2000, une forte baisse des revenus agricoles a été observée en Slovénie (- 14,4 %) et en Pologne (- 10,3 %) et un déclin modéré à Malte (- 1,6 %). En revanche, les revenus agricoles ont fortement augmenté en Lituanie (+ 13,6 %), en Slovaquie (+ 14,1 %), en Estonie (+ 17,2 %), en République tchèque (+ 20,5 %) et en Hongrie (+ 26,8 %). Par comparaison, les revenus agricoles ont augmenté de 3,3 % dans l'Union européenne avec des variations atteignant + 12,3 % dans le cas du Danemark.

Des données détaillées sur les comptes agricoles des pays candidats peuvent être trouvées dans le domaine Cosa\_cc de la base de données NewCronos.

### Forêts

Les forêts et les terrains boisés couvrent environ 30 % du territoire des pays candidats et représentent approximativement l'équivalent de 40 % de la superficie boisée de l'UE. Les pays les plus boisés sont la Turquie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie.

En 2000, la production de bois rond des pays candidats a représenté à peu près l'équivalent de 41 % de la production de l'UE. Les principaux pays producteurs sont la Pologne, la Turquie, la République tchèque, la Lettonie et la Roumanie.

Les données sur la sylviculture proviennent de différentes sources:

- Les données sur les forêts (structure, superficies, par exemple) viennent essentiellement des évaluations des ressources forestières effectuées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Pour répondre aux exigences au niveau européen, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), siégeant à Genève, est responsable d'une évaluation des ressources des forêts tempérées et boréales (TBFRA) couvrant tous les membres de la CEE-ONU, y compris les pays candidats. La Commission participe à la préparation de cette TBFRA.
- Les données sur le bois et les produits dérivés du bois proviennent du questionnaire commun géré par le groupe de travail intersecrétariats du secteur forestier incluant la FAO, la CEE-ONU, l'OIBT (Organisation internationale des bois tropicaux) et Eurostat. Chaque organisation est chargée de gérer les données d'un groupe de pays, Eurostat ayant l'entière responsabilité des données concernant les pays de l'UE et de l'AELE.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

— Revenu de l'activité agricole en 2001 (édition 2002), Union européenne et pays candidats

##### Statistiques en bref — Thème 5

— N° 19/2002 L'évolution des prix agricoles de onze pays candidats

— N° 9/2002 Hausse de 3,3 % du revenu agricole dans l'UE en 2001

#### Vous voulez plus d'informations?

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>



- **Indice de volume de la production agricole brute. Année précédente = 100**
- **Superficie agricole utilisée. 1 000 ha**
- **Terres arables. 1 000 ha**
- **Production de blé. 1 000 t**
- Production d'orge. 1 000 t
- Production de pommes de terre. 1 000 t
- Production de tomates. 1 000 t
- Production de pommes, y compris les pommes à cidre. 1 000 t
- Collecte de lait de vache. 1 000 t
- Production de lait de vache dans les exploitations. 1 000 t
- Production de beurre. 1 000 t
- Production de fromage. 1 000 t
- Indices des prix à la production, déflatés; production agricole totale. 1995 = 100
- Indices des prix d'achat des biens et services de consommation courante dans l'agriculture 1995 = 100
- **Valeur ajoutée aux prix de base du secteur agricole. Millions ECU/EUR**
- Catégories de forêts (TBFRA 2000)
- **Production totale de bois rond. 1 000 m<sup>3</sup>**
- **Production totale de bois de sciage. 1 000 m<sup>3</sup>**
- Production totale de papier et de carton. 1 000 t
- **Captures totales de produits de la pêche. 1 000 t poids vif**
- **Production totale de l'aquaculture. 1 000 t poids vif**

## L'environnement

### L'environnement dans les pays candidats

La Commission contrôle systématiquement la transposition et la mise en œuvre de *l'acquis communautaire* en matière d'environnement depuis 1998. Elle a soutenu les progrès et les efforts des pays candidats en faveur de la conformité.

Les progrès sont restés lents en 1999 et en 2000. En 2001, toutefois, ils se sont considérablement matérialisés grâce aux importants efforts consentis par les pays candidats et à la «carte de route» pour l'élargissement. Néanmoins, il faut encore achever la transposition en ce qui concerne la gestion des eaux usées, des déchets et de la pollution industrielle (rejets dans l'atmosphère).

Les données des pays candidats sur l'eau, sur les déchets, sur les dépenses consacrées à la protection de l'environnement et sur les émissions atmosphériques sont compilées selon des méthodes et par des organismes identiques à ceux des États membres de l'UE. Les statistiques sur l'eau, les déchets et la protection de l'environnement sont recueillies au moyen du questionnaire commun Eurostat/Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour les émissions atmosphériques, l'organisme compétent est l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et les données sont déclarées selon des mécanismes de déclaration obligatoires concernant les rejets dans l'atmosphère.

- Prélèvements totaux d'eau douce (de surface et souterraine). Millions m<sup>3</sup>
- Prélèvements totaux d'eau douce (de surface et souterraine). m<sup>3</sup>/habitant
- Eau prélevée par les systèmes d'approvisionnement publics. Million m<sup>3</sup>/an
- Eau extraite par secteur. m<sup>3</sup>/habitant
- Population reliée aux réseaux d'assainissement publics. % de la population totale
- Population reliée aux réseaux d'assainissement publics avec traitement. % de la population totale
- **Population reliée aux réseaux d'assainissement publics par type de traitement. %**
- Déchets générés par secteur économique. 2001. 1 000 t
- **Traitement des déchets urbains. 1999. 1 000 t**
- Dépenses totales par le secteur public
- Dépenses totales par le secteur public par domaine. %. 2000
- Dépenses totales par l'industrie par domaine. %. 2000
- Émissions de gaz à effet de serre. Indice 1990 = 100
- Émissions de polluants acidifiants. 1 000 t
- Émissions de précurseurs de l'ozone troposphérique. 1 000 t

# Les Européens

# 2

Une population changeante

La vie et ses risques

La formation et le travail

Les ménages

## La population de l'UE

### La population de l'Union européenne: évolutions, comparaisons, projections

#### Au 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'UE comptait 379,6 millions d'habitants

Un an plus tôt, la population totale de l'Union européenne s'élevait à un peu plus de 378 millions d'habitants. L'UE est ainsi la troisième puissance démographique du monde, loin derrière la Chine (1,279 milliard) et l'Inde (1,038 milliard), mais devant les États-Unis (279,3 millions), le Brésil (175 millions) et le Japon (126,9 millions).

#### En 2001, la population de l'UE a augmenté de plus de 1,5 million d'habitants

L'augmentation a été du même ordre en 2000 (1 554 900 contre 1 564 000 en 2001). Le taux d'accroissement brut de la population de l'UE est donc resté stable (4,1 ‰). En 2000 et en 2001, toutefois, on a constaté une progression assez marquée du taux de croissance démographique par rapport aux années précédentes (4,1 ‰ en 2000 et en 2001 contre 2,7 ‰ en moyenne pour la période allant de 1995 à 1999).

Ce changement a été dû en partie à un accroissement naturel plus rapide (387 000 en 2000 et 404 000 en 2001 contre 298 000 en moyenne pour la période allant de 1995 à 1999), mais surtout à une augmentation considérable du solde migratoire par rapport à la période précédente (1 168 000 en 2000 et 1 160 000 en 2001, contre une moyenne de 710 000 pour la période de 1995 à 1999).

Plus que jamais, la **migration nette** est une composante importante de la croissance démographique. La migration nette représente pratiquement les trois quarts de l'accroissement démographique de l'UE depuis 1999, égalant ainsi, voire dépassant, les niveaux records d'après-guerre enregistrés en 1993 et en 1995. La progression sensible enregistrée au cours des trois dernières années est essentiellement due à la révision à la hausse des données démographiques (nouvelles estimations et nouveaux résultats de recensements) récemment communiquées à Eurostat par certains pays (l'Espagne, en particulier, mais aussi l'Allemagne, le Portugal et le Royaume-Uni), ce qui a particulièrement affecté le solde migratoire.

Ces deux dernières années, grâce au recul général du nombre de décès, le taux d'**accroissement naturel** a augmenté dans pratiquement tous les pays de l'UE, le nombre de naissances restant quant à lui relativement stable (un peu plus de 4 millions). L'accroissement naturel est toutefois resté négatif dans trois pays de l'UE (l'Allemagne, la Suède et la Grèce). Le chiffre de 404 000 enregistré en 2001 doit être comparé aux 2,5 millions qui constituaient la moyenne au début des années 60. À cette époque, l'accroissement naturel approchait les 8 ‰, contre seulement 1,1 ‰ en 2001.

#### L'UE ne prend à son compte que 2 % environ de l'accroissement de la population mondiale

La population mondiale a augmenté de près de 78 millions d'habitants en 2001. La Chine est responsable de près de 14 % de cette augmentation et l'Inde de plus de 20 %. Parallèlement, le taux de croissance démographique des États-Unis (+ 9,0 ‰) a été plus de deux fois supérieur à celui de l'UE. Toutefois, dans la plupart des autres régions développées, l'accroissement démographique a été inférieur à celui de l'UE [par exemple, au Japon (+ 1,7 ‰) et en Russie (- 5,1 ‰) en 2000].

#### Dans un avenir proche la population totale de l'UE devrait stagner, voire diminuer

Si les tendances actuelles en matière de fécondité, de mortalité et de migration internationale se confirment (scénario de base d'Eurostat, voir graphiques sur la population), la population devrait culminer en 2023 puis retomber à un niveau proche de son niveau actuel en 2050.

### Autres données d'Eurostat sur la population

Si vous souhaitez disposer de données plus détaillées que celles qui sont présentées dans l'Annuaire Eurostat, veuillez contacter votre Data Shop. Vous trouverez les adresses des Data Shops à la fin de l'Annuaire.

Vous pouvez également vous procurer la publication *Statistiques sociales européennes — Démographie* auprès de votre Data Shop. Il s'agit d'un annuaire plus complet consacré exclusivement aux statistiques démographiques. Les données présentées dans l'édition 2002 couvrent la période allant de 1960 à 2001 (2002 pour la population) et concernent les États membres de l'UE et les pays de l'AELE, ainsi que de nombreux pays d'Europe centrale, Chypre et Malte. Les informations incluent un large éventail d'indicateurs démographiques concernant plus particulièrement:

- l'Union européenne dans le monde;
- les mouvements de la population;
- la structure de la population;
- l'UE et ses régions;
- la fécondité;
- les mariages;
- la mortalité;
- les flux migratoires internationaux;
- les projections démographiques.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- Indicateurs clés — Population et conditions sociales
- Statistiques sociales européennes — Démographie

##### Autre publication

- World population prospects: the 1998 revision. Nations unies

##### Statistiques en bref — Thème 3

- N° 19 Premiers résultats de la collecte de données démographiques pour 2001 en Europe
- N° 17 Premières estimations démographiques pour 2001
- N° 7 (1997) Au-delà du prévisible: l'évolution démographique de l'UE jusqu'en 2050

##### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Justice et Affaires Intérieures»: [http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/justice_home/index_en.htm)

- **Population totale au 1er janvier. Milliers**
- **Population totale. EU-15. Millions**
- **Projections démographiques**
- **Population mondiale. 1950, 2001 and 2050. %**
- **Densité de population. Habitants par km<sup>2</sup>**
- **Population nationale en % de la population EU-15**
- **Accroissement de la population. 1991 = 100**
- Accroissement de la population pour 1 000 personnes
- Accroissement naturel de la population pour 1 000 habitants
- Solde migratoire, corrections comprises, pour 1 000 personnes
- **Accroissement naturel de la population et solde migratoire, corrections comprises, pour 1 000 habitants. EU-15**
- Personnes âgées de moins de 15 ans en % de la population totale
- Personnes âgées de moins de 15 ans. EU-15. Millions
- Personnes âgées de 15 à 24 ans en % de la population totale
- Personnes âgées de 15 à 24 ans. EU-15. Millions
- Personnes âgées de 25 à 49 ans en % de la population totale
- Personnes âgées de 25 à 49 ans. EU-15. Millions
- Personnes âgées de 50 à 64 ans en % de la population totale
- Personnes âgées de 50 à 64 ans. EU-15. Millions
- Personnes âgées de 65 à 79 ans en % de la population totale
- Personnes âgées de 65 à 79 ans. EU-15. Millions
- Personnes âgées 80 ans ou plus en % de la population totale
- Personnes âgées de 80 ans ou plus. EU-15. Millions
- Femmes pour 100 hommes

## Les familles et les naissances

### Un peu plus de 4 millions de bébés sont nés dans l'UE en 2001

En 2001, le nombre de naissances d'enfants vivants dans l'Union européenne a été estimé provisoirement à environ 4,01 millions, soit quelque 45 000 de moins qu'en 2000.

L'année 1999 a été la seule année pendant laquelle le nombre de naissances est tombé (de peu) sous les 4 millions. Au milieu des années 60, le chiffre annuel des naissances était supérieur de plus de 2 millions, puisqu'il était en moyenne de 6 millions par an. On a constaté une baisse notable de la fécondité pendant la décennie suivante et, dans un avenir proche, le nombre des naissances devrait continuer de régresser dans la mesure où les femmes nées durant le baby-boom du milieu des années 60 vont passer l'âge de la procréation et seront remplacées par un nombre moins important de femmes nées entre 1965 et 1975.

### Après une baisse considérable, la fécondité dans l'UE s'est stabilisée depuis 1995

L'indicateur de fécondité moyen de l'UE a atteint son niveau record de l'après-guerre vers le milieu des années 60 (environ 2,75 enfants par femme entre 1963 et 1966) avant de baisser brusquement jusqu'à la fin des années 70, puis plus progressivement jusqu'au milieu des années 90. Cet indicateur a atteint son niveau le plus bas (1,42 enfant par femme) en 1995 avant de remonter légèrement et de se stabiliser entre 1,45 et 1,50 enfant par femme au cours des six ou sept dernières années. En 2001, sa valeur était pratiquement la même que l'année précédente, soit 1,47 enfant par femme (contre 1,48 en 2000).

Les États membres ayant connu les taux de fécondité les plus élevés au début des années 80 (l'Irlande et les pays du sud de l'Europe) sont ceux qui enregistrent depuis lors les diminutions les plus fortes (plus de 30 %), si bien que les niveaux les plus faibles de l'indicateur de fécondité sont actuellement observés en Italie (1,24), en Espagne (1,25) et en Grèce (1,29), ce dernier pays se situant aujourd'hui au niveau de l'Allemagne et de l'Autriche. C'est en Irlande (1,98) et en France (1,90) que les chiffres sont les plus élevés, assez loin devant le Danemark, la Finlande, le Luxembourg et les Pays-Bas (entre 1,69 et 1,74).

### Descendance finale sous le seuil de renouvellement de la population

Dans l'UE, la descendance finale des générations de l'après-guerre a baissé régulièrement et s'établit désormais à environ 1,70 enfant par femme, ce qui est nettement inférieur au seuil de renouvellement des générations (2,10 enfants par femme). Toutefois, les données les plus récentes semblent indiquer que la fécondité a atteint son niveau le plus bas après des décennies de recul presque continu et que les deux indicateurs (taux de natalité annuel et descendance finale) devraient se rapprocher à l'avenir.

Les États membres ont enregistré divers chiffres de descendance finale. Les Autrichiennes, les Allemandes et les Italiennes nées en 1960 devraient avoir moins de 1,70 enfant en moyenne, alors que les Françaises et les Suédoises nées la même année devraient en avoir plus de 2. C'est sans doute en Irlande que la fécondité sera la plus élevée (environ 2,40 enfants par femme).

Ces différences sont essentiellement dues aux pourcentages de femmes qui n'ont pas d'enfant et aux familles qui n'ont qu'un enfant. Dans les pays où la descendance finale est la plus faible, plus de 40 % des femmes n'auront qu'un enfant ou pas d'enfant du tout, alors que dans les pays où les taux de descendance finale sont les plus élevés, cette proportion est inférieure à 30 %.

### Plus de naissances en dehors du mariage dans toute l'UE

Alors qu'il y a quarante ans, la plupart des enfants nés en dehors du mariage vivaient avec des mères célibataires, aujourd'hui la plupart d'entre eux vivent avec des couples qui ne sont pas mariés, cette situation reflétant bien les tendances modernes de la vie commune.



Si tous les États membres de l'UE ont enregistré une augmentation des naissances en dehors du mariage depuis le milieu des années 70, on n'en constate pas moins des différences frappantes. C'est la Grèce qui a le taux le plus bas (4,1 %) de naissances hors mariage, suivie de l'Italie (9,6 %) et de l'Espagne (17 %). À l'autre bout de l'échelle, c'est en France (42,6 %), au Danemark (44,6 %) et surtout en Suède qu'on trouve les pourcentages les plus élevés, dans ce dernier pays plus de la moitié (55 %) des enfants naissent hors mariage.

### **Autres données d'Eurostat sur la population**

Si vous souhaitez disposer de données plus détaillées que celles qui sont présentées dans l'Annuaire Eurostat, veuillez contacter votre Data Shop. Vous trouverez les adresses des Data Shops à la fin de l'Annuaire.

Vous pouvez également vous procurer la publication *Statistiques sociales européennes — Démographie* auprès de votre Data Shop. Il s'agit d'un annuaire plus complet consacré exclusivement aux statistiques démographiques.

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Publications Eurostat**

— *Statistiques sociales européennes — Démographie*

##### **Statistiques en bref — Thème 3**

— **No 17 Premiers résultats de la collecte de données démographiques pour 2001 en Europe**

##### **Vous voulez plus d'informations?**

— **Contactez votre Data Shop**

— **<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**

- **Mariages pour 1 000 personnes**
- **Divorces pour 1 000 personnes**
- Mariages et divorces pour 1 000 personnes. EU-15
- **Âge moyen au premier mariage: femmes**
- **Âge moyen au premier mariage: hommes**
- **Fécondité totale**
- **Descendance finale par génération**
- Indicateur conjoncturel de fécondité. EU-15
- **Âge moyen des femmes à la maternité**
- **Naissances vivantes hors mariage en % de toutes les naissances vivantes**

## Les migrations internationales

### Informations complètes sur la migration, le droit d'asile et la nationalité

Eurostat prépare des statistiques sur:

- les flux migratoires internationaux;
- les demandeurs d'asile;
- la population étrangère résidente;
- l'acquisition de la nationalité;
- les travailleurs migrants.

Si vous souhaitez plus d'informations sur ces sujets que celles qui sont données dans l'Annuaire Eurostat, veuillez contacter un des Data Shops dont les adresses figurent à la fin de l'Annuaire. L'annuaire des statistiques migratoires intitulé *Statistiques sociales européennes — Migration* est également disponible dans votre Data Shop.

### L'UE continue d'attirer les immigrants

La migration est influencée par une combinaison de facteurs économiques, politiques et sociaux. Ces derniers peuvent agir dans le pays d'origine du migrant (causes de départ) ou dans son pays de destination (effets d'attraction).

La relative prospérité économique et la stabilité politique de l'UE ont un effet d'attraction considérable. Par ailleurs, dans de nombreuses parties du monde, diverses causes de départ continuent d'avoir une forte incidence sur les flux migratoires.

La migration nette est la composante la plus importante de l'évolution démographique de l'UE depuis 1989. On estime qu'elle a augmenté la population de l'UE d'environ 1,16 million d'habitants en 2001, soit les trois quarts de l'accroissement total de la population. La migration nette est la différence de population au début et à la fin de l'année, moins la différence entre les naissances et les décès au cours de la même année.

Dans de nombreux États membres, les ressortissants de pays n'appartenant pas à l'UE forment le groupe le plus important des flux d'immigration, devant le groupe généralement constitué de nationaux. À l'exception de la Belgique, de l'Irlande et du Luxembourg, le groupe d'immigration le moins important est constitué de citoyens d'autres États membres de l'UE.

### Le nombre de demandes d'asile reste très inférieur au chiffre record de 1992

L'UE a fait l'objet de 360 000 demandes d'asile en 2000. Les chiffres de ces dernières années ont été supérieurs à ceux du milieu des années 90 mais restent très inférieurs aux niveaux enregistrés au début des années 90 (plus d'un demi-million de demandes d'asile par an pendant plusieurs années).

### Mesure de la migration

Les statistiques sur la migration, les demandes d'asile, la population étrangère résidente et l'acquisition de la nationalité sont fournies à Eurostat par les instituts nationaux de statistique et par les ministères de la justice et de l'intérieur. La plupart de ces statistiques sont communiquées à Eurostat dans le cadre d'une collecte conjointe de données sur la migration organisée par Eurostat en coopération avec la Division statistique des Nations unies, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, le Conseil de l'Europe et le Bureau international du travail.

Le mode de production des statistiques sur la migration et la définition du migrant diffèrent d'un pays à l'autre. Dans certains d'entre eux, les statistiques de migration sont basées sur des données administratives fournies, par exemple, par les systèmes de délivrance des titres de séjour ou par un registre

de la population. D'autres pays utilisent des données d'enquêtes. Ces différences de sources de données et de définitions créent des problèmes lorsqu'il s'agit de comparer les chiffres sur la migration dans différents pays.

Tous les États membres de l'UE ne produisent pas des statistiques sur l'immigration et l'émigration. Même si on peut estimer le solde migratoire pour l'UE, il n'est pas possible de donner une image complète des flux d'immigration et d'émigration pour tous les États membres ou pour l'ensemble de l'UE. Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux rubriques «Immigrants» et «Émigrants» du glossaire.

### Nationalité

Dans l'UE, environ une personne sur vingt n'a pas la nationalité du pays dans lequel elle vit: 1,6 % sont des résidents citoyens d'un autre État membre de l'UE et 3,4 % sont des non-nationaux de l'UE. Il existe toutefois de grandes différences entre les États membres. Le Luxembourg compte, et de loin, la plus forte proportion de non-nationaux: en 2001, 36,9 % de la population du Luxembourg n'étaient pas des nationaux.

L'acquisition de la nationalité est parfois considérée comme un indicateur de l'intégration formelle des migrants dans leur pays d'accueil, et elle est souvent assujettie à une période de résidence légale ainsi qu'à d'autres facteurs tels que la maîtrise de la langue. Au cours de la dernière décennie, le nombre annuel de personnes ayant acquis la nationalité d'un État membre de l'UE a plus que doublé.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- *Patterns and trends in international migration in western Europe*
- *Statistiques sociales européennes — Migration*

##### Statistiques en bref — Thème 3

###### 2001

- N° 1 *Pourquoi les individus migrent-ils?*
- N° 15 *Premiers résultats de la collecte de données démographiques pour 2000 en Europe*
- N° 7 *La migration permet de maintenir la croissance de la population de l'UE*

##### DG Emploi et Affaires sociales et Eurostat

- *La situation sociale dans l'Union européenne 2002*

#### Vous voulez plus d'informations?

- *Contactez votre Data Shop*
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- *Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Justice et Affaires Intérieures»: [http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/justice_home/index_en.htm)*

- **Immigration totale**
- Immigration de nationaux
- Immigration d'autres ressortissants de l'UE
- Immigration de non-ressortissants de l'UE
- **Émigration totale**
- Émigration de nationaux
- Émigration d'autres ressortissants de l'UE
- Émigration de non-ressortissants de l'UE
- **Demandes d'asile**
- Octroi du statut de réfugié
- Population par citoyenneté. Nationaux.
- Population par citoyenneté. Autres ressortissants de l'UE
- **Population par citoyenneté. Non-ressortissants de l'UE**
- Acquisition de nationalité

## L'espérance de vie et la mortalité

### Les taux de mortalité baissent...

En 1976, le nombre de décès dans l'UE a atteint, avec presque 3,8 millions, son niveau le plus élevé de l'après-guerre. Par la suite, le chiffre annuel des décès a varié et a légèrement baissé pour atteindre 3,6 millions en 2001, son niveau le plus bas depuis trente-cinq ans. Par conséquent, l'impact du nombre croissant de personnes âgées et de l'augmentation de la population (plus 14 % depuis 1967) sur les chiffres de la mortalité a été entièrement compensé par la baisse des taux de mortalité.

Le recul de la mortalité infantile (décès, avant l'âge de 1 an, d'enfants nés vivants) constitue l'un des changements démographiques les plus frappants. En un peu moins de quarante ans, ce taux a pratiquement été divisé par sept dans l'Union européenne où il est passé de 34,5 ‰ en 1960 à 4,8 ‰ en 2001.

Bien que le risque de décès soit déjà très faible pour les jeunes enfants, il est vraisemblable que la mortalité infantile continuera de baisser dans la mesure où, pour cet indicateur, le minimum biologique se situe entre 2 et 3 ‰. Étant donné qu'en Suède, en Finlande et en Islande les taux approchent ou ont déjà atteint ces valeurs et que le reste de l'UE devrait évoluer dans le même sens, le taux de mortalité infantile devrait, dans un avenir proche, perdre sa valeur en tant qu'indicateur démographique et social.

Les pays qui ont fait le plus de progrès à cet égard sont les États membres du sud de l'Europe où les taux dépassaient 40 ‰ en 1960 et atteignaient même 77,5 ‰ au Portugal. En 2001, ils sont tombés à moins de 6,0 ‰ dans ces pays. L'Espagne (3,9 ‰) a aujourd'hui un des niveaux les plus bas de l'Union. Les différences entre États membres sont actuellement nettement moins prononcées, les taux variant de 3,2 ‰ pour la Suède et la Finlande à 5,9 ‰ pour la Grèce.

### ... et l'espérance de vie augmente

Depuis 1945, l'espérance de vie à la naissance a, à de très rares exceptions, augmenté régulièrement dans chaque pays de l'UE. Malgré un ralentissement du taux d'augmentation au début des années 60, la tendance générale à la hausse s'est poursuivie, quoique à un rythme moins rapide. Pour l'ensemble de l'Union, les chiffres ont aujourd'hui atteint un niveau record, l'espérance de vie à la naissance étant d'environ 81,4 ans pour les femmes et 75,3 ans pour les hommes, contre respectivement 72,9 et 67,4 ans en 1960.

Au cours des quatre dernières décennies, l'espérance de vie des hommes âgés de 65 ans a augmenté de plus de 20 % dans l'UE et est passée de 12,7 ans en 1960 à 15,8 ans en 1999. Grâce à l'amélioration des services de santé et de la condition sociale, elle dépasse aujourd'hui nettement 15 ans dans plusieurs pays. L'espérance de vie des femmes de 65 ans a augmenté de près de 30 % au cours des quarante dernières années pour passer de 15,1 à 19,7 ans.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

— Statistiques sociales européennes — Démographie

##### Vous voulez plus d'informations?

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

— Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Santé et protection des consommateurs»:

[http://europa.eu.int/comm/dgs/health\\_consumer/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/health_consumer/index_en.htm)

- **Espérance de vie à la naissance: femmes**
- **Espérance de vie à la naissance: hommes**
- Espérance de vie à la naissance: différence entre les femmes et les hommes. 2000
- Espérance de vie à 60 ans: différence entre les femmes et les hommes. 1999
- **Espérance de vie à 60 ans: femmes**
- **Espérance de vie à 60 ans: hommes**
- **Mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes**
- **Proportion de la population âgée de 65 ans et plus. 1960-2001. %**

## La santé et la sécurité

### Rendre compte de la santé: une tâche complexe et sensible

Pour rendre compte de la santé et de la sécurité, Eurostat doit avoir une idée claire du domaine dans lequel la collecte, l'harmonisation et la présentation des données valorisent l'image statistique globale. Eurostat évalue le large éventail de sources statistiques disponibles sur les questions de santé et choisit celles qui conviennent pour extraire un assortiment complet de données. Pour optimiser le flux et l'analyse des informations, Eurostat coopère étroitement avec des institutions et organisations spécialisées dans ce domaine.

### Est-ce que vous vous sentez bien?

Un des moyens utilisés par les autorités publiques pour évaluer différents aspects de la santé consiste à effectuer des enquêtes auprès de la population à laquelle il est demandé de faire une autoévaluation de son état de santé. L'état de santé subjectif ou déclaré par l'intéressé ne peut remplacer des indicateurs plus objectifs mais peut les compléter. L'enquête ECHP (European Community household panel — panel communautaire de ménages) est une enquête longitudinale qui porte sur des sujets multiples couvrant de nombreux aspects de la vie quotidienne, plus particulièrement l'emploi et les revenus, mais également des caractéristiques démographiques, l'environnement, l'éducation et la santé. Selon les résultats de 1998, 60,2 % des Européens considèrent qu'ils sont en bonne ou très bonne santé, 12,3 % estiment être en mauvaise ou très mauvaise santé et le reste pense que son état de santé est satisfaisant. Près de 9,7 % d'Européens déclarent être sérieusement gênés dans leur activité quotidienne par un «problème chronique de santé physique ou mentale».

### Fumeurs

Selon les estimations de l'*Eurobaromètre*, 33,8 % de la population de l'UE âgée de 15 ans et plus fumait en 1999. C'est dans les tranches d'âge les plus jeunes (15 à 24 ans et 25 à 34 ans) que les pourcentages étaient les plus élevés.

### Les Européens mangent-ils bien?

Les rations alimentaires recommandées (RAR) pour la plupart des pays de l'UE sont d'environ 2 900 kcal pour les hommes (de 25 à 50 ans, d'environ 176 cm et 79 kg) et 2 200 kcal pour les femmes (de 25 à 50 ans, d'environ 163 cm et 63 kg). La consommation moyenne par personne est supérieure à 3 000 kcal/jour dans tous les pays de l'UE (à l'exception de la Finlande) et la tendance n'est pas à la tempérance. Une tendance analogue à la surconsommation néfaste pour la santé peut être observée en ce qui concerne la consommation de graisses.

### Maladies graves

Le sida est contrôlé par le Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida (EuroHIV — financé par la Commission européenne). Les cas de sida sont enregistrés conformément à la définition de 1993 et à ses révisions ultérieures. Compte tenu des retards de déclaration (délais entre le diagnostic d'un cas de sida et sa déclaration au niveau national), le meilleur moyen d'évaluer l'épidémiologie de la maladie consiste à examiner les données par année de diagnostic, en procédant à une correction pour tenir compte des retards de déclaration, plutôt que par année de déclaration. Le nombre annuel de cas déclarés continue de décroître. La dernière augmentation remonte à 1995. L'incidence annuelle de la maladie par million d'habitants (après correction pour tenir compte des retards de déclaration) a été estimée à 21,4 en 2001 avec un total cumulé de cas s'élevant à 232 407 pour l'UE.

Les cas de cancer sont recueillis par le réseau européen d'enregistrement des cas de cancer et le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)/l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec le soutien du programme «L'Europe contre le cancer» de l'Union européenne. Dans tous les pays, les taux d'incidence et de mortalité étaient plus élevés chez les hommes que chez les femmes.



Bien que le nombre d'hommes décédés du cancer du poumon ait diminué depuis les années 80, c'est ce type de cancer qui était encore le plus courant chez l'homme en 1997. Pour la femme, c'est le cancer du sein qui a été le plus fréquent en 1997.

On peut considérer que certaines maladies transmissibles pouvant être évitées par immunisation ont été éradiquées dans l'UE (tétanos, poliomyélite et diphtérie). Les oreillons, la rubéole, la coqueluche et la rougeole restent un problème de santé dans certains États membres. Les maladies d'origine alimentaire (salmonellose), les maladies transmises par inhalation (tuberculose, légionellose, méningocoque), les hépatites virales (notamment l'hépatite C) et d'autres maladies surgissent (ou resurgissent) comme d'importantes maladies infectieuses.

### Causes de décès

L'analyse des causes de décès est fondée sur la cause indiquée à la section B du certificat de décès. Pour plus de détails, veuillez vous reporter au glossaire.

### Dépenses totales de santé

Les données sur les dépenses totales de santé peuvent être extraites de la base de données Ecosanté de l'OCDE. Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter au glossaire.

### Combien de professionnels de la santé travaillent dans l'UE?

Les chiffres concernant le nombre de personnes employées dans le secteur de la santé ne sont pas toujours comparables car les États membres de l'UE fondent leurs statistiques sur des concepts différents (par exemple, seulement les médecins praticiens «actifs» ou «habilités à pratiquer», y compris les médecins qui sont sans emploi ou qui travaillent sans directement pratiquer la médecine).

### Moins de lits d'hôpitaux

Une réduction du nombre de lits d'hôpitaux par habitant a été observée pratiquement partout. Cette réduction est plus marquée dans les établissements psychiatriques et peut s'expliquer par l'évolution des technologies médicales qui ont permis de réduire la durée moyenne d'hospitalisation. Une autre raison de ce phénomène doit être recherchée dans les contraintes financières des années 80 qui ont entraîné une rationalisation des services de santé. La durée moyenne du séjour hospitalier est définie comme le nombre de jours-lits divisé par le nombre d'admissions ou de sorties.

### Greffes d'organes

Le Conseil de l'Europe a défini les principes d'éthique régissant les greffes d'organes. Eurostat collecte ces informations sur la base des résultats divulgués par différentes organisations spécialisées nationales et internationales. Les greffes de reins restent le type le plus fréquent de telles interventions.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat



— Chiffres clés sur la santé 2000 — Données 1985-1995

##### Statistiques en bref — Thème 4

- N° 11 Causes de décès chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans, 1994/1997
- N° 16 Les accidents du travail dans l'UE 1998-1999
- N° 17 Les problèmes de santé liés au travail dans l'UE 1998-1999

##### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Santé et protection des consommateurs»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/health\\_consumer/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/health_consumer/index_en.htm)

- **État de santé perçu (15 ans et plus). % (non standardisé). 1998**
- Gênes dans leurs activités quotidiennes par un problème de santé chronique (15 ans et plus). % (non standardisé). 1998
- Nombre moyen de calories par personne/jour. kcal
- Quantité moyenne d'alcool pur disponible sur le marché par personne (âgée de plus de 15 ans) et par an. Litres
- Nombre moyen de cigarettes disponibles sur le marché par personne et par an
- Pourcentage de fumeurs dans la population (de plus de quinze ans). 1999
- Taux d'incidence du SIDA par million de personnes, par année de diagnostic, avec ajustement pour les retards de déclaration
- **Taux types de mortalité. Toutes causes de décès pour 100 000 femmes. EU-15**
- **Taux types de mortalité. Toutes causes de décès pour 100 000 hommes. EU-15**
- Décès (TTM) du cancer: femmes pour 100 000 femmes
- Décès (TTM) du cancer: hommes pour 100 000 hommes
- Incidence de tous les types de cancer par âge et par sexe, en 1997. Taux standardisé par âge, à partir d'une population mondiale standard
- Incidence du cancer du sein par âge, en 1997. Taux standardisé par âge pour 100 000 femmes, à partir d'une population mondiale standard
- Incidence du cancer de la prostate par âge, en 1997. Taux standardisé par âge pour 100 000 hommes, à partir d'une population mondiale standard
- Décès (TTM) de cardiopathies ischémiques: femmes pour 100 000 femmes
- Décès (TTM) de cardiopathies ischémiques: hommes pour 100 000 hommes
- Décès (TTM) par suicide: femmes pour 100 000 femmes
- Décès (TTM) par suicide: hommes pour 100 000 hommes
- Décès (TTM) dans des accidents de circulation: femmes pour 100 000 femmes
- Décès (TTM) dans des accidents de circulation: hommes pour 100 000 hommes
- Incidence de la malaria pour 100 000 personnes
- Incidence de la légionellose pour 100 000 personnes
- Incidence de la coqueluche pour 100 000 personnes
- Incidence de la tuberculose pour 100 000 personnes
- Incidence de la salmonellose pour 100 000 personnes
- Nombre estimé de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou d'autres démences en 2000, pour 100 000 habitants
-  - Accidents de travail: graves. Indice du nombre d'accidents de travail graves pour 100 000 salariés. 1998 = 100
-  - Accidents de travail: mortels. Indice du nombre d'accidents de travail mortels pour 100 000 salariés. 1998 = 100
- **Taux d'incidence standardisé des accidents de travail ayant entraîné plus de trois jours d'absence pour 100 000 salariés**
- Taux d'incidence standardisé des accidents de travail ayant entraîné plus de trois jours d'absence pour 100 000 salariés. 18 à 24 ans
- Taux d'incidence des accidents de travail ayant entraîné plus de trois jours d'absence pour 100 000 salariés. Agriculture, chasse et sylviculture
- Taux d'incidence des accidents de travail ayant entraîné plus de trois jours d'absence pour 100 000 salariés. Secteur manufacturier

- Taux d'incidence des accidents de travail ayant entraîné plus de trois jours d'absence pour 100 000 salariés.  
Construction
- Taux d'incidence des accidents de travail ayant entraîné plus de trois jours d'absence pour 100 000 salariés.  
Transport, entreposage et communication
- **Taux d'incidence standardisé des accidents de travail mortels pour 100 000 salariés.**
- Nombre d'accidents de travail mortels. Secteur manufacturier
- Nombre d'accidents de travail mortels. Construction
- Nombre d'accidents de travail mortels. Transport, entreposage et communication
- Dépenses de santé totales par habitant en SPA
- Dépenses de santé totales en proportion du PIB
- **Nombre total de médecins (praticiens ou diplômés) pour 100 000 habitants**
- Nombre total de dentistes (praticiens ou diplômés) pour 100 000 habitants
- **Nombre de lits d'hôpital pour 100 000 habitants**
- Nombre d'hôpitaux psychiatriques pour 100 000 habitants
- **Sorties d'hôpital par groupe principal de diagnostic pour 100 000 habitants. EU-15. 2000**
- Pourcentage de personnes hospitalisées au cours des 12 derniers mois (15 ans et plus). 2000 (% non standardisé).
- Transplantations d'organes solides en Europe par million de personnes: coeur
- Transplantations d'organes solides en Europe par million de personnes: reins
- Transplantations d'organes solides en Europe par million de personnes: foie
- Transplantations d'organes solides en Europe par million de personnes: poumons

## L'éducation

### L'éducation ouvre des possibilités

Eurostat offre un large éventail de données sur l'enseignement général et professionnel en Europe, par exemple sur:

- le niveau d'études de la population. Ces données proviennent de l'enquête communautaire sur les forces de travail;
- les nouveaux étudiants, les inscriptions et les diplômés. Les données couvrent les étudiants à plein temps et à temps partiel fréquentant des établissements publics et privés à tous les niveaux d'enseignement général et professionnel. Elles sont ventilées par âge et par sexe;
- les niveaux et types d'enseignement;
- les domaines d'études;
- les étudiants non nationaux;
- l'étude des langues étrangères;
- le personnel enseignant;
- les dépenses consacrées à l'enseignement.

### Données d'Eurostat sur l'enseignement: une base d'évaluation des progrès

Les informations statistiques d'Eurostat sur l'enseignement servent de base à des analyses d'experts portant par exemple sur:

- la participation des filles et des femmes aux programmes d'enseignement;
- l'âge de début des études et leur durée;
- la relation entre enseignement et emploi;
- les différences entre États et régions.

### Les indicateurs facilitent les comparaisons

Eurostat calcule des indicateurs qui donnent une image générale et valide, par exemple:

- le taux de participation à l'éducation (défini comme étant égal au nombre d'élèves/étudiants inscrits en pourcentage de la population totale d'un groupe d'âge donné);
- le rapport élèves/enseignant indiquant le nombre d'élèves par enseignant (exprimé en équivalents temps plein) pour un niveau donné d'enseignement;
- le nombre moyen de langues étrangères étudiées par les élèves à un niveau donné d'enseignement (obtenu en divisant le nombre d'élèves étudiant les langues modernes pendant une année donnée par le nombre total d'élèves inscrits lors de l'année en question). Toutes les langues étrangères étudiées dans un pays sont prises en compte.

Pour plus d'informations, demandez la publication *Éducation dans l'Union européenne — Statistiques et indicateurs* à votre Data Shop. Vous trouverez les adresses des Data Shops à la fin de l'Annuaire.

### Comparabilité internationale grâce à la coopération

Le questionnaire annuel commun Unesco/OCDE/Eurostat (UOE) constitue la principale base de données sur l'éducation et la source essentielle des informations présentées dans cette section. Des tableaux Eurostat supplémentaires fournissent des données et informations régionales sur l'étude des

langues étrangères. Il s'ensuit que les données de tous les États membres de l'UE ainsi que de tous les pays de l'Espace économique européen (EEE) et de tous les pays candidats sont internationalement comparables.

### Quelques résultats intéressants

- Au cours des dix dernières années, on a constaté une augmentation considérable du nombre d'étudiants suivant un enseignement postsecondaire dans l'EU-15 (plus de 50 %). Pour certains pays, l'augmentation a même été plus importante encore puisque, en Irlande, en Finlande et au Royaume-Uni, elle a dépassé 70 %. Les chiffres ont doublé en Grèce et presque triplé au Portugal.
- L'Allemagne et le Royaume-Uni attirent la plupart des étudiants étrangers poursuivant leurs études dans l'EU-15. En Belgique, au Luxembourg, en Autriche et au Royaume-Uni, les étudiants étrangers provenant d'autres pays de l'UE, de pays de l'EEE et de pays candidats représentent plus de 6 % de la totalité des étudiants suivant un enseignement postsecondaire.
- Le Luxembourg, le Liechtenstein, l'Islande, la Grèce et l'Irlande comptent une forte proportion d'étudiants poursuivant leurs études à l'étranger (10 % ou plus).

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- Éducation en Europe — Statistiques et indicateurs 1999
- Les chiffres clés de l'éducation en Europe — Édition 2002
- La situation sociale dans l'Union européenne 2002
- Transition entre le système éducatif et la vie active — Chiffres clés sur la formation professionnelle dans l'Union européenne
- Living conditions in Europe — Statistical pocketbook


##### Statistiques en bref — Thème 3

- N° 4 L'étude des langues étrangères dans les systèmes scolaires d'Europe
- N° 6 Éducation dans les régions de l'Union européenne
- N° 7 Les niveaux d'éducation en Europe dans les années 90 — quelques données clés
- N° 8 Les dépenses publiques d'éducation dans l'UE en 1997
- N° 13 L'emploi dans les régions de l'UE en 2000: La création d'emploi est poussée par le secteur tertiaire — la formation est essentielle
- N° 14 L'éducation des jeunes Européens — Similitudes et divergences entre les États membres de l'UE et les pays PHARE
- N° 18 Les femmes et les hommes dans l'enseignement supérieur

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale de l'éducation et de la culture»: [http://europa.eu.int/comm/dgs/education\\_culture/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/education_culture/index_en.htm)

- **Élèves et étudiants (sauf pré-primaire). 1000**
- Durée probable de la scolarité. 1999/2000
- Taux de participation dans l'enseignement des enfants de quatre ans
- Durée de la scolarité obligatoire (âge). 2000/01
- Ratio élèves/enseignant dans l'enseignement primaire. 1999/2000
- Pourcentage d'élèves dans la filière professionnelle de l'enseignement secondaire supérieur, par sexe. 1999/2000
- **Nombre moyen de langues étrangères étudiées par élève dans l'enseignement secondaire général. 1999/2000**
- Pourcentage d'élèves de l'enseignement secondaire supérieur qui apprennent l'anglais
- Pourcentage d'élèves de l'enseignement secondaire supérieur qui apprennent le français
- Pourcentage d'élèves de l'enseignement secondaire supérieur qui apprennent l'allemand
- **Taux de participation dans l'enseignement à 18 ans, tous niveaux. 1993-2001. %**
- Âge médian dans l'enseignement supérieur. 1999/2000
- **Étudiants dans l'enseignement supérieur. 1991-2001. Milliers**
- Femmes parmi les étudiants dans l'enseignement supérieur. 1988/89 et 1999/2000. %
- Femmes dans l'enseignement supérieur dans les filières «mathématiques, sciences et informatique». 2000. %
- Femmes parmi les étudiants des filières «ingénierie, fabrication et construction». 2000. %
- Flux d'étudiants de l'UE/EEE dans les pays de l'UE/EEE. Enseignement supérieur. 1999/2000. 1 000
-  - **Diplômés en sciences et technologies. Diplômés de l'enseignement supérieur en sciences et technologies pour 1 000 personnes âgées de 20 à 29 ans.**
-  - Diplômés en sciences et technologies. Femmes. Diplômées de l'enseignement supérieur en sciences et technologies pour 1 000 femmes âgées de 20 à 29 ans.
-  - Diplômés en sciences et technologies. Hommes. Diplômés de l'enseignement supérieur en sciences et technologies pour 1 000 hommes âgés de 20 à 29 ans.
-  - **Jeunes quittant prématurément l'école et ne poursuivant pas leurs études ou une formation quelconque. Part de la population âgée de 18 à 24 ans ayant seulement atteint le niveau secondaire inférieur et ne poursuivant pas d'études ou de formation. %**
-  - Jeunes quittant prématurément l'école et ne poursuivant pas leurs études ou une formation quelconque. Femmes. Part de la population âgée de 18 à 24 ans ayant seulement atteint le niveau secondaire inférieur et ne poursuivant pas d'études ou de formation
-  - Jeunes quittant prématurément l'école et ne poursuivant pas leurs études ou une formation quelconque. Hommes. Part de la population âgée de 18 à 24 ans ayant seulement atteint le niveau secondaire inférieur et ne poursuivant pas d'études ou de formation
-  - Formation permanente (participation des adultes à l'éducation et à la formation). Pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans ayant suivi un enseignement ou une formation au cours des quatre semaines précédant l
-  - Formation permanente (participation des adultes à l'éducation et à la formation). Femmes. Pourcentage de la population féminine âgée de 25 à 64 ans ayant suivi un enseignement ou une formation au cours des quatre semaines précédant l'EFT
-  - **Formation permanente (participation des adultes à l'éducation et à la formation). Hommes. Pourcentage de la population masculine âgée de 25 à 64 ans ayant suivi un enseignement ou une formation au cours des quatre semaines précédant l'EFT**

- Pourcentage de la population totale des personnes âgées de 25 à 64 ans ayant terminé des études secondaires supérieures
- Taux de chômage pour la population totale des personnes âgées de 25 à 59 ans n'ayant pas poursuivi d'études au-delà du niveau secondaire inférieur
- Taux de chômage pour la population totale des personnes âgées de 25 à 59 ans ayant terminé des études secondaires supérieures
- Taux de chômage pour la population totale des personnes âgées de 25 à 59 ans ayant terminé des études supérieures
- **Dépenses par élève/étudiant dans les établissements publics par niveau d'enseignement, en SPA. 1999**
- Dépenses publiques d'éducation par niveau d'éducation en % du PIB. 1999
-  - Dépenses en ressources humaines (dépenses publiques d'éducation) en % du PIB

## Le travail et son marché

### Les statistiques du marché du travail sont au cœur des politiques de l'UE

L'emploi tient une place de plus en plus importante dans les préoccupations de l'Union européenne et les statistiques du marché du travail sont au cœur des politiques de l'UE.

Un chapitre consacré à l'emploi a été introduit dans le traité d'Amsterdam en 1997. Le Conseil européen extraordinaire de Luxembourg, en novembre 1997, a approuvé une stratégie européenne ambitieuse pour l'emploi visant à abaisser le chômage, à augmenter de façon durable les taux d'emploi ainsi qu'à réduire les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Le sommet de Lisbonne (printemps 2000) a fait du plein emploi, avec plus d'emplois et de meilleurs emplois, une des priorités européennes. Pour l'année 2010, il s'est donné pour objectif d'atteindre les taux d'emploi suivants:

- 70 % pour le taux d'emploi total;
- 60 % pour le taux d'emploi des femmes.

Le Conseil de Stockholm (printemps 2001) a ensuite fixé un taux cible d'emploi pour les personnes âgées de 55 à 64 ans (50 % d'ici à 2010). Il a également arrêté des objectifs intermédiaires (pour 2005) de 67 % pour le taux d'emploi total et de 57 % pour le taux d'emploi des femmes.

### L'enquête sur les forces de travail: un outil indispensable pour observer le marché du travail

Dans ce contexte, le rôle de l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT) a régulièrement pris de l'importance. L'EFT est aujourd'hui unanimement reconnue comme un outil indispensable pour observer l'évolution du marché du travail et prendre des mesures politiques appropriées. Dans ces deux domaines, c'est la seule source d'information qui fournisse des données véritablement comparables. Les définitions et les méthodes sont harmonisées pour tous les États membres. L'EFT est la principale source de données de la présente section.

### Données comparables sur le marché du travail de l'Europe

Un des objectifs de l'enquête sur les forces de travail est de rendre compte de la population de l'UE en âge de travailler (de 15 à 64 ans) qui comprend les personnes occupées, les personnes au chômage et les inactifs.

L'EFT fournit des informations complètes sur ces trois catégories. Elle décrit la situation de l'emploi des salariés en donnant des informations, par exemple, sur leur niveau d'instruction, les secteurs d'activité dans lesquels ils travaillent et leurs professions, ainsi que sur le travail à temps partiel, la durée du contrat de travail et la recherche d'un nouvel emploi. Les données présentées dans l'Annuaire Eurostat font référence à la situation de l'emploi au printemps.

La publication annuelle *Statistiques sociales européennes — Résultats de l'enquête sur les forces de travail* et de nombreux numéros de *Statistiques en bref* mettent en évidence le large éventail d'informations fournies par l'EFT. La liste complète des variables de l'EFT (plus de 100) peut être consultée dans l'édition 1998 du document *Enquête sur les forces de travail — Méthodes et définitions*. Les utilisateurs ayant des besoins auxquels les publications et les bases de données existantes ne répondraient pas peuvent demander des tableaux personnalisés. Pour plus d'informations, veuillez contacter votre Data Shop. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

### On s'approche lentement mais sûrement des objectifs du Conseil de Lisbonne

L'UE continue de progresser vers la réalisation des objectifs du Conseil de Lisbonne. En 2001, dans l'UE, le taux d'emploi total a atteint 64,1 %, soit 3,4 points de pourcentage de plus qu'en 1997, au moment du lancement de la stratégie en faveur de l'emploi. L'augmentation a été plus sensible chez les femmes (4,2 points de pourcentage), si bien que le taux d'emploi des femmes est aujourd'hui de 55,0 %.



### **Le chômage continue de reculer**

L'augmentation générale du taux d'emploi a entraîné une diminution du taux de chômage, même si tous les nouveaux emplois n'ont pas été pourvus par des personnes se trouvant au chômage. Le taux de chômage de l'UE pour 2001 était de 7,3 %, soit à un niveau encore supérieur à celui des États-Unis et du Japon (4,8 et 5 %, respectivement).

Dans la plupart des pays, les taux de chômage des hommes sont inférieurs à ceux des femmes. En Grèce, la différence dépasse les 8 points de pourcentage.

Le taux de chômage des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) est deux fois supérieur au taux de chômage global et varie de 28,1 % en Italie et en Grèce à 5,5 % aux Pays-Bas.

Le chômage de longue durée touche 3,2 % des forces de travail de l'UE et représente 44 % du chômage total. Toutefois, depuis 1996, la proportion des chômeurs de longue durée diminue.

### **Le travail à temps partiel reste une caractéristique prédominante du travail des femmes**

Le pourcentage de personnes ayant un emploi à temps partiel a régulièrement augmenté au cours de la dernière décennie. En 2001, les femmes occupaient plus d'un emploi sur trois en général, mais près de huit emplois à temps partiel sur dix. C'est aux Pays-Bas que l'emploi à temps partiel est le plus développé puisqu'il représente 42 % de l'emploi global (71 % de l'emploi des femmes). La distinction entre travail à temps plein et travail à temps partiel est fondée sur les déclarations spontanées des répondants dans l'enquête sur les forces de travail.

### **Les contrats à durée déterminée sont plus fréquents chez les femmes et les jeunes**

Les contrats à durée déterminée sont courants sur de nombreux marchés du travail de l'UE, un peu plus de 13 % des salariés occupant des emplois temporaires. Les contrats à durée déterminée sont plus fréquents chez les femmes et les jeunes.

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Publications Eurostat**

- Statistiques sociales européennes — Résultats de l'enquête sur les forces de travail 2000
- Régions: Annuaire statistique 2001







##### **Statistiques en bref — Thème 3**

- N° 8 Taux d'emploi en Europe — 2000
- N° 10 Enquête sur les forces de travail — Principaux résultats 2000
- N° 13 L'emploi dans les régions de l'UE en 2000

##### **Vous voulez plus d'informations?**

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Emploi et affaires sociales»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/employment\\_social/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/employment_social/index_en.htm)

- /I - **Croissance totale de l'emploi. Variation annuelle en pour cent de la population salariée totale**
  - **Personnes ayant un emploi: hommes et femmes. Moyenne annuelle. Milliers**
- /I - Croissance de l'emploi: femmes. Variation annuelle en pour cent de la population salariée féminine
- /I - Croissance de l'emploi: hommes. Variation annuelle en pour cent de la population salariée masculine
  - Personnes ayant un emploi: femmes. Moyenne annuelle. Milliers
  - Personnes travaillant dans l'agriculture en % de l'emploi total: hommes et femmes. Moyenne annuelle
- /I - **Taux d'emploi total. Personnes occupées de 15 à 64 ans en proportion de la population totale de 15 à 64 ans. %**
  - Taux d'emploi des hommes et des femmes (de 15 à 64 ans). Moyenne annuelle. 2001
- /I - Taux d'emploi total des travailleurs âgés. Personnes occupées de 55 à 64 ans en proportion de la population totale de 55 à 64 ans
  - Taux d'emploi des hommes et des femmes âgés de 25 à 54 ans. Moyenne annuelle
  - Taux d'emploi des hommes et des femmes âgés de 15 à 24 ans. Moyenne annuelle
- /I - **Taux d'emploi: femmes. Personnes occupées de 15 à 64 ans en proportion des femmes de 15 à 64 ans. %**
- /I - **Taux d'emploi: hommes. Personnes occupées de 15 à 64 ans en proportion des hommes de 15 à 64 ans. %**
- /I - Taux d'emploi des travailleurs âgés: femmes. Personnes occupées de 55 à 64 ans en proportion des femmes de 55 à 64 ans
  - Taux d'emploi des travailleurs âgés: hommes. Personnes occupées de 55 à 64 ans en proportion des hommes de 55 à 64 ans
  - Taux d'emploi des femmes âgées de 15 à 24 ans. Moyenne annuelle
  - Taux d'emploi des hommes âgés de 15 à 24 ans. Moyenne annuelle
  - Taux d'emploi des femmes âgées de 25 à 54 ans. Moyenne annuelle
  - Taux d'emploi des hommes âgés de 25 à 54 ans. Moyenne annuelle
  - Personnes travaillant dans l'agriculture en % de l'emploi total: hommes et femmes. Moyenne annuelle
  - Personnes travaillant dans l'industrie en % de l'emploi total: hommes et femmes. Moyenne annuelle
  - Personnes travaillant dans les services en % de l'emploi total: hommes et femmes. Moyenne annuelle
  - Nombre moyen d'heures habituellement travaillées par semaine des personnes ayant un emploi à temps partiel. Printemps
  - Nombre moyen d'heures habituellement travaillées par semaine des personnes ayant un emploi à plein temps. Printemps
  - Hommes et femmes ayant un emploi à temps partiel en % de l'emploi total. Printemps
  - Pourcentage de personnes ayant un emploi à temps partiel involontaires. Printemps
  - Femmes ayant un emploi à temps partiel en % de toutes les femmes ayant un emploi. Printemps
  - Hommes ayant un emploi à temps partiel en % de tous les hommes ayant un emploi. Printemps
  - Pourcentage de salariés ayant un contrat à durée limitée. Printemps 2001
  - Pourcentage de la population ayant un emploi ayant un deuxième emploi. Printemps 2001
  - Pourcentage de personnes travaillant habituellement le samedi. Printemps
  - Pourcentage de personnes travaillant habituellement le dimanche. Printemps
- /I - Pourcentage de personnes accomplissant habituellement un travail posté. Printemps
  - Pourcentage de personnes travaillant habituellement la nuit. Printemps
- /I - **Taux de chômage total. Chômeurs en proportion de la population active totale. Moyenne annuelle. %**
- /I - Chômage: hommes et femmes. Moyenne annuelle. Milliers

- Taux de chômage: femmes. Chômeuses en proportion de la population active féminine
- Taux de chômage: hommes. Chômeurs en proportion de la population active masculine
- Chômage: femmes. Moyenne annuelle. Milliers
- Chômage: hommes. Moyenne annuelle. Milliers
- Taux de chômage des moins de 25 ans. Moyenne annuelle
- Chômage: personnes de moins de 25 ans. Moyenne annuelle. Milliers
-  - **Taux de chômage de longue durée. Chômeurs de longue durée (plus de 12 mois) en % de la population active totale**
-  - Chômeurs de longue durée en % de la population active. Moyenne annuelle. 2001
-  - Taux de chômage de longue durée: femmes. Chômeuses de longue durée (plus de 12 mois) en % de la population active féminine
-  - Taux de chômage de longue durée: hommes. Chômeurs de longue durée (plus de 12 mois) en % de la population active masculine
-  - **Dispersion des taux de chômage régionaux. Coefficient de variation des taux de chômage entre les régions (niveau NUTS 2) à l'intérieur des pays**
-  - Population dans les ménages sans emploi. Personnes âgées de 0 à 65 ans vivant dans des ménages dont aucun des membres n'a d'emploi en % de l'ensemble des personnes vivant dans des ménages dont les membres ne sont ni aux études ni à la retraite
- Population dans les ménages sans emploi. Personnes âgées de 0 à 60 ans vivant dans des ménages dont aucun des membres n'a d'emploi en % de l'ensemble des personnes vivant dans des ménages dont les membres ne sont ni aux études ni à la retraite
- Pourcentage de la population ne faisant pas partie de la population active, par âge et par sexe. Printemps 2001. EU-15
- Pourcentage de la population ne faisant pas partie de la population active: hommes et femmes âgés de 15 ans et plus. Printemps
- Pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus qui ne font pas partie de la population active. Printemps
- Pourcentage d'hommes âgés de 15 ans et plus qui ne font pas partie de la population active. Printemps

## La formation continue dans les entreprises

### Actualisation des compétences: la formation continue dans les entreprises

La disponibilité de données statistiques comparables sur la formation en entreprise constitue un outil important qui permet d'analyser, entre autres, les différences entre l'offre et la demande de compétences, entre les besoins de formation, d'une part, et les formes, les domaines et le volume de la formation offerte, d'autre part, et entre les ressources propres des entreprises et le recours à des fournisseurs extérieurs. Enfin, et surtout, il importe de se pencher sur les coûts de la formation, aussi bien pour les entreprises que pour l'État, et sur les nouvelles méthodes de financement.

La Commission européenne a lancé une nouvelle enquête sur la formation continue qui fait suite à l'enquête initiale effectuée en 1994 dans les douze États membres d'alors. Cette seconde enquête a été réalisée en 2000-2001. Elle a été non seulement mise en œuvre dans les États membres et la Norvège, mais également dans neuf pays candidats (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne — région Pomorovski —, République tchèque, Roumanie et Slovénie).

### Les entreprises de l'Europe du Nord assurent plus de formation continue

Le pourcentage d'entreprises des États membres et de Norvège assurant une formation continue en 1999 variait de 22 % au Portugal à 96 % au Danemark. Dans les pays nordiques, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la proportion était supérieure à 80 %. Par contre, en Grèce, seulement 18 % des entreprises assuraient une formation continue.

### La préférence est donnée aux cours externes

Dans les États membres de l'UE et en Norvège, en 1999, les entreprises assurant une formation continue à leur personnel ont eu nettement plus souvent recours à des cours donnés en externe plutôt qu'en interne. Aux Pays-Bas, presque toutes les entreprises (97 %) organisaient des cours externes, alors que seulement une sur trois offrait des cours internes.

### Différents types de formation dans les «petites» et les «grandes» entreprises?

On ne peut trouver aucune relation uniforme entre l'intensité de la formation et la taille de l'entreprise. Dans six pays, l'intensité de la formation (mesurée en heures de cours de formation continue par participant) était plus élevée dans les grandes entreprises, alors que dans quatre autres, elle l'était dans les petites entreprises. C'est surtout dans les moyennes entreprises que le nombre d'heures de cours par participant était le moins élevé.

### Coûts de la formation

En 1999, les dépenses totales par salarié consacrées à la formation continue variaient de 410 SPA en Autriche à 1 169 SPA au Danemark. Les entreprises de Norvège, des Pays-Bas et de Suède effectuaient également des dépenses élevées par salarié dans ce domaine, alors que l'Allemagne, le Portugal et l'Espagne se situaient à l'autre bout de l'échelle.

**Pour en savoir plus:**

**Statistiques en bref — Thème 3**

— N° 3 Formation professionnelle continue en entreprise dans l'Union européenne et en Norvège

**Vous voulez plus d'informations?**

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

- **Entreprises assurant une formation en % de toutes les entreprises. 1999**
- **Pourcentage de salariés (toutes entreprises) participant à des cours de formation professionnelle continue. 1999**
- **Pourcentage de salariés (toutes entreprises) participant à des cours de formation professionnelle continue (par sexe). 1999**
- **Heures de cours de formation professionnelle continue par participant dans les petites et les grande entreprises. 1999**
- **Pourcentage d'entreprises offrant des cours de formation professionnelle continue par type de cours. 1999**
- **Coûts totaux des cours de formation professionnelle continue par salarié dans les entreprises offrant de tels cours. SPA**
- **Pourcentage de salariés participant à des cours de formation professionnelle continue dans les petites et les grandes entreprises. 1999**
- **Coûts totaux des cours de formation professionnelle continue en % du total des coûts de main-d'oeuvre (toutes entreprises). 1999**
- **Heures de cours de formation professionnelle continue par salarié (toutes entreprises). 1999**
- **Heures de cours de formation professionnelle continue par salarié (toutes entreprises) par sexe. 1999**

## Les données sur la politique du marché du travail

### Ciblage des problèmes sur le marché du travail

La base de données sur la politique du marché du travail (PMT) s'appuie sur une vaste méthodologie élaborée au cours des dernières années par Eurostat, en étroite coopération avec la direction générale de l'emploi et des affaires sociales, l'ensemble des États membres de l'UE, la Norvège et l'OCDE. La base de données PMT est un instrument de suivi des politiques de l'emploi ciblées, définies et mises en œuvre par les pays de l'UE à la suite de l'accord, obtenu en novembre 1997, relatif au lancement d'une stratégie européenne (sommet sur l'emploi de Luxembourg) visant à offrir d'avantage d'emplois ainsi qu'à combattre et réduire le chômage.

La base de données PMT de l'UE présente deux grands avantages par rapport aux sources d'information existantes: premièrement, une description détaillée et comparable de chaque mesure de politique du marché du travail est collectée, enregistrée et publiée et, deuxièmement, des informations détaillées sur les bénéficiaires, les stocks et les flux sont collectées et publiées au niveau européen.

### Portée de la base de données PMT

La base de données PMT fait référence aux interventions publiques sur le marché du travail visant à assurer son efficacité de fonctionnement et à corriger les déséquilibres. Ces interventions se différencient des autres mesures de politique générale de l'emploi, en ceci qu'elles agissent sélectivement en faveur de groupes particuliers du marché du travail.

La **classification par type d'action** comprend une catégorie de base de services publics d'emploi et neuf catégories de mesures PMT dont la plupart comprennent au moins deux sous-catégories.

**0. Services publics d'emploi:** activités des services publics facilitant la recherche d'un emploi, généralement à la disposition de toute personne en quête d'un emploi.

**1. Conseils intensifs et aide à la recherche d'un emploi:** programmes facilitant la recherche d'un emploi grâce à des conseils intensifs individualisés s'adressant aux chômeurs enregistrés à la recherche d'un emploi mais connaissant des difficultés particulières pour se faire embaucher, ou à d'autres groupes ayant difficilement accès au marché du travail.

**2. Formation professionnelle:** programmes financés par des organismes publics et visant à améliorer l'employabilité des chômeurs et d'autres groupes cibles grâce à des actions de formation professionnelle. Les mesures doivent inclure une preuve d'enseignement en classe ou, sur le lieu de travail, d'une supervision spéciale pour les besoins de l'instruction.

**3. Rotation dans l'emploi et partage de l'emploi:** programmes facilitant le placement professionnel d'un chômeur ou d'une personne appartenant à un autre groupe cible par substitution des heures travaillées par un salarié existant.

**4. Incitations à l'emploi:** programmes facilitant le recrutement de chômeurs et de personnes appartenant à d'autres groupes cibles ou contribuant à assurer un emploi permanent à des personnes exposées à une perte d'emploi involontaire. La majeure partie des coûts de main-d'œuvre est normalement couverte par l'employeur.

**5. Insertion professionnelle des handicapés:** programmes visant à favoriser l'insertion des handicapés dans le marché du travail.

**6. Création directe d'emplois:** programmes créant des emplois supplémentaires, généralement d'utilité publique ou sociale, et s'adressant aux chômeurs de longue durée ou aux personnes pour lesquelles il est difficile de trouver un emploi. La majeure partie des coûts de main-d'œuvre est normalement couverte par les finances publiques.

**7. Aide à la création d'entreprises:** programmes encourageant l'esprit d'entreprise et incitant les chômeurs et les personnes appartenant à d'autres groupes cibles à créer leur propre entreprise ou à s'installer à leur compte.

**8. Maintien et soutien du revenu en cas d'absence d'emploi:** programmes visant à compenser la perte de salaire d'une personne en lui assurant des prestations en espèces lorsque:

- ladite personne peut travailler et est disposée à le faire mais n'arrive pas à trouver un emploi convenable;
- ladite personne a été licenciée ou est contrainte au chômage partiel ou technique pour des raisons économiques ou autres (y compris des effets saisonniers);
- ladite personne a perdu son emploi en raison d'une restructuration ou d'une circonstance similaire (indemnités de licenciement).

**9. Prérétraite:** programmes facilitant la retraite anticipée complète ou partielle des travailleurs âgés ayant peu de chances de trouver un emploi ou dont la retraite facilite l'embauche d'un chômeur ou d'une personne d'un autre groupe cible.

La **classification par type de dépenses** dépend premièrement du bénéficiaire direct (particulier, employeur ou prestataire de services) et deuxièmement du type de dépenses concernées (paiements en espèces ou réduction d'un prélèvement obligatoire).

Trois variables sont nécessaires pour évaluer le **nombre de personnes** bénéficiant de ces mesures: le stock, les entrées et les sorties. Le «stock» correspond au nombre de bénéficiaires d'une mesure à un moment donné. Les «entrées» correspondent au nombre de nouveaux bénéficiaires de la mesure au cours de l'année (flux entrant). Les «sorties» correspondent au nombre de personnes ayant cessé de bénéficier de la mesure au cours de l'année (flux sortant). Comme pour les entrées, l'observation concerne les situations de bénéficiaire et non pas les individus, si bien qu'une personne donnée peut être comptée plusieurs fois dans une même année.

La base de données PMT contient des données sur les bénéficiaires, ventilées par sexe, âge, durée du chômage, situation d'emploi antérieure des entrants, réussites et abandons ainsi que destination des sortants.

**Pour en savoir plus:**

**Publications Eurostat PMT**

- Base de données Politiques du Marché du Travail — Méthodologie — Avril 2000
- Statistiques sociales européennes — Politiques du Marché du Travail — Dépenses et Bénéficiaires — Données 2000 — Tableaux détaillés

**Statistiques en bref — Thème 3**

- N° 12/2002 Fortes variations entre États membres pour les dépenses publiques consacrées aux politiques du marché du travail en 1999

**Vous voulez plus d'informations?**

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Emploi et affaires sociales»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/employment\\_social/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/employment_social/index_en.htm)

- Dépenses publiques pour les mesures des politiques du marché du travail en % du PIB. 2000
- Dépenses publiques des politiques du marché du travail pour les mesures formation professionnelle - rotation dans l'emploi et le partage de l'emploi - incitations à l'emploi - l'insertion professionnelle des handicapés - création directe d'emplois - aides à la création d'entreprises en % du PIB
- Dépenses publiques des politique du marché du travail pour les mesures maintien et le soutien du revenu en cas d'absence d'emploi et de préretraite en % du PIB
- Dépenses des politique du marché du travail par type d'action active. EU-15. 2000
- Dépenses des politique du marché du travail par type d'action passive. EU-15. 2000



## Les dépenses de consommation des ménages

### Assurer la transparence des marchés de consommation

Pour quiconque souhaite en savoir plus sur les marchés de consommation dans l'UE, la question suivante est fondamentale: Comment la taille et la proportion des marchés évoluent-elles?

L'Annuaire Eurostat répond à cette question. Il présente des données sur les dépenses des ménages consacrées à ce qu'on appelle les «fonctions de consommation» (marchés). Il présente les données au niveau à deux chiffres de la «classification des fonctions de la consommation des ménages» (Coicop), c'est-à-dire qu'il ventile la consommation en douze fonctions de consommation. Il présente en outre quelques sous-agrégats du niveau à trois chiffres de la Coicop.

Les données sur les fonctions de consommation sont disponibles dans NewCronos, thème 2, domaine «brkdowns», collections «coicop2» et «coicop3». Si vous voulez tirer parti de la base de données NewCronos, veuillez contacter votre Data Shop Eurostat. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

### Sources fiables, définitions harmonisées

Les statistiques des dépenses de consommation finale des ménages sont issues des statistiques sur la comptabilité nationale d'Eurostat.

La consommation correspond à la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins du ménage. Elle couvre les achats de biens et services, la consommation de la production propre (les produits du jardin, par exemple) ainsi que les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire.

Le mot «dépenses» ajouté dans le SEC 95 concerne explicitement les dépenses directes effectuées par les ménages, à l'exclusion de la part de la consommation à la charge des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Lorsque cette part est incluse, on dit de la somme, dans le contexte des comptes nationaux, qu'elle correspond à la «consommation finale effective».

La classification de la consommation, ainsi que d'autres classifications, peuvent être consultées sur le site web: <http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/> (option «Nomenclatures»), ligne 17 «Coicop». Elle offre un niveau à deux chiffres et un niveau plus détaillé à trois chiffres.

### Quelques résultats

- Les **produits alimentaires, les boissons et le tabac** représentaient généralement le poste de consommation le plus important dans presque tous les pays. À quelques exceptions près, il a progressivement été dépassé par les postes «logement» et «transports et communications» dans les États membres, mais pas encore dans les pays candidats. Il est proportionnellement plus important dans les pays méditerranéens que dans les pays nordiques.

Dans les États membres, les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentent entre 9,8 % (Royaume-Uni, 2000) et 18,5 % (Portugal, 2000) des dépenses de consommation totales. Dans les pays candidats, ils représentent entre 18,9 % (Slovénie, 1999) et 31,5 % (Lituanie, 1999).

Des données supplémentaires sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées sont disponibles dans la base de données NewCronos, thème 2, domaine «brkdowns», collection «coicop3», où le poste «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» porte le code cp01 et ses subdivisions.

L'objet de consommation «produits alimentaires, boissons et tabac» comprend tous les achats effectués pour la consommation à domicile de: a) produits alimentaires à l'exception des aliments spécifiques pour animaux d'agrément; b) boissons non alcoolisées (café, thé et cacao, eaux minérales, boissons gazeuses, jus de fruits et de légumes, etc.). Il exclut: a) tous les services de restauration et

services annexes dans (ou offerts par) les hôtels, les restaurants, les cafés, les traiteurs, etc., que les produits soient pris par le client ou livrés à son domicile; b) les boissons alcoolisées, le tabac, les stupéfiants et les produits médicaux.

- La part du **logement**, qui varie considérablement d'un pays à l'autre, a augmenté dans presque tous les pays candidats. À quelques exceptions près, le logement représente la part la plus importante des dépenses dans les États membres (et en premier lieu dans les pays scandinaves), mais pas dans les pays candidats.

Dans les États membres, le logement représente entre 10,6 % (Portugal, 2000) et 30,6 % (Suède, 1999) des dépenses de consommation totales. Dans les pays candidats, il représente entre 15,0 % (Lituanie, 1999) et 23,9 % (Pologne, 2000).

Des données supplémentaires sur le logement sont disponibles dans NewCronos, thème 2, domaine «brkdowns», collection «coicop3», où le poste «logement» porte le code cp04 et ses subdivisions.

- Le développement des **transports** et des **communications** a entraîné des réductions de prix dans ce domaine (tarifs aériens meilleur marché, matériel informatique plus abordable, etc.). À de rares exceptions près, la part des transports et des communications dans la consommation est plus importante que celle des produits alimentaires et des boissons dans les États membres, mais pas dans les pays candidats.

Dans les États membres, les transports représentent entre 8,6 % (Grèce, 2000) et 17,4 % (Portugal, 2000) des dépenses de consommation totales. Dans les pays candidats, ils représentent entre 9,2 % (Lettonie, 1999) et 17,3 % (Slovénie, 1999).

Des données supplémentaires sur les transports sont disponibles dans NewCronos, thème 2, domaine «brkdowns», collection «coicop3», où le poste «transports» porte le code cp07 et ses subdivisions.

- La part des dépenses de **santé** est restée globalement stable dans les États membres, mais a légèrement augmenté dans les pays candidats. Toutefois, la part des services de santé dans la consommation totale varie considérablement d'un pays à l'autre. Les parts les plus faibles (moins de 3 %) sont enregistrées au Danemark, en Irlande, en Suède et au Royaume-Uni, en raison de leurs services de santé publics qui ne sont pas pris en compte ici.
- Les dépenses consacrées aux **loisirs** et à la **culture** varient considérablement d'un pays à l'autre en raison, notamment, du volume des dépenses publiques dans ces domaines. Leur part dans les dépenses de consommation a augmenté dans la majorité des pays.

### Pour en savoir plus:

#### Publications Eurostat

- Household final consumption expenditure in the European Union, 1995-1999
- Consumption expenditures of private households in the European Union (CD-ROM)
- Revenu et conditions de vie
- Living conditions in Europe — Statistical pocketbook

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

- Denrées alimentaires (sans boissons), en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- **Denrées alimentaires et boissons non alcoolisées, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages**
- Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Boissons alcoolisées, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Tabac, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- **Éducation, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages**
- Articles d'habillement et chaussures, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- **Loyers réels, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages**
- Loyers imputés pour le logement, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Électricité, gaz et autres combustibles, en prix courants. % du total
- Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Communications, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Transports, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Loisirs et culture, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Restaurants et hôtels, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- **Santé, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages**
- Assurance, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages
- Biens et services divers, en prix courants. % du total des dépenses de consommation des ménages

## Les revenus et les conditions de vie

### Revenus, pauvreté et exclusion sociale: les statistiques répondent à de nombreuses questions

Quel est le niveau de revenu moyen? Certaines composantes sont-elles plus importantes que d'autres? Existe-t-il un fossé entre les nantis et les démunis et, si tel est le cas, quelle est son importance? Certains groupes sont-ils plus exposés à la pauvreté que d'autres? Sont-ils moins impliqués dans la société? Ont-ils un moindre niveau d'éducation? Ou sont-ils en moins bonne santé? Ont-ils des familles plus nombreuses? Leurs sources de revenu sont-elles moins sûres? Ont-ils accès à un éventail complet de biens et de services? La situation est-elle stable dans le temps? Existe-t-il des différences entre les pays?

De telles informations font l'objet d'une demande qui s'est accrue, ces dernières années, à la suite de l'adoption du chapitre social dans le traité d'Amsterdam (1997) qui est devenu le moteur des statistiques sociales de l'UE en général. Cet élan a été renforcé par les Conseils européens de Lisbonne (mars 2000), de Nice (décembre 2000), de Stockholm (mars 2001) et de Laeken (décembre 2001), qui ont accordé une place de choix à la dimension sociale dans le programme politique. Pour rendre opérationnelles les stratégies adoptées en vertu de la méthode ouverte de coordination, il est essentiel d'assurer un suivi efficace.

### Les indicateurs statistiques

Les problèmes de revenu, de pauvreté et d'exclusion sociale sont multidimensionnels. Pour en assurer un suivi efficace au niveau européen, un sous-ensemble d'«indicateurs de cohésion sociale» a été constitué dans les indicateurs structurels qui sont produits pour le rapport de synthèse annuel de la Commission au Conseil. Après un long processus de consultation et de négociation, la liste des indicateurs pour le rapport de synthèse annuel de 2002 a été finalisée et adoptée à Laeken en décembre 2001 et les données ont été fournies pour publication à Barcelone en mars 2002.

Ont également été présentés à Laeken les travaux du sous-groupe «Indicateurs» du comité de protection sociale, travaux dans lesquels Eurostat et la direction générale de l'emploi et des affaires sociales ont joué un rôle de premier plan. Une liste d'indicateurs détaillés a été établie; elle constitue un cadre de référence pour la déclaration des revenus, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Elle comprend tous les indicateurs de cohésion sociale de la liste actuelle des indicateurs structurels et fournit des informations analytiques supplémentaires.

Une hiérarchie a été adoptée: indicateurs «primaires» (éléments les plus importants identifiés comme menant à l'exclusion sociale), indicateurs «secondaires» (autres dimensions) et indicateurs «tertiaires» complémentaires (circonstances nationales particulières) qui aident à interpréter les indicateurs primaires et secondaires; les indicateurs tertiaires ne sont pas nécessairement harmonisés au niveau de l'UE.

Certains indicateurs clés de Laeken sur les revenus, la pauvreté et l'exclusion sociale sont présentés dans des tableaux de l'Annuaire Eurostat. Pour obtenir d'autres indicateurs sociaux ou des ventilations supplémentaires, veuillez contacter votre Data Shop dont l'adresse figure à la fin du présent Annuaire.

### D'où viennent les données?

Ces dernières années, pour calculer les indicateurs des États membres de l'UE, Eurostat a essentiellement utilisé les microdonnées fournies par le panel communautaire de ménages (PCM). Toutefois, après huit années d'utilisation, cette source de données va être remplacée, à partir de 2003, par un nouvel instrument, les statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC). Une des principales raisons ayant motivé ce changement est la nécessité d'adapter le contenu et l'actualité des données de manière à ce qu'elles répondent aux besoins politiques actuels.

Les statistiques EU-SILC aspirent à devenir la source de référence communautaire pour les statistiques de la distribution du revenu et l'exclusion sociale, avec un double objectif de qualité, notamment en ce qui concerne la comparabilité et la disponibilité des données dans les délais requis, et de souplesse. Elles auront à la fois une dimension transversale — la grande priorité — et une dimension longitudinale. Une plus grande confiance sera accordée aux sources existantes de données nationales pour tenter d'harmoniser les résultats plutôt que les données collectées et d'améliorer les délais de disponibilité.

Le PCM est un instrument novateur de collecte de données qui constitue actuellement l'unique source d'informations harmonisées fiables sur les revenus et les questions sociales qui y sont liées. Cette enquête «longitudinale» nécessite des interviews annuelles des ménages participants (environ 80 000 dans l'ensemble de l'UE: les échantillons sont conçus de manière à être représentatifs du pays concerné). Elle permet de suivre les mêmes unités statistiques sur plusieurs années consécutives et de disposer d'informations sur la dynamique sociale (par exemple, le passage de la vie scolaire à la vie active, de la vie active à la retraite), ce que ne permettent pas les enquêtes transversales plus typiques (échantillon distinct chaque année).

Le PCM est un exercice de coopération entre Eurostat et les États membres. Le produit final est une base de données utilisateur (BDU) qui est produite après validation bilatérale et multilatérale. Après approbation finale, la BDU peut être publiée (dans des conditions de stricte confidentialité) et est utilisée par Eurostat pour calculer et publier les indicateurs statistiques. La BDU pour le PCM, vague 5, contient des données de 1994 à 1998. Elle a été publiée en décembre 2001. Les chiffres présentés ici peuvent être sujets aux révisions.

### Brefs détails méthodologiques

Dans le PCM, le revenu d'un ménage est établi en additionnant tous les revenus monétaires perçus par chaque membre du ménage (y compris les revenus du travail, les revenus d'investissement et les prestations sociales), nets d'impôts et de cotisations sociales. Pour tenir compte des différences de taille et de composition des ménages, ce total est ensuite divisé par le nombre d'«équivalents adultes» au moyen d'une échelle standard (qu'on appelle l'échelle «OCDE modifiée») et le chiffre obtenu est attribué à chaque membre du ménage. Les estimations de l'EU-15 sont des moyennes des valeurs nationales disponibles pondérées en fonction de la population.

### Inclusion des pays candidats

Eurostat a commencé à collaborer avec les pays candidats pour inclure un premier sous-ensemble d'indicateurs concernant le revenu et l'exclusion sociale dans le rapport de synthèse de la Commission qui sera présenté à Thessalonique au printemps 2003.





#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- **European Community Household Panel (ECHP) — Selected indicators from the 1995 wave (PDF)**
- **European social statistics — Income, poverty and social exclusion**
- **La situation sociale dans l'Union européenne**
- **Social cohesion indicators adopted at the Laeken European Council**
- **Income, Poverty & Social Exclusion in the European Union: 2nd edition**
- **Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE après Laeken**
- **Income, Poverty & Social Exclusion in the European Union**
- **Statistiques en bref — Thème 3**
- **N° 14 «Newsletter» du panel communautaire de ménages**

#### Vous voulez plus d'informations?

- **Contactez votre Data Shop**
- **<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**
- **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Emploi et affaires sociales»:**
- **[http://europa.eu.int/comm/dgs/employment\\_social/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/employment_social/index_en.htm)**

- **Nombre moyen de personnes par ménage privé**
- **Pourcentage de personnes vivant dans des ménages privés par type de ménage. Un adulte vivant seul**
- **Pourcentage de personnes vivant dans des ménages privés par type de ménage. Parent isolé avec enfants à charge**
- Pourcentage de personnes vivant dans des ménages privés par type de ménage. Deux adultes sans enfants à charge
- Pourcentage de personnes vivant dans des ménages privés par type de ménage. Deux adultes avec enfants à charge
- Pourcentage de personnes vivant dans des ménages privés par type de ménage. Trois adultes ou plus sans enfants à charge
- Pourcentage de personnes vivant dans des ménages privés par type de ménage. Trois adultes ou plus avec enfants à charge
-  - Inégalité de la répartition des revenus (ratio des quintiles S80/S20)
-  - **Taux de risque de pauvreté: après transferts sociaux. Part (%) des personnes ayant un revenu disponible équivalent en dessous du seuil de risque de pauvreté, fixé à 60% de la médiane nationale du revenu équivalent disponible**
-  - **Taux de risque de pauvreté: avant transferts sociaux. (1) Part (%) des personnes ayant un revenu disponible équivalent en dessous du seuil de risque de pauvreté, fixé à 60% de la médiane nationale du revenu équivalent disponible**
-  - Taux de risque de pauvreté persistant. Part des personnes ayant un revenu disponible équivalent en dessous du seuil de risque de pauvreté pendant l'année en cours et durant au moins deux des trois années précédentes. Le seuil est fixé à 60% de la médiane nationale du revenu équivalent disponible

## Le logement

### **Le type de logement ou le titre d'occupation d'un logement est-il un indicateur du bien-être social des ménages?**

Il existe deux tendances différentes en ce qui concerne le type de logement des ménages européens. Dans les pays du Sud, les ménages à faible revenu (inférieur à 60 % du revenu effectif actuel moyen) vivent principalement dans des maisons, alors que les ménages à revenu élevé (supérieur à 140 % du revenu effectif actuel moyen) vivent de préférence en appartement. Dans les pays nordiques, c'est plutôt le contraire qui est constaté.

Il est très difficile d'expliquer précisément les raisons de telles différences. La répartition des ménages dans des maisons individuelles ou des logements est liée au degré d'urbanisation de chaque pays et à la qualité du logement. En Grèce, en Espagne et au Portugal, la plupart des ménages à faible revenu vivent dans des maisons individuelles alors que c'est le contraire au Danemark, en Allemagne, en Italie et en Finlande.

### **Dans ses quatre murs à soi**

Il est plus courant de posséder son logement dans les pays méridionaux que dans les pays nordiques où le niveau de revenu détermine le titre d'occupation du logement. Toutefois, de nombreux ménages à faible revenu des pays méridionaux vivent dans de pauvres conditions de logement. En Grèce, en Espagne et plus particulièrement au Portugal, plus de 60 % de ces ménages déclarent manquer d'au moins une des commodités de base (baignoire ou douche dans le logement, toilettes dans le logement ou chauffage central).

### **Le fait d'avoir des enfants a-t-il une incidence sur la tendance des ménages à être propriétaires?**

En ce qui concerne la propriété du logement, il n'y a généralement pas de différence significative entre les ménages qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas, exception faite de la Belgique, du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Autriche où le fait d'avoir des enfants a une incidence sur le titre d'occupation du logement des ménages.

### **Surpeuplement: les ménages méridionaux semblent être plus exposés**

En Grèce, près d'un ménage à faible revenu sur trois et d'un ménage à revenu élevé sur cinq semble vivre dans un logement surpeuplé (plus d'une personne par pièce). Compte tenu du fait qu'il est plus courant de posséder son logement dans les pays du Sud, on peut s'attendre à ce que la majorité des propriétaires disposent ici de petits logements.

La disparité entre les catégories de revenu est grande en Italie, au Portugal, en Irlande et en Espagne. Dans tous les pays, les ménages à faible revenu sont plus exposés au problème de la suroccupation.

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Statistiques en bref — Thème 3**

- Living conditions in Europe
- Indicateurs clés
- Statistical pocketbook
- Condition de logement des personnes âgées dans EU

##### **Vous voulez plus d'informations?**

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

- **Pourcentage de ménages vivant dans une maison par groupe de revenu médian. 1998**
- **Pourcentage de ménages possédant leur logement par groupe de revenu médian. 1998**
- **Pourcentage de personnes ayant un logement surpeuplés par groupe de revenu médian. 1998**
- **Pièces par personne par titre d'occupation du logement. 1998**
- **Pourcentage de ménages ne pouvant se permettre une voiture. 1998**
- **Pourcentage de ménages avec/sans charges financières dues aux coûts de logement. 1998**



## L'économie et l'écologie

# 3

Les comptes nationaux

Les prix, les salaires et les finances

Le commerce international

L'environnement

## Les comptes nationaux

### Les comptes nationaux: une source standard de haute qualité

Les données des comptes nationaux d'Eurostat sont mesurées avec précision et de manière exhaustive, ce qui en fait une base d'analyse économique et sociale de haute qualité. Leur principale composante est le produit intérieur brut (PIB), qui couvre essentiellement tous les biens et services produits par un pays pendant une période donnée.

Les comptes nationaux sont classés en trois domaines: économie (y compris l'emploi), monnaie et finances.

Ils s'appuient sur une méthodologie officielle commune, le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 95). Les données collectées selon le SEC 95 sont précises, exhaustives et comparables; elles se prêtent donc bien à l'analyse économique.

Le SEC 95 est la version européenne du SCN 93 (système de comptabilité nationale) des Nations unies avec lequel il est compatible.

On peut se procurer le SEC 95 sur les trois sites gratuits suivants:

- en anglais (<http://www.cc.cec/home/eurostat/esa/en/een00sum.htm>);
- en français (<http://www.cc.cec/home/eurostat/esa/fr/efr00sum.htm>);
- en allemand (<http://www.cc.cec/home/eurostat/esa/de/esa95de.htm>).

### Ventilation de l'économie: secteurs et branches d'activité

L'économie est généralement divisée en deux concepts pour les besoins d'analyse:

- par secteur institutionnel, c'est-à-dire en entités juridiques telles que les ménages, les administrations publiques, les entreprises, etc.

Les secteurs suivent la nomenclature donnée à l'annexe IV du SEC 95.

- par branche d'activité, c'est-à-dire en unités homogènes de production telles que l'agriculture, la pêche, l'industrie chimique, etc.

Les branches d'activité suivent la NACE rév. 1, la nouvelle version de la NACE, classification statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (l'Union européenne depuis 1994). L'acronyme NACE vient de «nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne».

La NACE ventile l'économie par branche d'activité en divers niveaux (= nombre de branches): A3, A6, A17, A31, A60. On peut se procurer la NACE rév. 1 en anglais, en français et en allemand sur le site gratuit <http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/>, option «Nomenclatures», ligne 89. Sur ce site, vous pouvez également consulter la Coicop (classification des fonctions de la consommation individuelle des ménages) pour connaître les dépenses de consommation finale des ménages et la CFAP pour connaître les fonctions de consommation des administrations publiques.

### Amélioration de la qualité grâce à une plus grande précision et à une exhaustivité accrue

En 2000, les comptes nationaux ont été améliorés en ce qui concerne les caractéristiques actualisées suivantes:

- a) Le nouveau système européen de comptes SEC 95, entré progressivement en vigueur à partir de 1999, complète et approfondit le SEC 79.

Par rapport au SEC 79, le SEC 95 offre:

- une exhaustivité accrue: activités nouvelles (crédit-bail, stock-options, etc.) et inclusion ou officialisation de certains concepts (parité de pouvoir d'achat, standard de pouvoir d'achat, population active, chômage, comptes de patrimoine, etc.);
- de nouveaux concepts (consommation finale effective, revenu national disponible réel, gains de détention, sous-secteurs des ménages, évaluation des prix de base, traitement plus détaillé des marges commerciales et de transport, etc.);
- de nouveaux outils statistiques (modes d'enregistrement et seuils d'enregistrement);
- des particularités relatives aux institutions européennes.

À la suite du passage du SEC 79 au SEC 95, les chiffres du produit intérieur brut ont légèrement augmenté. D'une manière générale, les données de consommation finale ont également augmenté en 1995.

Dans la présente édition de l'Annuaire, les séries chronologiques des comptes nationaux sont entièrement fondées sur le SEC 95. Par conséquent, il n'y a pas eu de rupture dans les séries en 2000.

- b) Les nouvelles (versions des) nomenclatures apparentées: NACE rév. 1 pour les activités économiques, Coicop pour les dépenses de consommation finale des ménages et CFAP pour les fonctions de consommation des administrations publiques. Elles affinent la désagrégation de l'économie pour se rapprocher des besoins évolutifs des utilisateurs de statistiques.

## La production économique

### Le PIB: résultat de toutes les activités de production

Le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. On peut le définir de trois façons.

- Le PIB est égal à la somme de la valeur ajoutée brute des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches plus les impôts nets des subventions sur les produits (qui ne sont pas accordées aux secteurs et aux branches). C'est également le solde comptable du compte de production de l'économie totale (optique de la «production»).
- Le PIB est égal à la somme des emplois finals des biens et des services par les unités économiques résidentes (consommation finale effective et formation brute de capital) plus les exportations nettes des importations de biens et de services (optique des «dépenses»).
- Le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale (optique du «revenu») (SEC 95, 8.89).

Dans ces tableaux, le PIB correspond à la production de biens et de services de l'économie moins la consommation intermédiaire et plus la TVA sur les produits et les impôts nets (c'est-à-dire les impôts moins les subventions) sur les importations. Par «évaluation à prix constants», on entend l'évaluation des flux et des stocks pendant une période comptable aux prix de la période de référence (SEC 95, 1.56).

### Le PIB par habitant: comparaison de la force relative des économies

Le PIB, et en particulier le PIB par habitant, est un des principaux indicateurs utilisés pour l'analyse économique ainsi que pour les comparaisons spatiales et/ou temporelles internationales.

Pour faciliter ces comparaisons internationales, le PIB exprimé dans la monnaie nationale de chaque État membre est converti en une monnaie commune (l'écu jusqu'en 1998 et l'euro à partir de 1999) en appliquant le taux de change officiel. Toutefois, cela ne reflète pas nécessairement le pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale dans son territoire économique, car le PIB converti est fonction non seulement du niveau de biens et de services produits sur le territoire économique, mais également du niveau général des prix. Par conséquent, la simple utilisation du PIB converti en monnaie commune ne donne pas, dans la plupart des cas, une indication correcte du volume des biens et services.

Pour éliminer les distorsions dues aux différences de niveaux de prix, des parités de pouvoir d'achat (PPA) transitives sont calculées et utilisées comme facteur de conversion (taux de change de la monnaie nationale en standards de pouvoir d'achat). Ces parités correspondent à une moyenne pondérée des rapports de prix relatifs concernant un panier homogène de biens et de services représentatifs et comparables pour chaque État membre.

Les valeurs du PIB en «volume comparable» obtenues de la sorte sont ensuite exprimées en SPA, unité indépendante des monnaies nationales.

### Valeur ajoutée brute: «produire» le PIB

Généralement, entre 85 et 90 % du PIB correspondent à la valeur ajoutée brute aux prix de base.

La valeur ajoutée brute est enregistrée aux prix de base. C'est le résultat net de la production évaluée aux prix de base moins la consommation intermédiaire évaluée aux prix d'acquisition (SEC 95, 9.23). Le prix de base est le prix qu'un producteur peut recevoir d'un acquéreur d'une unité de bien ou service produite moins tout impôt à payer sur cette unité du fait de sa production ou de sa vente (impôts

sur les produits) plus toute subvention pouvant être perçue pour cette unité du fait de sa production ou de sa vente (subventions sur les produits). Il exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur, mais inclut les éventuelles marges de transport comptées par le producteur sur la même facture, même lorsqu'elles y figurent séparément (SEC 95, 3.48).

### **Qui ajoute de la valeur au PIB?**

La contribution à la valeur ajoutée des neuf principaux secteurs d'activité, les activités manufacturières constituant un secteur d'activité indépendant, est illustrée dans les tableaux du présent chapitre.

La contribution de chaque secteur est présentée sous forme de pourcentage de la valeur ajoutée brute totale.

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Publications Eurostat**

- **Portrait économique de l'Union européenne 2002**
- **Régions: Annuaire statistique 2002**

##### **Statistiques en bref — Thème 2**

- **Comptes nationaux trimestriels SEC**

##### **Vous voulez plus d'informations?**

- **Contactez votre Data Shop**
- **<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**
- **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Affaires économiques et financières»:**  
**[http://europa.eu.int/comm/dgs/economy\\_finance/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/economy_finance/index_en.htm)**

- **Produit intérieur brut aux prix du marché. Séries courantes en SPA par personne**
- Produit intérieur brut aux prix du marché en prix courants. Série continue en millions SPA
- **Produit intérieur brut aux prix du marché. Séries courantes en millions ECU/EUR**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base. Croissance annuelle en % par rapport à l'année précédente (croissance réelle en volume)
- Valeur ajoutée brute aux prix de base. Séries courantes en millions ECU/EUR
-  - **Produit intérieur brut par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA). EU-15 = 100**
-  - **Taux de croissance du PIB à prix constants (année de base 1995). Variation en pour cent par rapport à l'année précédente**
-  - Productivité de la main-d'oeuvre. Produit intérieur brut en standards de pouvoir d'achat (SPA) par personne occupée. EU-15 = 100
-  - Productivité de la main-d'oeuvre. Produit intérieur brut en standards de pouvoir d'achat (SPA) par heure de travail par rapport à EU=15. EU-15 = 100
-  - Croissance du coût unitaire de la main-d'œuvre Taux de croissance du ratio rémunération par personne occupée en prix courants divisée par le PIB (en prix courants) par emploi total
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Agriculture, chasse et sylviculture. % de toutes les branches**
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Pêche. % de toutes les branches**
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Industries extractives. % de toutes les branches**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Extraction de produits énergétiques. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Industries extractives, sauf extraction de produits énergétiques. % de toutes les branches
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Secteur manufacturier. % de toutes les branches**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de tabac. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de textiles et de produits textiles. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de cuir et de produits en cuir. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Production de bois et de produits en bois. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de pulpe, de papier et de produits en papier; publication et imprimerie. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Production de coke, de produits pétroliers raffinés et de combustible nucléaire. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de substances chimiques, de produits chimiques et de fibres artificielles. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Production de caoutchouc et de produits en plastique. % de toutes les branches

- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Production d'autres produits minéraux non métalliques. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Production de métaux de base et fabrication de produits métalliques. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de machines et équipements n.c.a. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication d'équipements électriques et optiques. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication de matériel de transport. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Fabrication n.c.a. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Électricité, gaz et approvisionnement en eau. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Construction. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Commerce; réparation automobile et réparation d'articles domestiques. % de toutes les branches
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Commerce, y compris services de réparation. % de toutes les branches**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Hôtels et restaurants. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Transport, entreposage et communication. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. intermédiation financière. % de toutes les branches
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Immobilier, location et services aux entreprises. % de toutes les branches**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire. % de toutes les branches
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Éducation. % de toutes les branches**
- **Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Santé et action sociale. % de toutes les branches**
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Services collectifs, sociaux et personnels. % de toutes les branches
- Valeur ajoutée brute aux prix de base courants et taux de change courants. Ménages privés ayant un personnel domestique. % de toutes les branches

## La consommation et les dépenses


### Consommation finale: «dépenser» le PIB

Selon l'optique des «dépenses», le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services. Autrement dit, les tableaux de cette section sur les «dépenses de consommation finale» montrent à quelles fins les biens et services (dont la production a été enregistrée dans la section «production économique») ont été utilisés.

Selon le règlement SEC, les dépenses de consommation finale sont les dépenses engagées par les unités institutionnelles résidentes pour acquérir des biens ou services utilisés pour répondre directement aux besoins ou désirs individuels ou aux besoins collectifs de membres de la communauté (SEC 95, 3.75). L'acquisition de ces biens et services est financée par le revenu disponible des ménages.

- Les **dépenses de consommation finale privée** comprennent les dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM. Les ménages comprennent les employeurs, les salariés, les bénéficiaires de revenus de la propriété, les bénéficiaires de pensions et les bénéficiaires d'autres revenus de transfert. Les ISBLSM comprennent les unités dotées de la personnalité juridique qui servent les ménages et sont des autres producteurs non marchands privés. Leurs ressources principales, autres que celles résultant des ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques ainsi que de revenus de la propriété.
- La **dépense de consommation finale des administrations publiques** (SEC 95, 3.79) comprend deux catégories de dépenses: la valeur des biens et services produits par les administrations publiques elles-mêmes à des fins autres que la formation de capital pour propre compte ou la vente, ainsi que les dépenses que les administrations publiques consacrent à l'achat de biens et services produits par des producteurs marchands en vue de les fournir aux ménages — sans transformation — au titre de transferts sociaux en nature.
- La **formation brute de capital fixe** (SEC 95, 3.102) est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Par actifs fixes, il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.
- La **variation des stocks** (SEC 95, 3.117) est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.
- Le **solde des échanges extérieurs** (SEC 95, 8.68): en ressources du compte, on enregistre les importations de biens et de services, en emplois les exportations de biens et de services. La différence entre les ressources et les emplois constitue le solde du compte, dénommé «solde des échanges extérieurs de biens et de services». S'il est positif, c'est un excédent pour le reste du monde et un déficit pour l'économie totale, et inversement s'il est négatif.



- Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Séries courantes en millions ECU/EUR
- **Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Séries courantes en % du PIB**
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques. Séries courantes en millions ECU/EUR
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques. Séries courantes en % du PIB
- Formation brute de capital fixe (investissements). Séries courantes en millions ECU/EUR
- **Formation brute de capital fixe (investissements). Séries courantes en % du PIB**
- Balance extérieure des biens et services. Séries courantes en millions ECU/EUR
- Balance extérieure des biens et services. Séries courantes en % du PIB
-  - Investissements dans les entreprises. Formation brute de capital fixe par le secteur privé en % du PIB

## Le revenu des facteurs de production

### Les revenus des facteurs: «gagner» le PIB

La production du PIB nécessite des «facteurs de production» tels que le travail des salariés et le capital. Ces facteurs de revenu doivent être rémunérés. L'optique du «revenu» présente le PIB conformément à sa répartition entre les différents participants dans le processus de production. Il est donc représenté comme étant égal à la somme:

- de la **rémunération des salariés** définie comme étant le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes (SEC 95, 4.02). La rémunération des salariés est ventilée comme suit: i) traitements et salaires (traitements et salaires en espèces, traitements et salaires en nature) et ii) cotisations sociales des employeurs (cotisations sociales effectives des employeurs, cotisations sociales imputées des employeurs);
- de l'**excédent brut d'exploitation de l'économie totale** correspondant à l'excédent (ou au déficit) sur les activités de production avant la prise en compte des intérêts, des loyers ou des frais payés ou perçus pour l'utilisation des biens;
- du **revenu mixte de l'économie totale** correspondant à la rémunération des travaux effectués par le propriétaire (ou des membres de sa famille) d'une entreprise non constituée en société. Ce revenu est qualifié de «mixte» parce qu'il n'est pas possible de le distinguer des bénéfices réalisés par l'entreprise du propriétaire;
- des **impôts sur la production et les importations moins les subventions**, qui comprennent les paiements obligatoires, sans contrepartie, aux administrations publiques ou aux institutions de l'Union européenne, en rapport avec la production ou l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments ou autres actifs utilisés dans la production.

- Rémunération des salariés: ensemble de l'économie. Séries courantes en millions ECU/EUR
- **Rémunération des salariés. Séries courantes en % du PIB**
- Salaires et traitements bruts: économie totale. Séries courantes en millions ECU/EUR
- Salaires et traitements bruts: économie totale. Séries courantes en % du PIB
- Excédent d'exploitation brut et revenus mixtes: ensemble de l'économie. Séries courantes en millions ECU/EUR
- **Excédent brut d'exploitation et revenu mixte: économie totale. Séries courantes en % du PIB**

## Les finances publiques

### La mesure des finances publiques dans l'UE et la zone euro...

Les États membres de l'UE appartenant à la zone euro reconnaissent le besoin de finances publiques solides et durables. Les États membres doivent éviter de se trouver en situation de «déficit public excessif»: le déficit public prévu ou effectif ne doit pas dépasser 3 % du PIB et la dette publique ne doit pas représenter plus de 60 % de ce même PIB (à moins que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire ou que les rapports aient diminué de manière substantielle et constante). Les règles de discipline budgétaire ont été clarifiées et rendues plus strictes dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance (Amsterdam, 1997).

Dans le cadre du système statistique européen, le critère du «déficit excessif» est mesuré de manière comparable pour tous les États membres de l'UE. Ces derniers communiquent leur déficit et leur dette publics à la Commission européenne le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année dans le cadre de la «procédure concernant les déficits excessifs».

Eurostat collecte les données de tous les États membres et s'assure qu'elles concordent avec les règlements en vigueur.

### ... n'est pas seulement une question d'excédent ou de déficit

Les statistiques sur les finances publiques donnent bien plus d'informations sur le secteur des administrations publiques, par exemple sur les aspects suivants:





- production des administrations publiques;
- impôts courants sur le revenu et le patrimoine;
- cotisations sociales;
- recettes totales des administrations publiques;
- formation brute de capital fixe;
- dépenses totales des administrations publiques;
- dépenses de consommation finale;
- impôts sur la production et les importations;
- subventions;
- prestations sociales (autres que transferts sociaux en nature).

#### Pour en savoir plus:

- Manuel SEC 95 pour le déficit public et la dette
- Monnaie, finances et l'euro: statistiques

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Affaires économiques et financières»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/economy\\_finance/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/economy_finance/index_en.htm)

- **Production des administrations publiques en % du PIB**
- Production des administrations publiques en % du PIB. 2001
- Impôts courants sur le revenu et le patrimoine en % du PIB
- Impôts courants sur le revenu et le patrimoine en % du PIB, 2001
- Cotisations sociales en % du PIB
- Cotisations sociales en % du PIB. 2001
- Impôts sur la production et les importations en % du PIB
- Impôts sur la production et les importations en % du PIB. 2001
- **Recettes totales des administrations publiques en % du PIB**
- Recettes totales des administrations publiques en % du PIB. 2001
- **Formation brute de capital fixe des administrations publiques en % du PIB**
- Formation brute de capital fixe des administrations publiques en % du PIB. 2001
- **Dépenses totales des administrations publiques en % du PIB**
- Dépenses totales des administrations publiques en % du PIB. 2001
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques en % du PIB
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques en % du PIB. 2001
- Subventions versées par les administrations publiques en % du PIB
- Subventions versées par les administrations publiques en % du PIB. 2001
- Prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature) payées par les administrations publiques en % du PIB
- Prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature) payées par les administrations publiques en % du PIB. 2001
-  - **Solde du compte des administrations publiques. Besoin/capacité de financement net(te) du secteur des administrations publiques en % du PIB**
-  - **Dette brute consolidée des administrations publiques en % du PIB**
-  - Marchés publics Valeur des marchés publics passés selon la procédure ouverte, en % du PIB
-  - Aides d'État, sectorielles et ad hoc en % du PIB

## La protection sociale

### La protection sociale: soulager les ménages et les personnes

La protection sociale couvre l'ensemble des interventions d'organismes publics ou privés visant à soulager les ménages et les personnes de la charge d'un ensemble défini de risques et de besoins associés à la vieillesse, à la maladie, à la maternité et à la famille, à l'invalidité, au chômage, etc.

Les données relatives aux dépenses et aux recettes de protection sociale sont harmonisées selon le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale (Sespros).

Eurostat dispose d'informations plus détaillées sur la protection sociale dans le domaine «Sespros» de NewCronos. Si vous souhaitez en recevoir, veuillez contacter votre Data Shop. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

### Les huit «fonctions» de classement des prestations de protection sociale

Les dépenses de protection sociale incluent la fourniture des prestations sociales, les coûts administratifs et autres dépenses (par exemple les intérêts payés aux banques). La fourniture de prestations représente l'essentiel des dépenses de protection sociale. Les dépenses d'éducation sont exclues.

Les prestations de protection sociale sont des transferts directs, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale en faveur des ménages et de particuliers, dans le but de les soulager des charges résultant de certains risques ou besoins. Les prestations par le biais du système fiscal sont exclues.

Les prestations sont classées selon huit «fonctions» de protection sociale:

- 1) maladie et soins de santé;
- 2) invalidité;
- 3) vieillesse;
- 4) survivants;
- 5) famille et enfants;
- 6) chômage;
- 7) logement;
- 8) exclusion sociale non classée ailleurs.

Les fonctions susmentionnées sont brièvement expliquées ci-après.

- les **prestations de maladie et de soins de santé** englobent essentiellement les congés de maladie payés, les soins médicaux et les produits pharmaceutiques;
- les **prestations d'invalidité** comprennent essentiellement les pensions d'invalidité et la fourniture de biens et de services (autres que les soins médicaux) aux personnes invalides;
- les **prestations de vieillesse** comprennent surtout les pensions de retraite et la fourniture de biens et de services (autres que les soins médicaux) aux personnes âgées;
- les **prestations de survivants** comprennent la garantie de ressources et une assistance à la suite du décès d'un membre de la famille (pension de réversion, par exemple);
- les **allocations familiales** comprennent le soutien financier (à l'exclusion des soins de santé) lié aux coûts de la grossesse, de l'accouchement et de la garde pour d'autres membres de la famille;
- les **prestations de chômage** comprennent également le financement de la formation professionnelle par des organismes publics;

- les **allocations de logement** comprennent les interventions des autorités publiques visant à aider les ménages à faire face au coût du logement;
- les **prestations au titre de l'exclusion sociale** comprennent la garantie de ressources, la réinsertion des alcooliques et des toxicomanes ainsi que d'autres prestations diverses (à l'exclusion des soins médicaux).

### Le financement de la protection sociale

Les unités chargées d'assurer la protection sociale sont financées de différentes façons. Leurs recettes comprennent les cotisations sociales versées par les employeurs et les personnes protégées, les contributions publiques et les autres recettes. Ces dernières proviennent de sources variées (par exemple, intérêts, dividendes, loyers et créances sur tiers).

Les cotisations sociales sont payées par les employeurs et les personnes protégées.

Les cotisations sociales à la charge des employeurs comprennent toutes les dépenses consenties par les employeurs afin d'ouvrir à leurs salariés un droit à des prestations sociales. Elles englobent tous les versements que les employeurs font à des organismes de sécurité sociale (cotisations effectives) ainsi que les prestations sociales payées directement par les employeurs à leurs salariés (cotisations imputées). Les cotisations sociales payées par les personnes protégées comprennent les cotisations payées par les salariés, par les travailleurs indépendants ainsi que par les pensionnés et d'autres personnes.

Les prestations sociales sont enregistrées sans déduction des impôts ou autres prélèvements obligatoires à verser par les bénéficiaires. Les «avantages fiscaux» (réductions d'impôts accordées aux ménages aux fins de protection sociale) sont généralement exclus.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- La situation sociale dans l'Union européenne
- Statistiques sociales européennes — Protection sociale — Dépenses et recettes

##### Statistiques en bref — Thème 3

- N° 1 La protection sociale en Europe

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Emploi et affaires sociales»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/economy\\_finance/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/economy_finance/index_en.htm)

- Dépenses totales de protection sociale en prix courants en % du PIB. 1999
- **Dépenses totales de protection sociale en prix courants en % du PIB**
- **Dépenses totales de protection sociale par habitant en ECU/EUR. 1999**
- Dépenses totales de protection sociale par habitant en ECU/EUR
- Dépenses totales de protection sociale par habitant en SPA. 1999
- Dépenses totales de protection sociale par habitant en prix constants. 1990 = 100
- Dépenses totales de protection sociale par type en % du total des dépenses. 1999. EU-15
- Prestations sociales en % du total des dépenses
- Frais administratifs en % du total des dépenses
- Autres dépenses en % du total des dépenses
- **Prestations sociales par fonction en % du total des prestations. 1999. EU-15**
- Prestations sociales par fonction en prix constants. 1990 = 100. EU-15
- Prestations sociales pour la fonction «maladie/soins de santé» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «invalidité» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «vieillesse» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «survie» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «famille/enfants» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «chômage» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «logement» en % du total des prestations
- Prestations sociales pour la fonction «exclusion sociale n.c.a.» en % du total des prestations
- Prestations sociales par habitant en SPA. 1999
- Prestations sociales pour la fonction «maladie/soins de santé» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «invalidité» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «vieillesse» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «survie» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «famille/enfants» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «chômage» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «logement» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «exclusion sociale n.c.a.» en SPA par habitant
- Prestations sociales pour la fonction «maladie/soins de santé» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «invalidité» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «vieillesse» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «survie» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «famille/enfants» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «chômage» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «logement» en prix constants. 1990 = 100
- Prestations sociales pour la fonction «exclusion sociale n.c.a.» en prix constants. 1990 = 100
- Recettes de protection sociale par type en % du total des recettes. 1999. EU-15
- **Recettes de protection sociale par type en % du total des recettes. 1999**
- Recettes de protection sociale pour le type «cotisations sociales des employeurs» en % du total des recettes
- Recettes de protection sociale pour le type «cotisations sociales versées par les personnes protégées» en % du total des recettes



- Recettes de protection sociale pour le type «cotisations des administrations publiques» en % du total des recettes
- Recettes de protection sociale pour le type «autres recettes» en % du total des recettes
- Recettes de protection sociale par type en prix constants. 1990 = 100, EU-15
- Recettes de protection sociale en prix constants. 1990 = 100
- Recettes de protection sociale pour le type «cotisations sociales des employeurs» en prix constants. 1990 = 100
- Recettes de protection sociale pour le type «cotisations sociales versées par les personnes protégées» en prix constants. 1990 = 100
- Recettes de protection sociale pour le type «cotisations des administrations publiques» en prix constants. 1990 = 100
- Recettes de protection sociale pour le type «autres recettes» en prix constants. 1990 = 100

## Les prix à la consommation

### **IPCH: une mesure comparable de l'inflation dans l'UE**

Les indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) constituent la meilleure base statistique pour comparer l'inflation des prix à la consommation dans l'UE. La méthodologie assure la comparabilité entre les États membres. Eurostat publie les IPCH mensuellement, environ dix-huit jours après la fin du mois de référence. La série des IPCH commence avec l'indice de janvier 1995. Pour faciliter les comparaisons, ils sont présentés avec une année de référence commune: 1996 = 100.

### **Couverture des IPCH**

L'IPCH est censé couvrir toutes les formes de dépenses des ménages en biens et services («dépense de consommation finale des ménages»). La couverture des IPCH suit la classification internationale des fonctions de la consommation individuelle des ménages (Coicop), dans une version adaptée spécialement pour les IPCH.

### **Indices IPCH agrégés**

Il existe trois indices agrégés des IPCH, à savoir l'indice des prix à la consommation de l'union monétaire (IPCUM) pour la zone euro, l'indice des prix à la consommation européen (IPCE) pour l'EU-15 et l'indice des prix à la consommation de l'Espace économique européen (IPCEEE), qui couvre en outre l'Islande et la Norvège.




En raison de la méthodologie d'estimation des IPCH, le poids des pays peut changer chaque année: pour l'IPCUM, le poids d'un État membre est la part que représente la dépense de consommation finale des ménages dans le total de l'Union économique et monétaire (UEM); pour l'IPCE et l'IPCEEE, le poids d'un État membre est la part que représente la dépense de consommation finale des ménages, exprimée en euros, dans les totaux de l'UE et de l'EEE. Pour ces deux derniers indices, la dépense en monnaies nationales est convertie en utilisant les parités des pouvoirs d'achat. L'IPCH est calculé sous forme d'indice chaîne annuel. Depuis 1999, l'IPCUM est traité comme une entité à part de l'IPCE.

### **Stabilité des prix dans la zone euro**

Depuis le lancement de l'euro en janvier 1999, l'IPCUM est utilisé pour surveiller l'inflation dans l'UEM et pour évaluer la convergence de l'inflation. La stabilité des prix étant l'objectif principal du Système européen de banques centrales, l'IPCUM est utilisé par la Banque centrale européenne (BCE) comme indicateur principal de la gestion de la politique monétaire dans la zone euro. Selon la BCE, il y a stabilité des prix lorsque l'augmentation d'une année sur l'autre de l'IPCH pour la zone euro est inférieure à 2 %.

### **Tendances générales de l'inflation**

Le taux annuel d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation harmonisé pour les quinze États membres de l'Union européenne (indice des prix à la consommation européen) présente une tendance à la baisse du début de 1996 à la fin de 1998, suivie d'une tendance générale à la hausse. Cette dernière peut être essentiellement attribuée à l'augmentation des prix de l'énergie. L'IPCE a ensuite augmenté pour atteindre une valeur record au milieu de l'année 2001 et au début de 2002, avant de retomber à un taux annuel de 1,8 % en juin 2002. L'IPCUM suit une courbe similaire.

- Indices des prix à la consommation moyens annuels harmonisés. Indice 1996 = 100
-  - Taux d'inflation. Taux de variation annuel moyen des indices de prix à la consommation harmonisés (IPCH)
- Comparaisons du coût de la vie dans l'Union européenne. 2002. B = 100
- Comparaisons du coût de la vie dans l'Union européenne. B = 100
-  - Niveaux de prix relatifs. Niveaux de prix relatifs de la consommation finale privée y compris les impôts indirects. EU-15 = 100
-  - Convergence des prix entre les États membres

## Les salaires et le coût de la main-d'œuvre

### Résultats de l'enquête sur le coût de la main-d'œuvre 2000

Les informations sur le coût de la main-d'œuvre sont particulièrement importantes pour les organisations patronales, les syndicats, les partis politiques, les économistes et les autres utilisateurs s'intéressant au niveau et à la structure du coût de la main-d'œuvre. L'expression «coût de la main-d'œuvre» désigne les dépenses nécessairement engagées par l'employeur pour employer son personnel. Les résultats de l'enquête européenne quadriennale sur le coût de la main-d'œuvre (ECM) pour l'année 2000 sont disponibles depuis peu. Ces résultats permettent de comparer le coût total de la main-d'œuvre entre différents pays et entre différentes branches d'un même pays. Les chiffres agrégés du coût de la main-d'œuvre pour 2000 sont présentés en euros.

L'ECM 2000 donne des différentes ventilation du coût total de la main-d'œuvre. Des descriptions détaillées sont données dans le glossaire.

Les gains annuels bruts constituent la part la plus importante du coût total de la main-d'œuvre. Les tableaux donnent des informations sur les gains des salariés à temps plein dans l'«industrie et services», ventilées par sexe, ainsi que le rapport entre les gains des femmes et ceux des hommes. Comme pour les coûts de la main-d'œuvre, les gains bruts agrégés sont donnés en euros.

### Taux de prélèvement sur les bas salaires

En ce qui concerne les bas salaires, un des indicateurs structurels de la Commission est le «taux de prélèvement sur les bas salaires», se référant à une personne non-mariée sans enfants et touchant 67 % de la moyenne des salaires d'un ouvrier dans l'industrie. Ce taux varie considérablement d'un pays à l'autre mais dans toute l'Europe, la tendance est actuellement à la baisse. Pour permettre des comparaisons, le taux de prélèvement est aussi présenté pour un couple marié avec deux enfants où un partenaire touche 100 % de la moyenne des salaires d'un ouvrier dans l'industrie.

#### Pour en savoir plus:

Statistiques en bref — Thème 3

— N° 3 Salaires minimaux dans l'Union européenne





Vous voulez plus d'informations?

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

— Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Emploi et affaires sociales»:

[http://europa.eu.int/comm/dgs/employment\\_social/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/employment_social/index_en.htm)

- Coût horaire moyen de la main-d'oeuvre dans l'industrie et les services. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- Coût annuel moyen de la main-d'oeuvre dans l'industrie et les services. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- Structure des coûts salariaux en % des coûts totaux. Industrie et services. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. %
- Structure des coûts salariaux en % des coûts totaux. Industrie. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. %
- Begin footnoteAutres coûts: non inclus.End footnoteStructure des coûts salariaux en % des coûts totaux. Services. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. %
- Salaires annuels bruts moyens dans l'industrie et les services. Total. Salariés à plein temps. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- Salaires annuels bruts moyens pour les hommes dans l'industrie et les services. Salariés à plein temps. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- Salaires annuels bruts moyens pour les femmes dans l'industrie et les services. Salariés à plein temps. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000. EUR
- Rémunérations des femmes en % de celles des hommes dans l'industrie et les services. Salariés à plein temps. Entreprises comptant 10 salariés ou plus. 2000
-  - **Écart de rémunération entre hommes et femmes. Rémunérations horaires moyennes brutes des femmes en % des rémunérations horaires moyennes brutes des hommes**
-  - **Taux de prélèvement sur les bas salaires. %. Célibataire sans enfants gagnant 67 % du salaire moyen d'un ouvrier dans le secteur manufacturier. 1996-2001**
-  - **Taux de prélèvement sur les bas salaires. %. Célibataire sans enfant dont la rémunération correspond à 67% du salaire moyen d'un ouvrier dans le secteur manufacturier**
-  - **Taux de prélèvement sur les bas salaires. %. Couples mariés avec deux enfants dont un conjoint travaille et gagne 100 % du salaire moyen d'un ouvrier occupé à plein temps dans le secteur manufacturier**

## Les indicateurs des marchés financiers

### Un large éventail d'indicateurs des marchés financiers

La base de données NewCronos contient un large éventail de données sur les marchés financiers: taux de change, taux d'intérêt, informations sur les marchés boursiers et obligataires, données sur les transactions bancaires et la masse monétaire, autres données financières.

Pour plus d'informations, veuillez contacter votre Data Shop. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

### Indicateurs des marchés financiers dans l'Annuaire Eurostat

Les indicateurs des marchés financiers suivants sont présentés dans cette édition de l'Annuaire Eurostat.

- Les taux de change nominaux de diverses monnaies par rapport à l'euro/écu ainsi que l'évolution de cinq grandes monnaies par rapport au dollar des États-Unis sur la base d'un indice (1995 = 100).
- Deux taux d'intérêt à court terme: le taux monétaire au jour le jour est le taux auquel les banques se prêtent et s'empruntent mutuellement au jour le jour sur le marché interbancaire. Ce taux ramené à une moyenne annuelle est un bon indicateur de l'état de la politique monétaire pour l'année considérée. Depuis janvier 1999, le taux EONIA remplace les taux monétaires au jour le jour des 11 pays de la zone euro (la Grèce également, depuis 2001).

De plus, le taux interbancaire à trois mois des quatre économies principales est représenté sur un diagramme. Depuis la création de l'union monétaire, Euribor est le taux interbancaire offert des États membres de la zone euro.

- Les rendements des obligations à dix ans du secteur public servent à mesurer les taux d'intérêt à long terme, un des quatre critères de convergence permettant de décider si un État membre peut entrer dans l'union monétaire. Les quatre critères de convergence sont expliqués en détail dans le glossaire.
- Les indices des cours des actions indiquent la tendance de la valeur des actions sur divers marchés boursiers. L'année de référence de ces indices est désormais 1995 = 100. Pour les agrégats européens, on utilise les indices Dow Jones Stoxx.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

— Monnaie, finances et l'euro: statistiques (Mensuel)

##### Vous voulez plus d'informations?




— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

— Trouvez plus de références concernant ce sujet sur les pages suivantes

— Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Affaires économiques et financières»:

[http://europa.eu.int/comm/dgs/employment\\_social/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/employment_social/index_en.htm)

- **Taux de change. Moyenne annuelle. Une unité de monnaie nationale = USD. 1995 = 100**
- **Taux de change de l'écu/euro. Moyenne annuelle. ECU/EUR 1 = ...**
- **Taux d'intérêt à court terme: taux de l'argent au jour le jour. Moyenne annuelle. %**
- **Taux d'intérêt à court terme: taux interbancaires à trois mois. Moyenne annuelle. %**
- **Taux d'intérêt à long terme. Rendement des obligations d'État à 10 ans, marché secondaire. Moyenne annuelle. %**
- **Indice du cours des actions. 1995 = 100. Moyenne annuelle. %**
- **Indices des cours des actions. Moyenne annuelle**
-  - **Capitaux levés sur les marchés boursiers. Montant des nouveaux capitaux levés en % du PIB**
-  - **Capital-risque: démarrage. Investissements en capital-risque en % du PIB. Ventilation par phases d'investissement**
-  - **Capital-risque: expansion. Investissements en capital-risque en % du PIB. Ventilation par phases d'investissement**

## La balance des paiements

### Estimer la position économique d'un pays dans le monde

Comme n'importe quelle entreprise ou n'importe quel ménage, un pays doit suivre ses opérations de débit et de crédit. La balance des paiements (BDP) enregistre toutes les transactions économiques entre un pays (c'est-à-dire ses résidents) et les pays étrangers ou les organisations internationales (c'est-à-dire les non-résidents du pays en question) pendant une période donnée.

Plus spécifiquement, la balance des paiements de l'UE est établie en agrégeant les transactions internationales entre résidents et non-résidents de l'UE, conformément aux déclarations des quinze États membres. La balance des paiements des institutions de l'UE est ajoutée à l'agrégat de l'UE.

La balance des paiements est divisée en deux sous-groupes:

- le **compte courant** qui tient compte des ressources réelles;
- le **compte de capital** ou compte financier qui couvre les postes financiers.

Eurostat établit la balance des paiements non seulement pour l'UE, mais également pour la zone euro. La Banque centrale européenne (BCE) est chargée d'établir et de diffuser la balance des paiements de la zone euro. Les données publiées par Eurostat pour la zone euro sont validées par la BCE. Toutefois, ces données ne correspondent pas exactement à celles qui sont publiées par la BCE, car Eurostat et la BCE ont des dates limites différentes pour la réception des données des États membres. Des révisions peuvent avoir lieu entre les différentes dates limites. Une autre raison tient au fait qu'il subsiste quelques différences méthodologiques mineures entre les données transmises par certains États membres à Eurostat et à la BCE.

Jusqu'en 1991, les données sont conformes au cadre méthodologique du quatrième manuel de la BDP du Fonds monétaire international (FMI) et, à partir de 1992, à celui du cinquième manuel de la BDP du FMI. Ce changement se matérialise par une rupture dans la série de données.

### Les ressources réelles dans le compte courant...

Dans la mesure où les transactions internationales courantes concernent une grande diversité de ressources réelles, le compte courant est subdivisé en un certain nombre de comptes. La catégorisation la plus large du compte courant différencie:

- le commerce des **biens**: généralement la catégorie la plus importante du compte courant.  
Pour en savoir plus, veuillez vous reporter à la section «Le commerce des biens»;
- les échanges de **services**: la deuxième catégorie principale du compte courant.  
Pour plus de détails, veuillez vous reporter à la section «Les échanges de services»;
- les **revenus**: la rémunération des salariés pour les travaux effectués pour le compte d'unités économiques dont le lieu de résidence diffère du leur ainsi que les revenus de placements;
- les **transferts courants**: tous les transferts autres que les transferts de capital. Avec le cinquième manuel de la BDP du FMI, les transferts de capital sont inclus dans le compte de capital et d'opérations financières.

### ... et les ressources monétaires: le compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières enregistre les transactions financières. Il inclut les **investissements directs étrangers** (IDE), les investissements de portefeuille ainsi que les autres investissements et les flux d'avoirs de réserve.



Les statistiques annuelles des investissements directs étrangers dans l'Union européenne donnent un aperçu détaillé des flux et des stocks d'IDE, en montrant quels États membres investissent, dans quels pays et dans quels secteurs.

Une entreprise qui souhaite vendre à l'étranger peut recourir à diverses méthodes: l'exportation, l'octroi de licences et le recours à des intermédiaires sont autant d'exemples, l'exportation directe étant actuellement la méthode la plus courante. Les IDE (production et vente directement dans le pays choisi) sont de plus en plus souvent adoptés. Il en existe deux types:

- la création d'actifs productifs par des étrangers (investissements entièrement nouveaux);
- l'achat d'actifs existants par des étrangers (acquisition, fusion, prise de contrôle, etc.).

Les IDE diffèrent des investissements de portefeuille dans la mesure où ils sont effectués dans le but de prendre le contrôle ou d'acquérir une participation active dans la gestion de l'entreprise et un intérêt durable dans celle-ci. Les investissements directs n'incluent pas seulement l'acquisition initiale du capital social, mais aussi les transactions en capital ultérieures entre l'investisseur étranger, l'entreprise nationale et les entreprises affiliées.

Eurostat collecte des données IDE concernant les mouvements trimestriels et annuels ainsi que les stocks en fin d'exercice. Les stocks IDE (actifs et passifs) sont pris en compte dans l'évaluation de la position d'investissements internationaux d'une économie à la fin de l'exercice.

Dans l'Annuaire Eurostat, la convention de signe adoptée pour les différents ensembles de données (flux et stocks) est la suivante: un investissement est toujours enregistré avec un signe positif et un désinvestissement avec un signe négatif.

### **Pour en savoir plus:**

#### **Publications Eurostat**

- **European Union foreign direct investment yearbook 2001**
- **EU international transactions — Data 1991-01**
- **International trade in services**

#### **Statistiques en bref — Thème 2**

- N° 15/2002 **Les transactions courantes de l'UE en 2000, résultats détaillés**
- N° 34/2002 **Résultats provisoires du compte des transactions courantes de l'UE: le déficit avec le reste du monde s'est réduit pour s'établir à -14,6 milliards d'euros en 2001**
- N° 30/2002 **Les flux d'IDE de l'UE avec le reste du monde ont baissé de près de 40 % en 2001 — Premiers résultats pour 2001**

#### **Vous voulez plus d'informations?**

- **Contactez votre Data Shop**
- **<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**
- **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Commerce»: [http://trade-info.cec.eu.int/europa/index\\_en.php](http://trade-info.cec.eu.int/europa/index_en.php)**

- **Évolution de la balance des opérations courantes de l'UE avec le reste du monde: crédits et débits. 1 000 millions ECU/EUR**
- **Compte courant de l'UE, balances pour les biens, les services, les revenus et les transferts courants avec extra-UE. 1 000 millions ECU/EUR**
  - Transactions courantes internationales, taux de couverture. %
  - Balance du compte courant en prix courants. % du PIB
  - Balance du commerce international de marchandises en prix courants. % du PIB
  - Balance du commerce international de services en prix courants. % du PIB
  - Commerce total de marchandises (exportations - fab + importations - fab) en % des flux totaux en compte courant
  - Commerce international de marchandises, taux de couverture. %
  - Balance du commerce de marchandises de l'UE, des États-Unis et du Japon avec le reste du monde. 1 000 millions ECU/EUR
  - Part de l'UE, des États-Unis, du Japon et du reste du monde dans le total mondial des transactions portant sur des marchandises (exportations et importations). 2001. %
  - Commerce total de services (exportations et importations) en % des flux totaux en compte courant
  - Commerce international de services, taux de couverture. %
  - Balance des services de l'UE, des États-Unis et du Japon avec le reste du monde. 1 000 millions ECU/EUR
  - Part de l'UE, des États-Unis, du Japon et du reste du monde dans le total mondial des transactions portant sur des services (exportations et importations). 2001. %
- **Flux d'investissements directs étrangers dans l'UE. Extra-UE, intra-UE et net en % du PIB**
- **Stocks d'investissements directs étrangers dans l'UE. 1996-2000. Millions ECU/EUR**
  - Flux d'investissement direct: l'UE, les États-Unis et le Japon. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement directs entrants dans l'UE de extra-UE. Fournisseurs de flux d'investissement directs vers l'UE. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement direct entrants dans l'UE. Fournisseurs de flux d'investissement directs vers l'UE. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement direct entrants dans l'UE. Bénéficiaires de flux d'investissement directs sortants de l'UE. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement directs entrants dans l'UE de extra-UE. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement direct sortants: l'UE, les États-Unis et le Japon. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement directs sortants de l'UE vers extra-UE. Bénéficiaires d'investissements directs. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement direct sortants de l'UE. Bénéficiaires d'investissements directs. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement direct sortants de l'UE. Fournisseurs de flux d'investissement directs vers extra-UE. Millions ECU/EUR
  - Flux d'investissement directs sortants de l'UE vers extra-UE. Millions ECU/EUR
  - Fournisseurs de flux d'investissement directs entrants de l'UE. Millions ECU/EUR
  - Bénéficiaires de flux d'investissement directs entrants de l'UE. Millions ECU/EUR

## Le commerce des biens

### **Des informations indispensables dans une économie mondiale de plus en plus ouverte**

Le besoin de statistiques sur le commerce des biens va de soi. Le commerce international constitue une part croissante de l'économie mondiale et, comme tel, il doit faire l'objet d'évaluations fiables. Les données pertinentes doivent être largement disponibles et comprises.

Les statistiques du commerce international sont une importante source primaire d'informations pour la plupart des décideurs du secteur public et du secteur privé. Par exemple, les entreprises européennes s'en servent pour effectuer des études de marché et définir leur stratégie commerciale. Elles permettent aux autorités communautaires de se préparer pour des négociations multilatérales et bilatérales dans le cadre de la politique commerciale commune et d'évaluer les progrès du marché unique ou l'intégration des économies européennes. Elles constituent en outre une source indispensable pour les statistiques de la balance des paiements, pour les comptes nationaux et pour les études des cycles économiques.

### **Des statistiques harmonisées sur le commerce international des biens...**

La compilation des chiffres du commerce est fondée sur une base juridique qui est définie dans une série de règlements du Conseil et de la Commission. Les travaux concrets s'appuient sur des efforts de coopération entre Eurostat et les organismes appropriés qui, dans les États membres, sont chargés de collecter et de traiter les informations de base.

Eurostat est responsable de l'harmonisation de la législation communautaire dans le domaine des statistiques du commerce des biens et doit également s'assurer que la législation est correctement appliquée. Les statistiques fournies à Eurostat sont donc fondées sur des textes juridiques précis directement applicables dans les États membres et sur des définitions et procédures qui, dans une large mesure, ont été harmonisées.

### **... qui couvrent tous les mouvements physiques de biens à travers les frontières**

Globalement, l'objectif des statistiques du commerce international est d'enregistrer tous les biens qui viennent s'ajouter ou se soustraire au stock de ressources matérielles d'un pays en pénétrant sur son territoire ou en en sortant. Par leur nature, les statistiques du commerce international concernent les biens transportables.

La composante la plus importante des statistiques du commerce international est liée à des transactions supposant le transfert effectif ou prévu de la propriété contre rémunération. Néanmoins, les statistiques du commerce couvrent également les mouvements de biens sans transfert de propriété, par exemple dans le cas d'activités entrant dans le cadre de transformations contractuelles ou de réparations.

### **Notes méthodologiques**

#### — Évaluation des exportations et des importations

Dans les statistiques du commerce extérieur, les exportations sont enregistrées à leur valeur fob (franco à bord) et les importations à leur valeur caf (coût, assurance et fret). Par conséquent, et contrairement aux statistiques de la balance des paiements, la valeur des importations inclut les frais, par exemple de transport et d'assurance, concernant la part du transport en dehors du territoire statistique du pays importateur. La valeur des exportations correspond à la valeur des biens à la date et au lieu où ils quittent le territoire statistique du pays exportateur.

#### — Commerce de groupes de pays

Pour l'EU-15, la zone euro et l'Espace économique européen (EEE), la valeur est égale au commerce total moins respectivement le commerce intra - EU-15, intra-zone euro et intra-EEE.

### — Indices

Les indices annuels se réfèrent à l'EU-12 jusqu'en 1995 et à l'EU-15 pour les années suivantes.

### — Commerce par produit

Les produits agroalimentaires sont des produits alimentaires issus de l'agriculture. Ils sont définis conformément aux sections 0 et 1 de la classification type pour le commerce international (CTCI), révision 3. Par «commerce de produits énergétiques», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 3 de la CTCI. Par «commerce de produits chimiques», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 5 de la CTCI. Par «commerce de machines et de matériel de transport», on entend le commerce des produits définis par référence à la section 7 de la CTCI.

### **Vous aimeriez en savoir plus sur les concepts et définitions du commerce international?**

Veillez vous reporter aux publications *Statistics on the Trading of Goods — User Guide (Statistiques du commerce — Guide de l'utilisateur)* ou *Géonomenclature* que vous pouvez télécharger sur le site web d'Eurostat (thème «Commerce extérieur», collection «Méthodes et nomenclatures»).

### **Vous aimeriez plus de statistiques sur le commerce des biens?**

Vous pouvez consulter nos publications sur support papier — le bulletin mensuel ou l'annuaire statistique — ou sur CD-ROM. Veuillez contacter votre Data Shop pour avoir un aperçu complet de notre offre. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

Vous pouvez également télécharger des publications gratuites sur notre site web. Les publications *Statistiques en bref* analysent les échanges de l'UE en ce qui concerne des biens spécifiques tels que les produits de haute technologie ou les produits agricoles et les échanges de biens avec des partenaires particuliers tels que la Chine, les pays ACP ou les pays candidats.

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Publications Eurostat**

- **Statistiques sur les échanges de biens — Guide de l'utilisateur**
- **Géonomenclature**
- **Commerce extérieur et intra-Union européenne — Statistiques mensuelles**
- **Commerce extérieur and intra-Union européenne — Annuaire statistique**
- **Échanges commerciaux intra et extra de l'UE - données mensuelles — 11 CD-ROM et 2 suppléments sur CD-ROM**

##### **Statistiques en bref — Thème 6**

- **N° 5/2001 Une UE élargie: Un poids lourd commercial**
- **N° 7/2001 L'EU-15 et les 12 pays partenaires méditerranéens: de solides liens commerciaux**
- **N° 8/2001 Le commerce des 13 pays candidats avec l'UE en 2000**
- **N° 2/2002 Commerce de l'UE avec l'OPEP**
- **N° 3/2002 Échanges commerciaux de l'UE avec les pays ACP**
- **N° 4/2002 Le commerce de l'UE avec la Chine et la Russie**

#### **Vous voulez plus d'informations?**

- **Contactez votre Data Shop**
- **<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**
- **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Commerce»: [http://trade-info.cec.eu.int/europa/index\\_en.php](http://trade-info.cec.eu.int/europa/index_en.php)**

- **Exportations (fab) en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR**
- **Importations (caf) en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR**
- **Balance commerciale en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR**
- Indices de volume des exportations (fab). 2000 = 100
- Indices de volume des importations (caf). 2000 = 100
- Ratio de volume. 2000 = 100
- Exportations de produits agroalimentaires en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations de produits agroalimentaires en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale des produits agroalimentaires en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations de combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations de combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale des combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations de produits chimiques et connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations de produits chimiques et connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale des produits chimiques et connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations de machines et équipements de transport en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations de machines et équipements de transport en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale des machines et équipements de transport en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations de produits manufacturés en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations de produits manufacturés en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale des produits manufacturés en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- **Exportations extra-UE par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR**
- **Importations extra-UE par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR**
- Balance commerciale extra-UE par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations extra-UE de produits agroalimentaires par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations extra-UE de produits agroalimentaires par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale extra-UE pour les produits agroalimentaires par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations extra-UE de combustibles minéraux, de lubrifiants et de produits connexes par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations extra-UE de combustibles minéraux, de lubrifiants et de produits connexes par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale extra-UE pour les combustibles minéraux, les lubrifiants et les produits connexes par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations extra-UE de produits chimiques et connexes par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR

- Importations extra-UE de produits chimiques et connexes par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale extra-UE pour les produits chimiques et connexes par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations extra-UE de machines et équipements de transport par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations extra-UE de machines et équipements de transport par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale extra-UE pour les machines et équipements de transport par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations extra-UE de produits manufacturés par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Importations extra-UE de produits manufacturés par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance commerciale extra-UE pour les produits manufacturés par principaux partenaires commerciaux. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations vers les pays de l'UE en % des exportations nationales totales (fab)
- Importations des pays de l'UE en % des importations nationales totales (caf)
- Exportations vers les pays de l'UE en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations des pays de l'UE en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations intra-UE de produits agroalimentaires en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations intra-UE de combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations intra-UE de produits chimiques et connexes en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations intra-UE de machines et équipements de transport en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations intra-UE de produits manufacturés en prix courants. 1 000 millions ECU/EUR

## Les échanges de services

### Les services échangés

Quels sont les services exportés et importés par l'UE et ses États membres, et en quelle quantité?

Dans les statistiques de la balance des paiements, la balance commerciale des services est divisée en trois composantes principales: les transports, le tourisme et les autres services. Les catégories «transport» et «autres services» sont ventilées en sous-postes détaillés, tels que le transport de passagers par air ou les services de construction.

- Les **services de transport** couvrent tous les services de transport réalisés par les résidents d'un pays pour ceux d'un autre. Ils comprennent les transports de passagers, les transports de marchandises (fret), les locations (charters) de transporteurs avec leur équipage ou les services de soutien connexes et services auxiliaires. Dans la classification Eurostat, les services de transport sont en outre ventilés par mode de transport (mer, air et autres modes de transport) et par type de services (transport de passagers, transport de fret et services auxiliaires).
- Le **tourisme** concerne tous les biens et services acquis par des voyageurs, pour leur propre usage, auprès de résidents du pays dans lequel ils voyagent. Un touriste est une personne restant moins d'un an dans un pays dont elle n'est pas résidente. Les transports internationaux de passagers, couverts par les services de transport, sont exclus.
- Les **autres services** comprennent toutes les transactions internationales de services autres que le tourisme et les transports. Ils couvrent une vaste plage de services tels que les services de communication, de construction et d'assurance, les services financiers, les services informatiques, les redevances et droits d'exploitation de licence, les gains commerciaux, les divers services aux entreprises, les services audiovisuels et de loisirs ainsi que les services publics.

### Saisir l'intangible

En raison de leur nature intangible, les échanges internationaux de services sont bien plus difficiles à enregistrer que le commerce de marchandises. Trois types de problèmes peuvent se présenter: difficulté de définir le service, absence de spécification séparée de la valeur des services et difficultés pratiques pour identifier les flux bruts (dans la mesure où de nombreux services peuvent être payés selon un mécanisme compensateur international). De tels problèmes pourraient entraîner une sous-estimation des flux de services.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

— **International trade in services, Geographical breakdown of the current account — EU — CD-ROM (2003 Edition)**

##### Statistiques en bref — Thème 2

- **Échanges des services de transport**
- **Les services postaux et de messagerie sont restés un mode de communication important entre l'UE et les pays tiers en 1998**
- **L'UE reste la première destination mondiale pour les touristes mais le solde extérieur de la balance des voyages a accusé un déficit de 1,3 milliard d'écus en 1998**
- **Les transactions externes de l'UE dans les services de télécommunication : un miroir de la naissante «société de l'information»**
- **Services d'informatique et d'information dans l'UE: excédent de plus de 2,5 milliards d'euros en 1999**
- **Les divers services aux entreprises, spécialisés et techniques: l'Union européenne a été le principal opérateur international au cours de la période 1994-2000**

- **Ventilation des transactions extérieures totales de l'UE dans les services (exportations et importations) entre transports, voyages et autres services. 1 000 millions ECU/EUR**
- **Part des transports, des voyages et des autres services dans le total mondial des transactions portant sur des services (exportations et importations) des États membres. 2001. %**
- Transactions internationales dans les transports, taux de couverture. %
- Transactions totales de l'UE dans les transports (exportations et importations). 2001. Ventilation par type de transports
- Transactions internationales dans les services de transport maritime, taux de couverture. %
- Transactions internationales dans les services de transport aérien, taux de couverture. %
- Transactions internationales dans les voyages, taux de couverture. %
- Ventilation géographique des transactions portant sur des voyages, dans l'UE, en 2001. 1 000 millions EUR
- Transactions internationales dans les autres services en 2001, taux de couverture. %
- Ventilation des transactions internationales dans les autres services en 2001. % des autres services dans le total des transactions (exportations et importations)
- Balance extérieure de l'UE pour les postes relevant des autres services. Comparaison entre 2000 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance extérieure de l'UE pour les postes relevant des autres services. Comparaison entre 2000 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR



## Les partenaires commerciaux

### Les partenaires commerciaux de l'Europe dans le monde

Eurostat fournit des informations détaillées sur la ventilation géographique du compte courant de l'Union européenne. Cette ventilation géographique fait une distinction entre:

- les **transactions intra-UE**, qui correspondent à la somme des transactions (déclarées par les États membres de l'UE) avec d'autres États membres de l'UE;
- les **transactions extra-UE**, qui correspondent aux transactions (déclarées par les États membres de l'UE) avec des pays ne faisant pas partie de l'UE. Les transactions extra-UE sont en outre ventilées en zones partenaires détaillées: pays individuels (Hongrie, États-Unis, Japon, par exemple), zones économiques (pays de l'OCDE, pays ACP, par exemple) et zones géographiques (Amérique, Asie, par exemple).

Les transactions mondiales sont égales à la somme des transactions intra-UE et des transactions extra-UE plus un reste qui ne peut être affecté.

### Trouver la résidence

Dans les statistiques de la balance des paiements, le compte courant de l'UE est géographiquement ventilé en fonction du lieu de **résidence** du partenaire commercial. Toutefois, on ne dispose pas toujours d'informations précises sur celui-ci. Dans ce cas, la devise dans laquelle les transactions sont enregistrées peut être utilisée pour déterminer l'origine ou la destination des flux. Le concept de résidence correspond ainsi au concept de «pays d'origine» (pour les importations) et à celui de «pays de destination» (pour les exportations).

Toutefois, la ventilation géographique des importations a été modifiée à partir de 1997. Tous les biens importés de l'extérieur de l'UE par un État membre de l'UE, mais transitant dans un autre État membre de l'UE, doivent être géographiquement affectés au pays de transit et non au pays d'origine.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- **Geographical breakdown of the EU current account & International trade in services – EU (CD-ROM)**
- **Géonomenclature (PDF)**

##### Statistiques en bref — Thème 2

- **Échanges commerciaux et investissements entre l'UE et le Mexique avant le nouvel accord commercial**
- **Les échanges et les investissements de l'UE avec les pays partenaires méditerranéens: vers un partenariat de meilleure qualité? (MED)**

#### Vous voulez plus d'informations?

- **Contactez votre Data Shop**
- **<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>**
- **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG Commerce»: [http://trade-info.cec.eu.int/europa/index\\_en.php](http://trade-info.cec.eu.int/europa/index_en.php)**

- **Crédits internationaux courants de l'UE: ventilation par zones partenaires. % des crédits totaux de l'UE**
- **Débits internationaux courants de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des débits totaux de l'UE**
- Transactions courantes de l'UE par zone partenaire, taux de couverture. %
- Balances en compte courant de l'UE avec les États-Unis, le Japon et l'AELE 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations internationales de biens de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des exportations totales de l'UE
- Importations internationales de biens de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des importations totales de l'UE
- Balance des marchandises de l'UE par zone partenaire: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance des marchandises de l'UE par zone économique: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Exportations internationales de services de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des exportations totales de l'UE
- Importations internationales de services de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des importations totales de l'UE
- Balance des services de l'UE par partenaire: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance des services de l'UE par zone économique: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Rentrées internationales de revenus de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des recettes totales de l'UE
- Paiements internationaux de revenus de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des paiements totaux de l'UE
- Balance des revenus de l'UE par partenaire: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance des revenus de l'UE par zone économique: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Crédits internationaux de transferts courants de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des crédits totaux de l'UE
- Débits internationaux de transferts courants de l'UE: ventilation par zones partenaires: % des débits totaux de l'UE
- Balance des transferts courants de l'UE par partenaire: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR
- Balance des transferts courants de l'UE par zone économique: comparaison entre 1995, 1998 et 2001. 1 000 millions ECU/EUR

## L'eau

### L'eau: indispensable et surexploitée

L'eau est une ressource naturelle qui, aussi bien en ce qui concerne sa qualité que sa disponibilité, est une préoccupation majeure dans de nombreuses régions. Les ressources en eau sont limitées et la qualité de l'eau est affectée par les activités humaines telles que la production industrielle, les effluents domestiques, l'élevage, l'agriculture de labour, etc.

Parallèlement, l'eau est indispensable à la vie et aux activités humaines. Le développement économique et la croissance démographique exercent une pression constante sur la quantité et la qualité de l'eau disponible. En de nombreux points de la terre, les ressources en eau douce s'épuisent plus rapidement que la nature ne peut les reconstituer. La pollution des cours d'eau, des lacs et des nappes souterraines est un sujet de préoccupation partout dans le monde.

### Une directive visant à protéger les ressources en eau

Parce que la qualité de l'eau disponible se détériore et que sa quantité est limitée, il importe de reconsidérer l'utilisation des différentes sources d'eau ainsi que la demande d'eau. Ces considérations ont été définies dans la directive 2000/60/CE dans le domaine de l'eau selon laquelle la gestion durable des ressources en eau doit se fonder sur le principe de gestion intégrée des bassins hydrographiques. Cette directive favorise également une «approche combinée» de détermination des valeurs limites de rejet et de définition de normes de qualité, d'application de justes prix et de sensibilisation des citoyens aux problèmes de l'eau.

### Surveiller l'eau de près

Les données statistiques sur l'eau sont collectées auprès de tous les pays européens sur la base de la section «Eaux intérieures» du questionnaire commun Eurostat/OCDE qui a récemment été révisé pour l'adapter au cadre stratégique de l'UE. Cette section concerne ce qui suit:

- L'extraction de l'eau (en particulier de l'eau souterraine) qui exerce une contrainte considérable sur les ressources en eau douce. Une part importante de l'eau captée pour les besoins domestiques, industriels ou agricoles et pour la production d'énergie retourne dans le milieu naturel (dans les cours d'eau, les lacs ou directement dans la mer) sous forme d'eaux usées dont la qualité a été altérée. La pollution des nappes d'eau par les eaux usées provenant de déversements directs ou d'un traitement inadéquat augmente la concentration de polluants et les changements indésirables de la composition du biote aquatique (concentration bactérienne, insuffisance d'oxygène, etc.), mais toutes les utilisations décrites ci-dessus n'exercent pas la même pression sur le milieu naturel et n'exigent pas le même type de traitement.
- Les réseaux d'assainissement publics qui recueillent les effluents domestiques, ainsi que les eaux résiduaires industrielles et/ou les eaux de ruissellement. Lorsqu'ils sont efficaces, les systèmes de traitement des eaux usées préservent les ressources en eau, le sol et la santé humaine.

- Prélèvements totaux d'eau douce (de surface et souterraine). Millions m<sup>3</sup>
- Prélèvements totaux d'eau douce (de surface et souterraine). m<sup>3</sup>/habitant
- **Eau prélevée par les systèmes d'approvisionnement publics. Millions de m<sup>3</sup>**
- Eau extraite par principaux secteurs. m<sup>3</sup>/habitant
- Population reliée aux réseaux d'assainissement publics: % de la population totale
- Population reliée aux réseaux d'assainissement publics avec traitement. % de la population totale
- **Population reliée aux réseaux d'assainissement publics par type de traitement. %**

## Les déchets

### **Dissocier la production de déchets de la croissance économique**

D'une part, la production de déchets représente une perte de matières et d'énergie et, d'autre part, leur accumulation favorise des problèmes environnementaux majeurs tels que les changements climatiques, la détérioration de la qualité des nappes d'eau superficielles et souterraines et celle des paysages. La production de déchets peut également entraîner une dégradation de la santé humaine (en raison de la libération, dans l'environnement, de substances dangereuses contenues dans certains types de déchets).

Le sixième programme d'action pour l'environnement se donne pour objectif de dissocier la production de déchets de la croissance économique. Une réduction globale significative des volumes de déchets produits est possible grâce à de meilleures initiatives de prévention de la production de déchets, une gestion plus efficace des ressources et l'adoption d'habitudes de consommation privilégiant la durabilité.

### **Qui produit les déchets...**

Les déchets urbains représentent environ 15 % de la totalité des déchets produits et sont l'indicateur le plus fiable pour faire des comparaisons entre pays.

Les activités économiques contribuant à la production massive de déchets sont la construction, l'agriculture, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière. Les flux de déchets, tels qu'en produisent les activités de construction et de démolition, ainsi que les boues d'épuration (produit résiduel du traitement des eaux usées municipales et industrielles) posent divers types de problèmes de gestion et ont divers impacts sur l'environnement.

### **... et qu'en faire?**

La mise en décharge des déchets, leur incinération (avec ou sans récupération d'énergie) et leur recyclage sont les méthodes de traitement les plus importantes appliquées aux déchets urbains. Le recyclage est considéré comme celle qui est la plus bénéfique pour l'environnement et il est encouragé par plusieurs directives et mesures des pouvoirs publics dans l'UE.




### **Amélioration continue des statistiques sur les déchets**

Les données statistiques sur les déchets sont collectées auprès de tous les pays européens au moyen de la section «Déchets» du questionnaire commun Eurostat/OCDE.

Il est généralement admis que les différences entre les méthodes de production des données ainsi que la diversité d'interprétation des définitions et/ou des catégories de déchets compliquent passablement la comparaison des données entre les pays.

La mesure législative majeure de l'UE en ce qui concerne les statistiques des déchets est le règlement sur les statistiques des déchets qui est sur le point d'être adopté (son appellation actuelle est «Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques sur les déchets»). Une fois adopté et mis en œuvre, ce règlement devrait considérablement améliorer les données statistiques sur les déchets.

- **Déchets générés par secteur économique. 1999. 1 000 t**

-  - Déchets urbains collectés. kg par personne et par an
  -  - Déchets urbains mis en décharge. kg par personne et par an
  -  - Déchets urbains incinérés. kg par personne et par an
- **Traitement des déchets urbains. 2000. 1 000 t**

## Les dépenses de protection de l'environnement

### **Encouragement, réglementation et principe du «pollueur-payeur»**

Le public a de plus en plus conscience de la nécessité de protéger l'environnement de la pollution. La protection de l'environnement est aujourd'hui intégrée dans tous les domaines politiques où elle s'inscrit dans une optique générale de développement durable.

Pour encourager les entreprises et les ménages à protéger l'environnement, les administrations publiques peuvent prendre des mesures réglementaires ou lever des impôts directement liés à la pollution. Le principe du «pollueur-payeur» est une arme supplémentaire de lutte contre la pollution. Les données sur les dépenses consacrées à la protection de l'environnement sont un indicateur de la volonté de la société de réduire la pollution.

### **La protection de l'environnement profite à l'économie**

Les mesures de protection de l'environnement coûtent de l'argent mais peuvent également générer des recettes. Elles sont de plus en plus prises sur une base volontaire, par exemple pour répondre aux attentes des consommateurs ou des parties prenantes, pour augmenter les parts de marché ou pour améliorer l'image de l'entreprise. En outre, la protection de l'environnement crée de nouveaux marchés pour les biens et services environnementaux, ce qui a des retombées positives pour les exportations et l'emploi.

Des dépenses sont consacrées à la protection de l'environnement dans tous les secteurs de l'économie. On dispose de données sur le secteur public et l'industrie pour la plupart des États membres.

### **Données statistiques sur les dépenses de protection de l'environnement**

Le cadre juridique des données statistiques sur les dépenses de protection de l'environnement est le règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil concernant les statistiques structurelles des entreprises qui a été adopté en décembre 1996. Ce règlement constitue un outil pour la mise en place, dans les années à venir, d'une collecte régulière de données sur les variables et les activités économiques du plus haut intérêt politique.

Les dépenses totales sont égales à la somme des investissements et des dépenses courantes. Pour être efficaces, les interprétations doivent tenir compte de ce qui suit:

- dans un pays, des niveaux élevés de dépenses peuvent, par exemple, résulter de l'application de nouvelles politiques plus strictes ou d'un phénomène de compensation après de longues périodes de dépenses nulles;
- la proportion des dépenses du secteur public par rapport à celles de l'industrie peut varier d'un pays à l'autre en fonction du degré de privatisation des activités de base de protection de l'environnement, c'est-à-dire la collecte des déchets, le traitement des déchets et l'épuration des eaux usées.

Les données statistiques sur les dépenses de protection de l'environnement sont collectées au moyen du questionnaire commun Eurostat/OCDE.

- **Dépenses totales par le secteur public. Millions ECU**
- Dépenses totales par le secteur public par domaine. %
- **Dépenses totales par l'industrie. Millions ECU**
- Dépenses totales par l'industrie par domaine. %



## Les émissions atmosphériques et la qualité de l'air

### Pollution de l'air: des effets complexes mais graves

La qualité de l'air que nous respirons est altérée par l'émission dans l'atmosphère de substances résultant de la combustion, des activités industrielles et autres. La pollution atmosphérique contribue à divers problèmes environnementaux tels que les changements climatiques, l'acidification, l'eutrophisation et la formation d'ozone troposphérique.

### Gaz à effet de serre

Les milieux scientifiques s'accordent généralement à dire que le climat est en train de changer.

Les fortes concentrations de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), de méthane (CH<sub>4</sub>), d'oxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et d'halocarbures [hydrofluorocarbure (HFC), perfluorocarbure (PFC) et hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>)] modifient la composition de l'air et sont à l'origine de ce qu'on appelle l'effet de serre qui a un impact sur le climat de la Terre.

Dans le protocole de Kyoto (1997), en vertu de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'Union européenne a accepté de réduire de 8 % (par rapport aux niveaux de 1990) les émissions de gaz à effet de serre entre 2008 et 2012. Le programme européen sur le changement climatique (PECC) a été mis en œuvre pour identifier, au niveau communautaire, les politiques et mesures communes et coordonnées permettant d'atteindre l'objectif que l'UE s'est fixé à Kyoto.

Les données sur les émissions de gaz à effet de serre sont communiquées annuellement à la CCNUCC et à la Commission européenne en vertu du mécanisme de surveillance (décision 1999/296/CE du Conseil). Pour estimer les émissions, les pays appliquent des lignes directrices communes et utilisent un modèle commun de déclaration. Au nom de la Commission, le Centre thématique européen sur l'air et sur le changement climatique à l'Agence européenne pour l'environnement (CTE-ACC/AEE) compile des données pour l'UE et produit régulièrement des données et des rapports de tendance.

### Acidification et eutrophisation

Les émissions d'anhydride sulfureux (SO<sub>2</sub>), d'oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) contribuent essentiellement à l'acidification et l'eutrophisation du sol et des masses d'eau et peuvent endommager les matériaux. Elles altèrent la qualité de l'air et constituent une menace pour la santé humaine et les écosystèmes.

Avec la directive sur les plafonds nationaux d'émissions 2010 (DPNE), l'UE s'est fixé un objectif de réduction des émissions qui est plus strict que le protocole de Göteborg de 1999, qui a été conclu en vertu de la convention CEE-ONU sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance (CLRTAP).

### Ozone troposphérique

Les émissions de substances telles que l'oxyde de carbone (CO), les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), le méthane (CH<sub>4</sub>) et les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), gaz dont on dit qu'ils sont les précurseurs de l'ozone troposphérique, contribuent à la formation d'ozone au niveau du sol qui a un effet néfaste sur la santé humaine et les écosystèmes.

Les données nationales officielles, qui sont régulièrement déclarées selon plusieurs protocoles au titre de la CLRTAP et selon les directives et décisions correspondantes de l'UE, constituent la source de données pour ces groupes de substances. Le CTE-ACC/AEE compile également ces données.

Pour estimer ces émissions de polluants, les pays appliquent les méthodes et les directives acceptées par les parties signataires des deux conventions.

### **Une attention particulière est accordée aux zones urbaines**

La directive-cadre sur la qualité de l'air tient compte du fait qu'environ 80 % de la population de l'Europe vit en zones urbaines. L'exposition des êtres humains à de fortes concentrations de substances dangereuses, de particules fines et d'ozone peut donner lieu à des réactions inflammatoires et à un affaiblissement de la fonction respiratoire. Les symptômes observés sont les suivants: toux, douleur thoracique et difficulté à respirer, maux de tête et irritation des yeux.

### **Données sur les émissions atmosphériques et la qualité de l'air**

L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) est l'organisme chargé de compiler les données sur les émissions atmosphériques et la qualité de l'air pour l'UE et les pays candidats. Elle reçoit les mêmes données que celles qui sont officiellement communiquées par les États membres et par d'autres pays, conformément à leurs engagements en vertu des conventions et des divers règlements et directives de l'UE. L'AEE utilise ces données pour produire des rapports et des évaluations.

Les données sont régulièrement publiées sur son site web (<http://www.eea.eu.int>).

#### **Pour en savoir plus:**

##### **Publications Eurostat**



- Environment statistics — Yearbook
- Statistiques régionales de l'environnement — Premiers résultats de la collecte de données
- Environmental protection expenditure in Europe
- Environmental pressure indicators for the EU
- Measuring Progress Towards a more sustainable Europe
- Environment Statistics Pocketbook
- La production de déchets en Europe

##### **Statistiques en bref — Thème 8**

- N° 5 Agriculture biologique
- N° 6 Ressources, prélèvements et utilisations de l'eau dans les pays européens
- N° 7 Dépenses de protection de l'environnement en Europe
- N° 13 Gestion de l'eau dans les régions de l'Union européenne
- N° 14 Les eaux usées dans les pays européens

##### **Vous voulez plus d'informations?**

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale de l'environnement»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/environment/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/environment/index_en.htm)

- Émissions de polluants acidifiants. 1 000 t
- Émissions de précurseurs de l'ozone troposphérique. 1 000 t
-  - Qualité de l'air en milieu urbain. Exposition de la population à la pollution de l'air par l'ozone — pourcentage de la population en milieu urbain exposée aux niveaux de concentration dépassant les valeurs cibles
-  - Qualité de l'air en milieu urbain. Exposition de la population à la pollution de l'air par des particules (PM10) — Pourcentage de la population en milieu urbain exposée aux niveaux de concentration dépassant les valeurs limites

## Le transport

### Assurer des transports durables

Les transports jouent un rôle essentiel dans les sociétés modernes: ils font office de chaînes d'approvisionnement et de distribution pour l'industrie, facilitent le commerce et le tourisme et assurent la mobilité des personnes dans leur vie quotidienne. Il n'est donc pas surprenant d'observer un rapport étroit entre le développement des transports et le PIB.

Les transports ont également des incidences sociales et environnementales. Les plus manifestes sont les émissions de polluants (cause de problèmes de santé et de décès prématurés), les émissions de gaz à effet de serre (cause du réchauffement de la planète et des changements climatiques), le bruit (cause de dérangement et de problèmes de santé), les accidents de circulation (cause de blessures et de décès) et la congestion (cause de dérangement et de retards).

Ces incidences sont fondamentalement liées à la manière dont les gens voyagent et à la manière dont les marchandises sont transportées ainsi qu'aux mesures prises pour accroître la sécurité (par exemple: ceintures de sécurité, airbags, limitations de vitesse) et pour réduire les effets sur l'environnement (par exemple: pots catalytiques, carburants plus propres). Des améliorations sont donc possibles.

C'est la raison pour laquelle la stratégie de développement durable de l'UE inclut les transports parmi ses quatre domaines prioritaires. Elle vise à aborder les problèmes du volume croissant du trafic et des niveaux de congestion, du bruit et de la pollution et à encourager l'utilisation de formes de transports soucieuses de l'environnement ainsi qu'à assurer que les prix reflètent mieux les coûts réels pour la société. Elle vise également à affaiblir (ou à «découpler») le lien entre le développement économique et la croissance des transports. Ceci peut être obtenu par une utilisation accrue des télé-services, la réorientation de la production de l'industrie lourde vers les produits de haute technologie et la transition vers une économie davantage axée sur les services.

Les indicateurs structurels comprennent des indicateurs destinés à suivre la liaison entre les transports et la croissance économique ainsi que la dépendance du transport routier, de la voiture et de l'avion. Ces indicateurs montrent qu'au cours de la dernière décennie:

- le transport de marchandises a connu, au niveau de l'UE, une croissance légèrement plus rapide que le PIB et peu d'États membres présentent des signes de découplage. En Norvège, le transport de marchandises a connu une croissance sensiblement plus rapide que le PIB. En revanche, certains signes de découplage sont observés aux États-Unis et au Japon;
- dans le cas du transport de passagers, les progrès de certains pays de l'UE dans le sens du découplage ont été contrebalancés par la tendance inverse dans d'autres pays. La Norvège et les États-Unis ont présenté certains signes de découplage tandis qu'au Japon, la situation est restée inchangée;
- le transport de marchandises est lentement devenu plus dépendant de la route dans la plupart de pays, avec quelques exceptions;
- dans de nombreux pays, il n'y a pas eu de changement significatif en ce qui concerne la dépendance de la voiture. Les exceptions sont la Grèce, le Portugal et le Japon où la dépendance de la voiture a légèrement augmenté.

### Les indicateurs

Les données sur le transport de marchandises sur lesquelles se basent ces indicateurs couvrent la route, le rail et les voies navigables intérieures. L'unité est la tonne par kilomètre.

### Sources

#### *UE*

- Enquêtes à l'échelle de l'UE sur le transport de marchandises par route, rail et voies navigables intérieures
- Instituts nationaux de statistique
- Questionnaire commun Eurostat/CEMT/CEE-ONU pour les statistiques des transports
- DG Énergie et transports





#### *Non UE*

- Instituts nationaux de statistique
- Questionnaire commun Eurostat/CEMT/CEE-ONU pour les statistiques des transports

### Concepts

Les transports se prêtent difficilement à une quantification cohérente entre les différents modes et entre les régions géographiques. Contrairement à d'autres secteurs comme l'agriculture ou l'industrie, les transports impliquent un déplacement d'un endroit à un autre, souvent par-delà les frontières. Nous sommes donc confrontés à des questions fondamentales concernant le concept le plus approprié à utiliser. Alors que les déplacements sur le territoire national peuvent être appropriés pour le rail ou les voies navigables intérieures, ils ne conviennent pas vraiment pour les transports aérien et maritime. Les transports par ces modes débordent largement du territoire national, en particulier dans le cas des petits pays d'Europe, et le concept d'origine et de destination est préférable.

Par souci de comparabilité entre l'UE, les États-Unis et le Japon, les concepts traditionnels du transport sont utilisés pour tous les modes. Il convient cependant de ne pas perdre de vue que cette décision introduit certaines distorsions. Par exemple, les transporteurs routiers luxembourgeois réalisent une part importante de leur activité en dehors du Luxembourg, ce qui gonfle l'activité de transport réelle du Luxembourg par rapport aux autres pays.

-  - **Volume du transport de fret par rapport au PIB. Indice de volume du transport intérieur de fret par rapport au PIB. Mesuré en tonnes-km/PIB et indexé sur 1995**
-  - **Volume du transport de passagers par rapport au PIB. Indice de volume du transport intérieur de passagers par rapport au PIB. Mesuré en passagers-km/PIB et indexé sur 1995**
-  - **Ventilation modale du transport de fret. Part en pour cent du transport intérieur routier dans le transport total de fret, en tonnes-km**
-  - **Ventilation modale du transport de passagers. Part en pour cent du transport en voiture dans le transport intérieur total de passagers, en passagers-km**



**Les structures des entreprises**

**Les secteurs de l'économie**

**Sciences et technologie**

**L'agriculture, la sylviculture et la pêche**

---

**Les entreprises et leurs activités**

**4**

---

## Les structures des entreprises d'un coup d'œil

### Les données documentaires nécessaires aux activités commerciales

Eurostat dresse un tableau complet de la structure du monde européen des affaires et, par conséquent, du cadre des activités des entreprises. Ses données sur les structures commerciales mettent en évidence les évolutions spécifiques ainsi que les changements structurels de l'économie dans son ensemble. Sans ces informations, les données conjoncturelles sur le cycle économique manqueraient de fond et seraient difficiles à interpréter. Les entreprises qui souhaitent évaluer les possibilités offertes par un nouveau marché ou mettre leurs performances en perspective utilisent ces données, comme le font les associations professionnelles, les syndicats, les responsables d'études de marchés, les administrateurs et les décideurs politiques.

Pour plus de détails sur les sujets présentés ci-après, veuillez contacter votre Data Shop Eurostat. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

### Production et main-d'œuvre

Les statistiques structurelles sur les entreprises décrivent l'économie en observant les unités engagées dans une activité économique. Elles répondent aux questions du genre: Quelle quantité de richesse est créée par une activité? Quelle est l'importance de la force de travail nécessaire pour créer cette richesse? Comment cette activité se développe-t-elle? Cette activité participe-t-elle à la croissance de l'économie? Cette activité donne-t-elle lieu à des investissements?

Les informations structurelles présentées dans l'Annuaire Eurostat concernent essentiellement la production et l'emploi. Une sélection d'indicateurs de base est présentée parmi un certain nombre de variables décrivant les différents aspects de la vie des entreprises.

- Le **chiffre d'affaires** correspond au total des ventes (hors TVA) de biens et services réalisées par les entreprises d'un secteur pendant l'année de référence.
- La **valeur ajoutée brute** au coût des facteurs correspond à la différence entre la valeur de ce qui est produit et la consommation intermédiaire entrant dans la production, corrigée des subventions à la production, des coûts ainsi que des impôts et prélèvements assimilés. On peut l'interpréter comme étant la richesse créée par les entreprises d'un secteur et utilisée pour rémunérer les facteurs de production (capital sous forme d'excédent brut d'exploitation ainsi que main-d'œuvre sous forme de coûts salariaux).
- Par définition, les **coûts salariaux** sont égaux aux montants totaux payés par les entreprises d'un secteur pour rémunérer le travail de leurs salariés pendant l'année de référence. Ils couvrent les traitements et salaires, de même que les cotisations sociales payées à la charge des employeurs.
- Le nombre de **personnes occupées** correspond au nombre total de personnes qui travaillent pour les entreprises du secteur, qu'elles soient rémunérées ou non. Toutefois, ce total ne tient pas compte des salariés détachés et du personnel intérimaire.

### La base de données SSE

Les données proviennent de la base de données SSE, base de données de référence d'Eurostat sur les statistiques structurelles des entreprises (SSE). Elle présente les données en valeurs absolues et sous la forme de ratios de base permettant, par exemple, de comparer les niveaux entre pays ou de calculer la part d'une branche d'activité dans un total.

### Un cadre légal harmonisé

Le règlement du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises établit un cadre commun pour la collecte annuelle de statistiques sur la structure des entreprises de l'Union européenne.



Il précise les nomenclatures (NACE rév. 1, NUTS) et les unités statistiques à utiliser, la couverture (sans seuil de taille), les délais courants ainsi que les critères de qualité à respecter.

Ce règlement s'applique à l'ensemble des activités marchandes (hors agriculture) communément incluses dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (sections C à K de la NACE rév. 1). Les données disponibles dans le domaine SSE de NewCronos sont d'un niveau de détail bien plus élevé que dans l'Annuaire Eurostat.

La collecte de données est effectuée par les instituts nationaux de statistique et les données agrégées sont transmises à Eurostat qui calcule les totaux européens. Les totaux (niveaux) de l'UE ne sont calculés que lorsque les données sont disponibles pour tous les pays et que leur comparabilité est garantie.

Pour l'année de référence 1998, les totaux de l'UE ne peuvent être calculés pour toutes les entreprises car, selon l'activité, les données d'au moins deux pays font défaut. Cela tient au fait que le règlement SSE n'est toujours pas sorti de la période de transition pendant laquelle les États membres bénéficient de dérogations leur permettant d'adapter leur système aux exigences d'harmonisation. L'année 1999 est la première année de référence pour laquelle tous les pays doivent se conformer au règlement et, donc, pour laquelle un ensemble cohérent de données est disponible.

### **Pour en savoir plus:**

#### **Publications Eurostat**

— **Panorama mensuel des entreprises européennes — Abonnement annuel**

#### **Statistiques en bref — Thème 4**

— N° 17 SME Regio — Forte densité de PME en Europe du Sud

— N° 20 Les entreprises sous contrôle étranger

#### **Vous voulez plus d'informations?**

— **Contactez votre Data Shop**

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

— **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale des entreprises»:** [http://europa.eu.int/comm/dgs/entreprise/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/entreprise/index_en.htm)

- Chiffre d'affaires pour l'industrie extractive. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'industrie manufacturière. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'électricité, le gaz et l'approvisionnement en eau. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour la construction. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour le commerce; la réparation automobile et la réparation d'articles domestiques. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'hôtellerie et la restauration. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour les transports, l'entreposage et les communications. Millions EUR
- Chiffre d'affaires pour l'immobilier, la location et les services aux entreprises. Millions EUR
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'industrie extractive. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'industrie manufacturière. Millions EUR**
- Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'électricité, du gaz et de l'approvisionnement en eau. Millions EUR
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de la construction. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée au coût des facteurs du commerce; de la réparation automobile et de la réparation d'articles domestiques. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'hébergement et de la restauration. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs des transports, de l'entreposage et de la communication. Millions EUR**
- **Valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises. Millions EUR**
- **Coûts de personnel de l'industrie extractive. Millions EUR**
- Coûts de personnel de l'industrie manufacturière. Millions EUR
- Coût de personnel de l'électricité, du gaz et de l'approvisionnement en eau. Millions EUR
- Coûts de personnel de la construction. Millions EUR
- Coûts de personnel du commerce; de la réparation automobile et de la réparation d'articles domestiques. Millions EUR
- Coûts de personnel de l'hébergement et de la restauration. Millions EUR
- Coûts de personnel des transports, de l'entreposage et des communications. Millions EUR
- Coûts de personnel de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises. Millions EUR
- Nombre de personnes occupées dans l'industrie extractive
- Nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière
- Nombre de personnes occupées dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'approvisionnement en eau
- Nombre de personnes occupées dans la construction
- Nombre de personnes occupées dans le commerce; la réparation automobile et la réparation d'articles domestiques
- Nombre de personnes occupées dans l'hébergement et la restauration
- Nombre de personnes occupées dans les transports, l'entreposage et les communications
- Nombre de personnes occupées dans l'immobilier, la location et les services aux entreprises

## L'industrie et le bâtiment

### Statistiques sur l'industrie et la construction: une longue tradition de données abondantes et de grande qualité

Dans l'Annuaire Eurostat, plusieurs indicateurs sont présentés.

- **Productivité de la main-d'œuvre:** elle vise à mesurer la quantité de richesse créée dans une industrie par une quantité donnée de main-d'œuvre. La productivité apparente de la main-d'œuvre établit une relation entre la valeur ajoutée aux coûts des facteurs et le nombre de personnes occupées. Elle se situe à des niveaux différents en fonction de l'activité: elle est plus élevée dans l'industrie chimique à forte intensité de capitaux et plus faible dans l'industrie textile faisant appel à une main-d'œuvre abondante.
- **Indice de la production industrielle:** après une augmentation générale au cours des sept dernières années où il a atteint un niveau optimal de 5,0 % en 2000, le taux de croissance annuel de l'indice de la production industrielle a légèrement marqué le pas pour l'EU-15 en 2001, à la suite de la tendance négative enregistrée aux États-Unis et au Japon.
- **Indice de l'emploi dans l'industrie:** dans l'Union européenne, l'emploi dans le secteur industriel (industrie totale à l'exclusion de la construction) baisse progressivement, ce qui se traduit par une diminution du nombre d'heures travaillées.
- **Indice des prix à la production:** la hausse sensible de l'indice des prix à la production enregistrée en 2000 (+ 4,9 %), essentiellement due à l'incidence de l'augmentation considérable des prix de l'énergie, s'est poursuivie en 2001 (+ 1,9 %).
- **Part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée:** la valeur ajoutée sert à rémunérer les facteurs de production: le capital sous forme d'excédent brut d'exploitation et la main-d'œuvre sous forme de coûts de personnel. La part relative de l'excédent brut d'exploitation varie considérablement d'un secteur à l'autre. Elle est proche de 45 % dans l'industrie chimique et inférieure à 30 % dans les industries faisant appel à une main-d'œuvre abondante, telles que l'industrie textile. Plus l'industrie fait appel à une main-d'œuvre abondante, plus la part relative de l'excédent brut d'exploitation est importante dans la valeur ajoutée.
- **Valeur ajoutée dans la production:** lien entre la valeur ajoutée et la valeur de la production. Il s'agit d'un indicateur du degré d'intégration des entreprises d'un secteur: un ratio élevé pour un secteur particulier révèle l'existence d'un processus de production comprenant une part importante de transformation totale des produits. Ce ratio est très stable dans le temps, mais varie considérablement d'une activité à une autre.
- **Part des dépenses de R & D dans le chiffre d'affaires total:** indique les efforts consentis par l'industrie en faveur de l'innovation et du progrès technologique. En Europe, la croissance des industries de haute technologie (par définition, les industries affectant d'importantes dépenses à la recherche et au développement) est nettement plus rapide que celle des autres industries.
- **Situation récente dans le secteur de la construction:** après une progression régulière depuis 1997, l'indice de production de la construction de l'EU-15 a stagné en 2001.

- **OB2BX Production, ensemble de l'industrie (sauf construction). Taux de croissance. %. Ajusté pour tenir compte du nombre de journées de travail**
- Indices de production EU-15 et zone euro, pour l'ensemble de l'industrie (sauf construction)
- **Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100**
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle, principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Indice de la production industrielle: principaux groupements industriels, séries tendance. 1995 = 100
- Part de la valeur ajoutée dans la production. %. EU-15: estimations 1999
- Part de l'excédent d'exploitation brut en valeur ajoutée. %. EU-15: estimations 1999
- **Emploi, ensemble de l'industrie (sauf construction). Taux de croissance d'une année sur l'autre. Brut. %**
- Indice de l'emploi dans UE-15, désaisonnalisé. 1995 = 100
- Indice des heures de travail pour l'ensemble de l'industrie (sauf construction). Taux de croissance d'une année sur l'autre. Brut
- Indice des salaires et traitements pour l'ensemble de l'industrie (sauf construction). Taux de croissance d'une année sur l'autre. Brut
- **Prix à la production industriels pour les principaux groupements industriels dans EU-15. Brut. 1995 = 100**
- Prix à la production, ensemble de l'industrie (sauf construction). Taux de croissance d'une année sur l'autre. Brut
- **Indices de production EU-15 pour la construction, désaisonnalisés. 1995 = 100**
- Indice de l'emploi pour la construction. Taux de croissance. %. Brut
- **Permis de construire: logements autorisés pour 1 000 habitants**
- Évolution de la productivité de la main-d'oeuvre. 1 000 ECU/EUR. EU-15: estimations 1992-2001

## Le commerce

### Volume des ventes dans le commerce de détail

Représentatif d'une conjoncture économique favorable, le volume des ventes du commerce de détail a connu une accélération constante à partir de 1996. Pour l'EU-15, le taux de croissance annuelle a été de 2,2 % en 2001. Au niveau individuel, et cela depuis 1998, pratiquement tous les États membres pour lesquels on dispose de données, à l'exception de l'Italie et de l'Autriche, ont enregistré une croissance positive.

En 2001, la croissance a été particulièrement forte en ce qui concerne les biens d'équipement ménagers.

### Données structurelles et conjoncturelles

Depuis 1995, le commerce fait l'objet de statistiques structurelles sur les entreprises, conformément au cadre commun harmonisé prévu par le règlement SSE. Des indicateurs conjoncturels ont été recueillis au niveau de l'UE dans ce domaine depuis l'année de référence 1998.

La taille relative des industries est un des éléments d'information de base fournis par les statistiques structurelles sur les entreprises. Elle est mesurée en fonction du chiffre d'affaires et de l'emploi. La part de l'emploi indique les industries offrant le plus d'emplois.

Alors que le commerce de détail fournit plus de la moitié des emplois dans le commerce de distribution, il représente un peu moins d'un tiers du chiffre d'affaires. Il en ressort que le chiffre d'affaires par habitant est plus bas dans le commerce de détail que dans le commerce en général. La situation inverse se rencontre dans l'activité productive hautement concentrée du commerce de gros.

Dans tous les pays de l'UE, la vente au détail de produits alimentaires représente une part importante des activités totales du commerce de détail, aussi bien du point de vue des ventes totales (chiffre d'affaires) que de celui du nombre de personnes occupées. Cette part varie d'environ un tiers au Danemark, en Autriche et au Portugal à près de la moitié en France et en Irlande.

La vente au détail de produits alimentaires a lieu dans des magasins spécialisés ou non spécialisés. Dans l'ensemble de l'UE, plus de 80 % des produits alimentaires sont vendus dans des magasins non spécialisés tels que les supermarchés. Cette part du chiffre d'affaires est la plus faible en Espagne (environ 60 %) et la plus élevée en Finlande (plus de 90 %).

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- Panorama mensuel des entreprises européennes
- Business in Europe — Statistical pocketbook
- Portrait économique de l'Union européenne 2002

##### Statistics en bref — Thème 4

- N° 19 Tendances récentes de l'indice de production industrielle (à l'exclusion de la construction)
- N° 20 Évolution dans le secteur de la construction au quatrième trimestre 2001
- N° 22 Évolution récente des prix à la production au cours du premier trimestre 2002
- N° 23 Évolution du commerce de détail au cours du premier trimestre 2002
- N° 27 Évolution des indicateurs de la main-d'œuvre au premier trimestre 2002 — Baisse de 0,9 % de l'emploi industriel dans l'UE et dans la zone euro

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

- Commerce de détail, volume des ventes dans EU-15, désaisonnalisé. 1995 = 100
- Vente au détail, volume des ventes. Taux de croissance d'une année sur l'autre, ajusté pour tenir compte du nombre de journées de travail
- **Ventilation du chiffre d'affaires des ventes au détail de produits alimentaires entre magasins spécialisés et non spécialisés. %. 1999**
- **Part du commerce de gros et de détail de véhicules automobiles dans le chiffre d'affaires total du commerce de distribution, EU-15. %. 2000, estimations**
- **Part du commerce de gros et de détail de véhicules automobiles dans l'emploi total du commerce, EU-15. %. 2000, estimations**

## Les services (y compris les services financiers)

Les statistiques structurelles des entreprises couvrent les activités des services marchands des sections suivantes de la NACE rév. 1: hôtels et restaurants (section H); transports et communications (section I); intermédiation financière (section J); immobilier, location et services aux entreprises (section K).

- Le ratio du chiffre d'affaires par rapport à l'emploi varie considérablement d'une activité à une autre. La moyenne estimée pour l'EU-15 est inférieure à 50 000 euros dans les activités faisant appel à une main-d'œuvre abondante telles que les activités de nettoyage industriel, le recrutement de main-d'œuvre de l'hôtellerie et la restauration, et elle dépasse les 150 000 euros dans les activités de location et la publicité.
- Les coûts unitaires de la main-d'œuvre établissent un rapport entre les coûts de personnel (y compris les charges sociales) et le nombre de salariés. Ils sont les moins élevés dans les activités employant du personnel moins qualifié (activités de nettoyage industriel, par exemple) et les plus élevés dans les activités employant du personnel très qualifié (activités informatiques, par exemple).

Les **services de transport** (couverts par les divisions 60 à 63 de la NACE rév. 1) comprennent les activités régulières ou non de transport de voyageurs ou de marchandises par rail, conduites, route, eau et air, ainsi que les activités auxiliaires et la location de matériels de transport avec chauffeur ou opérateur.

Dans l'EU-15 prise dans son ensemble, les transports routiers de marchandises constituent l'activité de transport la plus importante (près de 45 % du chiffre d'affaires de ce secteur) devant les transports aériens (environ 20 %) et les transports par eau, les transports ferroviaires et les autres transports routiers (un peu plus de 10 % chacun). Toutefois, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre.

Dans l'UE, les coûts unitaires de personnel sont les plus élevés dans les transports aériens et les transports ferroviaires (qui emploient du personnel hautement qualifié) et les plus bas dans les transports routiers et autres transports terrestres.

**Services financiers:** dans le cadre des statistiques structurelles des entreprises, Eurostat collecte également des données sur les institutions de crédit, les entreprises d'assurances et les fonds de pension. Des données détaillées sur les résultats à répartir, les postes du bilan, les ventilations géographiques et les produits d'assurance sont ainsi disponibles. Les tableaux présentant des chiffres pour le total du bilan des institutions de crédit et des entreprises d'assurances, ainsi que le tableau sur les investissements totaux des fonds de pension, donnent une idée de l'importance relative de ces institutions.

- **Chiffre d'affaires par personne occupée dans les services. 1 000 ECU. EU-15: estimations. 1999**
- **Coûts de personnel par personne occupée dans les services. 1 000 ECU. EU-15: estimations. 1999**
- **Coûts de personnel par personne occupée dans les activités de transport. 1 000 ECU. EU-15: estimations. 1999**
- **Ventilation du chiffre d'affaires entre rail, route, eau et air. %. EU-15: estimations. 1999**
- **Établissements de crédit: total du bilan. Millions EUR**
- Établissements de crédit: Nombre d'entreprises. Unités
- Établissements de crédit: nombre de personnes occupées. Unités
- **Établissements de crédit: intérêts à recevoir et revenus similaires. Millions EUR**
- Établissements de crédit: intérêts à payer et charges similaires. Millions EUR
- **Assurances: bilan total pour toutes les compagnies d'assurance. Millions EUR**
- Assurances: Nombre de compagnies d'assurance vie. Unités
- Assurances: Nombre de compagnies d'assurance non-vie. Unités
- Assurances: Nombre de compagnies d'assurance mixtes. Unités
- Assurances: Nombre de compagnies de réassurance spécialisées. Unités
- Assurances: Nombre de personnes occupées dans les compagnies d'assurance vie: Unités
- Assurances: Nombre de personnes occupées dans les compagnies d'assurance non-vie. Unités
- Assurances: nombre de personnes occupées dans les compagnies d'assurance mixtes. Unités
- Assurances: nombre de personnes occupées dans les compagnies de réassurance spécialisées. Unités
- **Assurances: primes brutes souscrites par les compagnies d'assurance vie. Millions EUR**
- Assurances: primes brutes souscrites par les compagnies d'assurance non vie. Millions EUR
- Assurances: primes brutes souscrites par les compagnies d'assurance mixtes. Millions EUR
- Assurances: primes brutes souscrites par les compagnies de réassurance spécialisées. Millions EUR
- Assurances: montants bruts payés par les compagnies d'assurance vie. Millions EUR
- Assurances: montants bruts payés par les compagnies d'assurances non-vie. Millions EUR
- Assurances: montants bruts payés par les compagnies d'assurance mixtes. Millions EUR
- Assurances: montants bruts payés par les entreprises de réassurance spécialisées. Millions EUR
- **Fonds de pension: investissements totaux. Millions EUR**
- Fonds de pension: nombre de membres. Unités
- Fonds de pension: cotisations totales. Millions EUR
- Fonds de pension: dépenses totales pour les pensions. Millions EUR



## Les transports

### Un court voyage du passé vers le futur

«La victoire est une fleur aux couleurs éclatantes. Le transport est la tige sans laquelle elle n'aurait jamais pu s'épanouir» (Sir Winston Churchill).

Cette citation caractérise également l'amélioration du niveau de vie en Europe et une des principales raisons de cette réussite: les transports.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le transport des marchandises en Europe se faisait surtout par navigation fluviale et maritime ainsi que par chemin de fer. Le réseau de chemin de fer était alors plus étendu qu'aujourd'hui — ce qui peut surprendre dans la mesure où la première ligne de chemin de fer n'a été ouverte qu'en 1822. Pour les passagers, le transport par navigation fluviale et maritime ainsi que par chemin de fer prédominait également pour les longs voyages alors que, pour les voyages sur de courtes distances, on avait surtout recours à la marche et au cheval.

Au cours des cent dernières années, l'importance des différents modes de transport a grandement évolué, alors que les volumes augmentaient de manière considérable. La navigation par voie d'eau et les chemins de fer continuent de jouer un rôle considérable (environ 15 % du tonnage transporté), mais aujourd'hui, les transports routiers occupent la première place, en raison de leur souplesse et de l'individualisation du service. L'importance des transports routiers a presque été multipliée par trois depuis 1970, alors que le transport ferroviaire a diminué d'un quart.

Environ 80 % du transport total de marchandises (45 % du trafic en tonnes-kilomètre) et de voyageurs (en voyageurs-kilomètre) s'effectuent sur route. Un voyageur-kilomètre représente le déplacement d'un voyageur sur un kilomètre alors qu'une tonne-kilomètre représente le déplacement d'une tonne de marchandises sur un kilomètre. Ces indicateurs conceptualisent les performances effectives des transports.

En outre, le nombre de voitures particulières est passé à plus de 170 millions. Les accidents de la route sont le prix à payer pour cette évolution et, même si la tendance est à la baisse, environ 40 000 personnes trouvent encore la mort chaque année sur les routes de l'UE. Le transport aérien progresse également rapidement si bien que, aujourd'hui, il représente plus de voyageurs-kilomètre que le chemin de fer.

Il reste à voir comment les questions de protection de l'environnement et de sécurité modifieront le marché des transports. Pour les années à venir, les objectifs de la Commission européenne en ce qui concerne les transports sont précisés dans le livre blanc intitulé «La politique européenne des transports à l'horizon 2010: l'heure des choix» de la direction générale de l'énergie et des transports (disponible en ligne à l'adresse [http://europa.eu.int/comm/energy\\_transport/en/lb\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/energy_transport/en/lb_en.html)).

### Statistiques des transports: fixer les mouvements

Les statistiques des transports d'Eurostat décrivent les principales caractéristiques des transports dans l'Union européenne, non seulement en termes de quantité de marchandises et de nombre de passagers transportés ou en termes de véhicules et d'infrastructures utilisés, mais également dans le contexte de l'économie. Les transports ne sont pas seulement un élément nécessaire à la vie de chacun et à l'activité économique, ils constituent également une industrie de services essentielle: près de 5 millions de personnes travaillent directement dans le secteur des transports, soit environ 4 % des forces de travail totales de l'UE.

La collecte de données pour la présente publication ainsi que pour d'autres publications Eurostat sur les transports est appuyée par plusieurs textes obligeant les États membres à transmettre leurs données statistiques. Il existe en outre des accords volontaires de fourniture de données supplémentaires.

Dans certains cas, on a recours à des sources extérieures.

Eurostat fournit des informations sur:

- les infrastructures de transport;
- le matériel de transport;
- les entreprises de transport et l'emploi dans les transports;
- le transport de passagers;
- le transport de marchandises;
- la consommation d'énergie des transports et leurs émissions polluantes;
- la sécurité des transports.

Pour des informations sur les transports plus complètes que celles qui sont présentées dans l'Annuaire Eurostat, veuillez contacter votre Data Shop Eurostat. Les adresses des Data Shops figurent à la fin de l'Annuaire.

Vous pouvez également consulter les publications *Panorama des transports et L'énergie et les transports dans l'UE en chiffres* disponibles en ligne ([http://europa.eu.int/comm/energy\\_transport/etif/index.html](http://europa.eu.int/comm/energy_transport/etif/index.html)),

ou la base de données CARE sur les accidents de la route dans l'Union européenne également disponible en ligne ([http://europa.eu.int/comm/transport/home/care/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/transport/home/care/index_en.htm)).

### Pour en savoir plus:

#### Publications Eurostat

- **Panorama des transports**
- **International transport by air (intra- and extra-EU): 1999 data**
- **Transports de marchandises par route au niveau régional dans l'Union européenne**
- **Glossaire des statistiques de transport — Deuxième édition**

#### Statistiques en bref — Thème 7

- N° 1 **Transport aérien — Trafic de passagers 1993-1998**
- N° 2 **Transport de voyageurs par chemin de fer dans l'EEE 1990-1998 — Forte croissance dans certains pays — Forte baisse dans d'autres**
- N° 4 **Le cabotage routier de 1991 à 1999**
- N° 5 **Transport de marchandises par mer 1990-1997**
- N° 6 **Transports aériens internationaux — Trafic de passagers 1998-1999**
- N° 1 **Transport de marchandises et de passagers par mer 1997-1999**
- N° 2 **Tendance des transports routiers de marchandises 1990-1999**

#### Vous voulez plus d'informations?

- **Contactez votre Data Shop**
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale de l'énergie et des transports»:**  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/energy\\_transport/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/dgs/energy_transport/index_en.html)

- **Croissance du transport. EU-15. 1990 = 100**
- **Transports intérieurs totaux par mode: EEE et Suisse**
- **Longueur totale des autoroutes en km**
- Longueur totale des voies ferroviaires en km
- **Voitures particulières pour 1 000 habitants**
- Transport de marchandises par route. Millions de tonnes-km
- Transport de marchandises par chemin de fer. Millions de tonnes-km
- Transport de marchandises par voies navigables intérieures. Millions de tonnes-km
- Transport de marchandises par oléoducs. Millions de tonnes-km
- Transport maritime de marchandises. Millions de tonnes
- Transports intérieurs de marchandises. Millions de tonnes-km EEE et Suisse. 2000
- Lancements commerciaux de véhicules spaciaux à l'échelle mondiale
- Transport aérien de marchandises. 1 000 t
- Transport aérien de passagers. Millions
- Transport de passagers. 1 000 millions de passagers-km. EEE et Suisse. 2000
- Transport en voiture particulière. Millions de passagers-km
- Transport de passagers par bus. Millions de passagers-km
- Transport ferroviaire de passagers. Millions de passagers-km

## Le tourisme

### Prendre le large

La définition du tourisme est la suivante: «activités de personnes voyageant et résidant dans des lieux hors de leur environnement habituel pendant une année au maximum, pour leurs loisirs, leurs affaires ou d'autres raisons». Le tourisme peut se mesurer selon une approche axée sur la demande ou sur l'offre.

### Demande de services touristiques

La demande touristique peut se mesurer selon différents points de vue.

- Le nombre de touristes est le nombre de visiteurs séjournant au moins une nuit dans un établissement d'hébergement collectif ou privé du lieu et/ou pays visité.
- Le nombre de voyages touristiques est le nombre de voyages d'étape effectués par les touristes.
- Il existe deux grands types de voyage: les voyages professionnels et d'affaires, d'une part, et les voyages de vacances, d'agrément ou de loisirs, d'autre part. Cette dernière catégorie englobe également les visites aux amis ou à la famille.
- Le principal mode de transport utilisé est celui qui a servi pour la majeure partie du voyage.
- Les dépenses touristiques pour les voyages touristiques représentent le total des dépenses de consommation effectuées par un visiteur ou au nom d'un visiteur pour et pendant son voyage et son séjour. Les dépenses touristiques couvrent un large éventail allant de l'achat de biens de consommation et de services inhérents au voyage et au séjour à l'achat de petits biens durables à usage personnel.

### Offre de services touristiques

L'hébergement touristique, c'est-à-dire la fourniture de services touristiques, est mesuré par:

- le nombre d'établissements d'hébergement touristique;
- le nombre de places de lits dans les établissements. Ce dernier représente le nombre de personnes qui peuvent passer la nuit dans des lits installés à titre permanent, sans tenir compte des lits supplémentaires installés à la demande du client. L'expression «place de lit» se rapporte aux lits à une place, les lits à deux places étant comptés comme deux places de lit.

La demande d'hébergement touristique comprend tous les types d'hébergement: hôtels et établissements assimilés, campings, villages de vacances, auberges de jeunesse et autres établissements d'hébergement collectif.

Les données recueillies depuis 1996 sont harmonisées et, par conséquent, comparables dans le cadre de la directive 95/57/CE du Conseil concernant la collecte d'informations statistiques dans le domaine du tourisme. Par contre, les données antérieures à 1996 ne sont pas pleinement comparables d'un pays à l'autre car l'unité statistique utilisée (unité locale ou entreprise) et la couverture des données peuvent varier. Néanmoins, il est possible de comparer les tendances et l'évolution dans le temps.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- *Methodological manual on the design and implementation of surveys on inbound tourism*
- *Tourism — Europe, Central European countries, Mediterranean countries (MED)*
- *Statistiques du tourisme — Annuaire — Edition 2002*

##### Statistiques en bref — Thème 4

- N° 14 *Tourisme dynamique dans les régions*
- N° 15 *Les vacances des européens*

- Hébergement touristique: hôtels et établissements similaires
- Hébergement touristique: autres établissements d'hébergement collectif
- Hébergement touristique: nombre de lits dans les hôtels et établissements similaires
- Nombre de lits dans les autres établissements d'hébergement collectif
- Nuitées passées par des résidents dans des hôtels et établissements similaires
- Nuitées passées par des non-résidents dans des hôtels et établissements similaires
- Nuitées passées par des résidents dans d'autres établissements d'hébergement collectif
- Nuitées passées par des non-résidents dans d'autres établissements d'hébergement collectif
- Nombre de touristes
- Nombre de voyages
- Arrivées de résidents dans les hôtels et établissements similaires
- Arrivées de non-résidents dans les hôtels et établissements similaires
- Arrivées de résidents dans les autres établissements d'hébergement collectif
- Arrivées de non-résidents dans les autres établissements d'hébergement collectif

## L'énergie

### L'énergie dans la vie quotidienne

L'énergie est le «moteur» de l'industrie, des transports et du chauffage. Il n'y a pratiquement pas un aspect de la vie quotidienne qui, d'une façon ou d'une autre, ne fasse appel à l'utilisation d'énergie. Les pénuries d'énergie et les fluctuations de son prix ont des répercussions sur l'ensemble de l'économie. Notre façon d'utiliser l'énergie a un impact considérable sur la qualité de l'environnement. C'est pourquoi la politique énergétique est une des priorités de l'Union européenne.

Les principaux défis auxquels l'Union européenne se trouve confrontée dans le domaine de l'énergie sont les suivants:

- la dépendance importante à l'égard des fournitures extérieures, l'Union européenne ne produisant qu'environ la moitié de l'énergie qu'elle consomme (sécurité d'approvisionnement);
- le besoin croissant de garantir la compétitivité des prix de l'énergie dans le contexte de la globalisation des économies, notamment par la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz et la création de réseaux d'énergie transeuropéens (libéralisation des industries de réseau);
- le besoin pressant de faire en sorte que le secteur énergétique soit plus compatible avec les objectifs environnementaux, en particulier à la lumière des engagements pris par l'Union européenne dans le cadre du protocole de Kyoto (changements climatiques).

### Observation de la consommation d'énergie

Afin de répondre aux besoins croissants de contrôle de la consommation d'énergie et de quantifier les éléments qui influent sur les politiques de l'énergie, Eurostat a préparé un système cohérent et harmonisé de statistiques de l'énergie.

L'Annuaire Eurostat présente une sélection représentative de tableaux et diagrammes donnant un aperçu du large éventail des statistiques de l'énergie.

Certains éléments de base présentés sont les suivants:

- La production d'énergie primaire comprenant l'énergie provenant de sources naturelles: charbon, lignite, pétrole brut et gaz naturel. Les énergies renouvelables (hydroélectricité, biomasse, géothermie, énergie éolienne et énergie solaire) ainsi que l'énergie nucléaire sont également considérées comme des sources d'énergie primaire. L'énergie nucléaire est définie comme l'énergie produite par la chaleur dégagée par la fission d'uranium dans un réacteur nucléaire.

L'énergie nucléaire et le gaz naturel sont les principales sources d'énergie de l'Europe, devant le pétrole brut. Malgré le déclin continu de leur production, les combustibles solides représentent encore environ un sixième de la **production d'énergie primaire** de l'UE. L'accroissement de la part des sources d'énergies renouvelables, dans le solde énergétique de l'UE, est un des principaux objectifs de la politique énergétique de la Communauté.

- Par «consommation intérieure brute», on entend la production primaire après addition des importations, des produits récupérés et des variations de stocks et soustraction des exportations et des fournitures de combustibles aux soutes maritimes (pour les bâtiments de haute mer de tout pavillon). Elle correspond donc à l'énergie nécessaire pour satisfaire la consommation intérieure dans les strictes limites du territoire national.

La part la plus importante de la **consommation intérieure brute totale** est, de loin, celle du pétrole, suivie du gaz naturel et de l'énergie nucléaire.

- **L'intensité énergétique** est le rapport entre la consommation intérieure brute et le PIB, en kilowatthequivalent pétrole/1 000 euros.

- La **consommation d'énergie finale** comprend toutes les formes d'énergie livrées aux consommateurs finals (dans les transports, l'industrie et les autres secteurs), nette des pertes de transformation et de réseau. Elle exclut également la consommation à usage non énergétique, comme la consommation de matières premières dans l'industrie pétrochimique. L'emploi final de produits pétroliers ne concerne que les produits raffinés (par exemple, essence pour moteur, gazole, fioul domestique, kérosène et carburateurs aéronautiques), tandis que l'emploi final de gaz s'effectue principalement sous forme de gaz naturel.
- Les **prix du gaz** et de l'électricité sont collectés depuis 1991 en prenant pour base les catégories de consommateurs et les points de relevé de référence définis par la directive 90/377/CEE du Conseil instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur industriel de gaz et d'électricité.

Les prix du gaz et de l'électricité payés par les utilisateurs domestiques sont collectés sur la base d'une définition des consommateurs et des points de relevé types. La consommation finale des ménages varie beaucoup d'un pays à l'autre en fonction des conditions climatiques et du niveau de vie.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat








- Prix de l'énergie — Données 1990-2001
- Prix de l'électricité — Données 1990-2001
- Prix du gaz — Données 1990-2001
- Bilans de l'énergie 1998-1999

##### Statistiques en bref — Thème 8

- N° 1 Aspects statistiques de l'économie énergétique en 2000
- N° 18 Indisponibilité des centrales nucléaires de 1996 à 2000
- N° 19 L'industrie charbonnière dans l'Union européenne en 2000
- N° 20 Aspects statistiques de l'économie pétrolière en 2000
- N° 21 Importations de charbon et de coke de four 1998-2000
- N° 22 Prix du gaz pour les consommateurs domestiques de l'UE au 1er juillet 2001
- N° 23 Prix du gaz pour l'industrie de l'UE au 1er juillet 2001
- N° 24 Prix de l'électricité pour les consommateurs domestiques de l'UE au 1er juillet 2001
- N° 25 Prix de l'électricité pour l'industrie de l'UE au 1er juillet 2001

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale de l'énergie et des transports»:  
[http://europa.eu.int/comm/dgs/energy\\_transport/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/dgs/energy_transport/index_en.html)

- **Production totale d'énergie primaire. 1 000 tep**
- Production de charbon et de lignite 1 000 tep
- Production de pétrole brut. 1 000 tep
- Production de gaz naturel. 1 000 tep
- Production primaire d'énergie nucléaire. 1 000 tep
- Production d'énergie renouvelable. 1 000 tep
- **Production primaire d'énergie renouvelable: biomasse, énergie hydroélectrique, énergie géothermique, énergie éolienne et énergie solaire. 1 000 tep. EU-15**
- **Importations nettes d'énergie primaire. 1 000 tep**
- Importations nettes de pétrole brut et de produits pétroliers. 1 000 tep
-  - Importations nettes de gaz naturel. 1 000 tep
- Consommation intérieure brute d'énergie primaire. 1 000 tep
- **Intensité énergétique: consommation intérieure brute par unité du PIB aux prix 1995. kgep pour 1 000 EUR**
- Production brute totale d'électricité. GWh. EU-15. Zone euro
-  - Part de marché du plus gros producteur du marché de l'électricité en % de la production totale
- Production d'électricité par origine: charbon. GWh
- Production d'électricité par origine: produits pétroliers. GWh
- Production d'électricité par origine: gaz naturel. GWh
- Production d'électricité par origine: nucléaire. GWh
- Production d'électricité par origine: hydroélectricité. GWh
- Production d'électricité par origine: éolienne. GWh
- Consommation d'électricité des branches «industrie», «transports» et «ménages» GWh. EU-15
-  - Part de l'énergie renouvelable. Contribution de l'électricité provenant de sources renouvelables dans la consommation totale d'électricité
- **Consommation finale d'énergie. 1 000 tep**
- Consommation finale d'énergie par produits pétroliers. 1 000 tep
- Consommation finale d'énergie de l'électricité. 1 000 tep
- Consommation finale du gaz naturel. 1 000 tep
- Consommation finale d'énergie par l'industrie. 1 000 tep
- Consommation finale d'énergie par les transports. 1 000 tep
- **Consommation finale d'énergie des ménages, commerces, services, etc. 1 000 tep**
- **Prix de l'essence sans plomb 95 RON. EUR pour 1 000 litres. Janvier 2002**
- **Prix de gasoil. EUR pour 1 000 litres. Janvier 2002**
- Prix du gaz naturel pour gros usagers industriels types (418 600 GJ par an). EUR par GJ. 1<sup>er</sup> janvier 2002
- Prix de l'électricité pour gros usagers industriels types (24 GJ par an). EUR par kWh. 1<sup>er</sup> janvier 2002
-  - Prix du gaz pour usagers industriels types (41 860 GJ par an). EUR par GJ au 1<sup>er</sup> janvier 2002
-  - Prix de l'électricité pour usagers industriels types (2 GWh par an). EUR par kWh au 1<sup>er</sup> janvier 2002
-  - Prix du gaz naturel pour consommateurs domestiques types (83,70 GJ par an). EUR par GJ au 1<sup>er</sup> janvier 2002
-  - Prix de l'électricité pour consommateurs domestiques types (3 500 Kwh par an). EUR pour 100 kWh au 1<sup>er</sup> janvier 2002



## L'acier

### Un système de déclaration moderne s'appuyant sur une longue tradition

Il existe une longue tradition du contrôle de la production de fer, d'acier et de produits de l'acier. De fait, ce contrôle existe depuis le début de l'intégration européenne, c'est-à-dire depuis l'institution de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en 1951. Le traité CECA a été le premier traité ratifié par la Communauté européenne. Prévu pour une durée de cinquante ans, il a expiré le 23 juillet 2002.

Pendant cette période, la production d'acier ainsi que les produits de l'acier eux-mêmes ont considérablement évolué, si bien que le système de communication de données statistiques a dû évoluer lui aussi. Cette industrie garde toute son importance, avec un système moderne de déclaration des données statistiques.

### Production de fer et d'acier

L'industrie sidérurgique englobe toutes les étapes de production de l'acier, du traitement des matières premières jusqu'à la fabrication des produits finis. Il existe deux méthodes principales de production de l'acier: à partir de gueuses de fonte produites dans des hauts-fourneaux à partir de minerai de fer et d'autres matières brutes (57 % de la production d'acier brut de l'EU-15 en 2001) et par recyclage de ferraille d'acier dans des fours électriques.

La plupart des produits finis de la sidérurgie sont obtenus par laminage à chaud. Les deux principales catégories de produits de base sont les produits longs, tels que les poutres et les fils (39 % de la production par laminage à chaud de l'EU-15 en 2001), et les produits plats tels que les feuillards et les tôles (61 % de la production par laminage à chaud de l'EU-15 en 2001). Il existe différentes qualités d'acier (aciers ordinaires, spéciaux et alliés), et, aujourd'hui, de plus en plus de produits finis sont revêtus.

### Tendances...

L'industrie sidérurgique a gravement souffert dans les pays industrialisés entre le milieu des années 70 et 1987. Les restructurations intervenues à partir de 1980 ont entraîné d'importants gains de productivité par la réduction des capacités et la diminution des effectifs. Des changements cycliques au cours de la décennie suivante ont été à l'origine d'une importante reprise, la production de l'UE ayant atteint un niveau record en 2000 (plus de 163 millions de tonnes d'acier brut) pour baisser légèrement en 2001 (158 millions de tonnes). La production de produits laminés à chaud a été de 141 millions de tonnes en 2001.

### ... et commerce

L'UE est le premier producteur mondial d'acier, suivie par la Chine, le Japon et les États-Unis. Elle en est également le premier exportateur. Les principaux marchés extérieurs de l'acier communautaire sont les États-Unis, l'Asie (y compris le Japon) et les pays de l'AELE. L'effondrement de la demande intérieure dans les pays de l'Europe de l'Est au début des années 90 a entraîné une chute des exportations vers ces pays et une augmentation des importations en provenance de ces mêmes pays. Il y a également eu une forte concurrence de la région sur les marchés tiers. Le repli des économies asiatiques constaté dans la seconde moitié de 1997 a directement et indirectement affecté la balance commerciale de l'UE pour les produits de l'acier, si bien que, pour la première fois, l'UE est devenue un importateur net de produits de l'acier en 1998. Cette situation déficitaire s'est poursuivie en 1999, en 2000 et en 2001.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

— Sidérurgie — Données mensuelles — Abonnement annuel 2002

— 50 ans de traité CECA - Statistiques du charbon et de l'acier

- **Production d'acier brut. 1 000 t**
- **Production de produits sidérurgiques laminés à chaud. 1 000 t**
- Production mondiale de fonte. Millions de tonnes. 1996 et 2001
- Production mondiale d'acier brut. Millions de tonnes. 1996 et 2001
- Importations d'acier CECA par pays de provenance en% du total des importations de l'UE
- Exportations d'acier CECA par pays de destination en % du total des exportations de l'UE
- Exportations d'acier CECA vers des pays tiers, dont tôles, feuillards et bobines. Millions de tonnes
- Importations d'acier CECA en provenance des pays tiers, dont tôles, feuillards et bobines. Millions de tonnes

## La recherche et le développement

### Recherche et développement: un moteur de croissance

La recherche et le développement (R & D) sont un des moteurs de la croissance économique, de la création d'emplois, de l'innovation en matière de nouveaux produits et de l'amélioration de la qualité des produits en général, ainsi que de l'amélioration des soins de santé et de la protection de l'environnement. Lors du sommet de Lisbonne en mars 2000, le Conseil européen a fixé un objectif stratégique clair pour l'Europe dans la prochaine décennie: faire de l'Union européenne l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Eurostat soutient cet objectif ambitieux en fournissant des informations statistiques fiables et pertinentes sur la R & D et l'innovation, ainsi que sur la science et la technologie. Eurostat calcule un certain nombre d'indicateurs et fournit des données permettant des études analytiques approfondies. La plupart des indicateurs sont calculés annuellement et sont disponibles aux niveaux national et régional (niveau NUTS 2 pour la plupart des pays). Selon l'indicateur, on dispose de données non seulement pour les États membres de l'Union européenne, mais également pour d'autres pays membres de l'Espace économique européen, pour les pays candidats, pour le Japon ou les États-Unis. Pour plus de détails, demandez à votre Data Shop les publications *Statistics on science and technology in Europe* et *Statistics on innovation in Europe*. Les adresses des Data Shops figurent à la fin de l'Annuaire.

### Investissements dans la R & D

Pour la plupart, les données sur les dépenses et le personnel de R & D ainsi que sur les crédits budgétaires publics de recherche et développement (CBPRD) sont collectées auprès des instituts nationaux de la statistique.

L'indicateur des dépenses de R & D est un «indicateur prioritaire» de l'effort consacré à la R & D. Les «dépenses intra-muros», c'est-à-dire toutes les dépenses de R & D effectuées au sein d'une unité statistique ou d'un secteur de l'économie, constituent la mesure de base, quelle que soit la source de financement. Parmi les indicateurs disponibles, celui de l'intensité de R & D (c'est-à-dire les dépenses de R & D exprimées en pourcentage du PIB) est particulièrement conseillé pour les comparaisons internationales et il est très important pour comparer les efforts consacrés à la R & D par différents pays.

Si l'intensité de R & D dans l'EU-15 a eu tendance à diminuer au cours des années 90, elle s'est stabilisée vers la fin de la décennie à un niveau d'environ 1,9 %. Comparativement aux États-Unis (2,6 %) et au Japon (3 %), l'UE est à la traîne, mais cela tient essentiellement aux différences constatées dans le secteur des entreprises commerciales. Dans l'UE, l'intensité de R & D est la plus forte en Finlande et en Suède qui font mieux que les pays où les dépenses de R & D sont les plus élevées en termes de volume (Allemagne, France et Royaume-Uni).

En ce qui concerne les ressources humaines, les données sur le personnel de R & D (scientifique et technique) fournissent des indicateurs permettant de faire des comparaisons internationales utiles quant aux ressources consacrées à la R & D. Pour les besoins statistiques, les indicateurs sur le personnel de R & D sont calculés en termes de personnes, c'est-à-dire sous forme de dénombrement des effectifs, en équivalents temps plein (ETP) ou en personnes-année, et par sexe. Au niveau de l'UE, le personnel de R & D exprimé en dénombrement des effectifs proportionnellement à la population active a connu une légère augmentation au cours de la dernière décennie, notamment dans les pays nordiques.

Les CBPRD sont les montants que les pouvoirs publics affectent aux activités de R & D. Les comparaisons entre CBPRD des différents pays donnent une idée de l'importance relative donnée à la R & D financée par les pouvoirs publics. Les statistiques de CBPRD complètent les chiffres ex post sur les dépenses brutes de recherche et de développement (DBRD) «financées par les pouvoirs

publics» et, après ventilation par objectif socio-économique, font ressortir les domaines que les pouvoirs publics considèrent comme importants pour leurs initiatives actuelles et futures. Pour ce qui est de la valeur des CBPRD par rapport au PIB, le Japon a comblé une partie considérable de son retard sur l'UE et les États-Unis depuis la fin des années 80. Les données montrent que les efforts consacrés par les pouvoirs publics aux activités de R & D sont convergents.

### Résultats de la R & D

Les brevets reflètent une partie de l'activité inventive d'un pays et montrent sa capacité à exploiter les connaissances et à les transformer en gains économiques potentiels. Dans ce contexte, les indicateurs fondés sur les statistiques relatives aux brevets sont largement utilisés pour mesurer les résultats de la R & D et servent à évaluer les performances inventives des pays, régions ou industries. Les données sur les brevets publiées dans l'Annuaire Eurostat sont fournies par l'Office européen des brevets (OEB) et le Patent and Trademark Office des États-Unis (USPTO). Les données fournies par l'OEB concernent les demandes de brevets déposées en vertu de la convention sur le brevet européen ou du traité de coopération en matière de brevets et enregistrées par l'Office européen des brevets. Même si toutes les demandes de brevets ne sont pas couronnées de succès, chacune d'elles n'en représente pas moins un effort technique de la part de l'inventeur et, de ce fait, est considérée comme un indicateur approprié du potentiel d'innovation. Comme pour l'effort consacré à la R & D, ce sont les régions allemandes qui déposent le plus de brevets par rapport à leur force de travail. Certaines régions des Pays-Bas, de Finlande, de Suède, de Belgique et du Royaume-Uni se situent parmi les quinze premières régions dans ce domaine. La Finlande et la Suède arrivent en tête pour les brevets de haute technologie et sont très spécialisées dans le domaine de la technologie des communications.

### Ressources humaines

L'importance des secteurs de haute technologie a considérablement augmenté au cours des dernières années, ce qui a eu un impact considérable sur la structure et l'organisation de l'emploi en Europe. Pour pouvoir analyser les secteurs à forte concentration de connaissances et de technologie, Eurostat collecte des données sur l'emploi dans les secteurs manufacturiers de haute technologie et de moyenne-haute technologie, auprès des services à forte concentration de connaissances, dans les secteurs des services de haute technologie, dans d'autres sous-secteurs et des secteurs de référence (pour les définitions, voir «Secteurs de haute technologie» dans le glossaire. Les données sur l'emploi dans les secteurs de haute technologie et les indicateurs dérivés sont obtenus à partir des données provenant de l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT). Les données sont disponibles aux niveaux national et régional. En Europe, le secteur manufacturier de l'Allemagne a un taux élevé d'emploi dans le domaine de la haute technologie et de la moyenne-haute technologie. Dans le secteur des services, les régions du Royaume-Uni sont les plus dynamiques en ce qui concerne l'emploi dans les services à forte concentration de connaissances.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat





- Statistiques de la science et de la technologie en Europe
- Statistiques sur l'innovation en Europe

##### Statistiques en bref — Thème 4

- N° 3 Les dépenses et le personnel de R & D en Europe et ses régions
- N° 4 Les brevets dans l'UE: perspectives internationales, nationales et régionales
- N° 5 Quels budgets les administrations publiques consacrent-elles aux activités de R & D? — étalonnage des performances européennes, américaines et japonaises

#### Vous voulez plus d'informations?

- Contactez votre Data Shop
- <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>
- Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale de la recherche»: [http://europa.eu.int/comm/dgs/research/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/dgs/research/index_en.html)

- Dépenses de recherche et développement en % du PIB, par secteur institutionnel. 2001
-  - Dépenses totales de recherche et développement en % du PIB. Tous secteurs (DIRD)
  - Dépenses de recherche et développement totales. Millions de SPA courants. Tous secteurs
-  - Dépenses de recherche et développement des entreprises en % du PIB. Secteur des entreprises marchandes (DIRDE)
  - Effectifs de recherche et développement en % de la main-d'oeuvre. Tous secteurs
  - Effectifs de recherche et de développement (dénombrement des effectifs), par secteur de l'économie en % des forces de travail. 1999
  - Nombre total de chercheurs
    - Nombre de chercheurs dans le secteur des entreprises commerciales
    - Nombre de chercheurs dans le secteur public
    - Nombre de chercheurs dans le secteur de l'enseignement supérieur
    - Effectif total de chercheurs en équivalent plein temps
    - Nombre de chercheurs dans le secteur des entreprises commerciales en équivalent plein temps
    - Nombre de chercheurs dans le secteur public en équivalent plein temps
    - Nombre de chercheurs dans le secteur de l'enseignement supérieur en équivalent plein temps
  - Total des chercheurs femmes (dénombrement) en % du total des chercheurs
    - Chercheurs femmes dans le secteur des entreprises commerciales (dénombrement) en % du total des chercheurs
    - Chercheurs femmes dans le secteur public (dénombrement) en % du total des chercheurs
    - Chercheurs femmes dans le secteur de l'enseignement supérieur (dénombrement) en % du total des chercheurs
    - Total des chercheurs femmes en équivalent plein temps en % du total des chercheurs
    - Chercheurs femmes dans le secteur des entreprises commerciales en équivalent plein temps en % du total des chercheurs
    - Chercheurs femmes dans le secteur public en équivalent plein temps en % du total des chercheurs
    - Chercheurs femmes dans le secteur de l'enseignement supérieur en équivalent plein temps en % du total des chercheurs
  - Crédits budgétaires publics de recherche et développement en % du PIB
  - Crédits budgétaires publics de recherche et développement (CBPRD) totaux en % du PIB. Comparaison de l'EEE avec les États-Unis et le Japon
    - Recherche et développement civile et de défense en % des crédits budgétaires public de recherche et développement totaux. 2000
  - Demandes totales de brevet européen par pays
-  - Brevets (OEB): nombre de demandes de brevet européen à l'Organisation européenne des brevets par million d'habitants
-  - Brevets (USPTO): nombre de brevets américains accordés par l'USPTO (United States Patent and Trademark Office) par million d'habitants
  - Brevets européens de haute technologie par million d'habitants
    - Emploi dans les secteurs manufacturiers de haute et moyenne-haute technologie en proportion de l'emploi total
    - Emploi dans les secteurs de services à forte concentration de connaissances par rapport à l'emploi total

## La société de l'information

### La société de l'information: une opportunité pour l'Europe...

Les technologies de l'information se développent rapidement de jour en jour. Toutefois, la société de l'information, une société dont la richesse et la croissance sont basées sur son aptitude à gérer efficacement l'information, n'est pas un simple phénomène technique; elle transforme notre façon de communiquer, de faire des affaires et de vivre. La société de l'information offre à l'Europe et à ses citoyens de nouvelles opportunités.

### ... et un défi à relever pour les statisticiens

Le suivi de l'évolution rapide, dont l'internet et d'autres moyens d'information et de communication sont le moteur, représente un défi dont les statisticiens ont bien conscience. Ils doivent repenser leurs outils statistiques et la façon de les utiliser au mieux pour répondre aux nouvelles exigences de données concernant tous les aspects de la société de l'information. Ils coopèrent avec les différents types d'utilisateurs de données pour identifier et analyser les nouveaux besoins.

### La société de l'information dans l'Annuaire Eurostat

L'Annuaire Eurostat a introduit une nouvelle section sur la société de l'information dans son édition 2000, afin de présenter les variables de base concernant ce phénomène, surtout les ordinateurs individuels, les ordinateurs hôtes internet, les internautes et les téléphones mobiles. Pour plus de détails, veuillez contacter un des Data Shops dont les adresses figurent à la fin du présent Annuaire.

— Les données sur le nombre d'ordinateurs personnels (PC) comprennent les PC utilisés à domicile et les PC utilisés au travail. Au printemps 2000, 35 % de la population de l'UE (15 ans et plus) possédaient un ordinateur de bureau à domicile, alors que 29 % utilisaient un tel ordinateur à domicile. En tout, 5 % de la population possédaient un ordinateur portable et 3 % un ordinateur de poche à domicile.

En 2001, 26 millions d'ordinateurs (dont 23 % d'ordinateurs portatifs et 77 % d'ordinateurs de bureau) ont été vendus dans l'UE. Toutefois, dans l'UE, on estimait que le nombre de PC n'avait augmenté que de 8 millions au cours de la même année. Le grand nombre de vieux ordinateurs mis au rebut reflète le progrès technique et la puissance de traitement croissante des nouveaux ordinateurs.

— Les ordinateurs hôtes internet sont des ordinateurs connectés à l'internet qui fournissent des données et services à d'autres ordinateurs.

Le dénombrement automatique des ordinateurs hôtes est, pour de nombreuses statistiques, effectué au niveau national et limité aux domaines de niveau supérieur à indicatif de pays (noms de domaine tels que «.de», «.uk» ou «.fr»). C'est également le cas pour les chiffres indiqués dans cette section. En fonction des inscriptions, certaines statistiques attribuent également des codes de domaines génériques (par exemple, «.com» et «.org») aux pays. On obtient ainsi des chiffres plus élevés que si l'on se limitait à compter les domaines de niveau supérieur à indicatif de pays.

À la fin de 2001, dans l'UE, le nombre d'abonnés à l'internet était environ cinq fois (et le nombre d'internautes neuf fois) plus élevé que le nombre d'ordinateurs hôtes internet.

— Internaute: selon l'enquête *Eurobaromètre* effectuée en novembre 2001, 38 % de la population de l'UE (15 ans et plus), soit 120 millions de personnes, utilisent l'internet. Selon cette même enquête, 69 % des utilisateurs accèdent à l'internet de chez eux (dont 98 % par l'intermédiaire d'un PC, 72 % par l'intermédiaire d'une ligne téléphonique normale, 16 % par l'intermédiaire d'une ligne RNIS et environ 15 % par l'intermédiaire d'une connexion à large bande) et 40 % depuis leur lieu de travail.

En tout, 41 % d'internautes se connectent quotidiennement, 83 % au moins une fois par semaine et 92 % au moins une fois par mois. Dans de nombreuses enquêtes effectuées au niveau national est considérée comme internaute toute personne qui se connecte au moins une fois par mois (fréquence seuil) à l'internet.

— Les téléphones mobiles ont fait leur apparition en Europe au début des années 80. Handicapés par leur poids et leur besoin en énergie, ils ont été, à leur début, surtout utilisés dans les automobiles. Ils sont ensuite devenus plus légers, meilleur marché et techniquement plus évolués, si bien que le marché a peu à peu décollé, surtout dans la seconde moitié des années 90.

Toutefois, la pénétration des téléphones mobiles approche du seuil de saturation. Alors qu'en 2000, dans l'UE, le nombre d'abonnés à un service de téléphonie mobile avait augmenté de 59 %, cette augmentation n'a été que de 15 % en 2001.

Comme pour les lignes téléphoniques principales, la technologie est passée de l'analogique au numérique si bien que, en 2001, la part des téléphones mobiles numériques approchait les 100 % du marché de l'UE. Les statistiques disponibles concernent le nombre d'abonnements au téléphone mobile cellulaire, le nombre de téléphones mobiles utilisés correspondant plus ou moins au nombre d'abonnements.

**Pour en savoir plus:**

**Publications Eurostat**

— **Information society statistics — Pocketbook**

**Statistiques en bref — Thème 4**

— N° 23 **Statistiques sur la société de l'information — Croissance rapide de l'utilisation d'Internet et du téléphone mobile, dans l'Union européenne en 2000**

— N° 34 **Statistiques sur la société de l'information — 4 millions de personnes occupées dans le secteur des technologies de l'information et des communications de l'UE**












**Vous voulez plus d'informations?**

— **Contactez votre Data Shop**

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

— **Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «DG de la Société de l'Information»:**

[http://europa.eu.int/comm/dgs/information\\_society/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/information_society/index_en.htm)

- Nombre d'ordinateurs personnels. Milliers
- Ordinateurs personnels pour 100 habitants.
- Ordinateurs personnels pour 100 habitants. 2001
- Nombre de serveurs Internet. Milliers
- Serveurs Internet pour 100 habitants
- Serveurs Internet pour 100 habitants
- Utilisateurs d'Internet pour 100 habitants
- Nombre d'utilisateurs d'Internet. Milliers
- Utilisateurs d'Internet pour 100 habitants
- Nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile. Milliers
- Abonnés aux services de téléphonie mobile pour 100 habitants
- Abonnés aux services de téléphonie mobile pour 100 habitants
-  - **Niveau d'accès à Internet: ménages. Pourcentage de ménages qui ont accès à Internet à domicile**
-  - **Niveau d'accès à Internet: entreprises. Pourcentage d'entreprises qui ont accès à Internet. 2001**
-  - **Dépenses TIC: dépenses TIC. Dépenses pour les technologies de l'information en % du PIB**
-  - **Dépenses TIC: dépenses pour les télécommunications. Dépenses pour les technologies de télécommunication en % du PIB**
-  - **Prix des télécommunications: appels locaux. Niveau et évolution des prix du marché des télécommunications. EUR pour un appel de 10 min.**
-  - Prix des télécommunications: appels nationaux. Niveau et évolution des prix du marché des télécommunications. EUR pour un appel de 10 min.
-  - Prix des télécommunications: appels vers les États-Unis. Niveau et évolution des prix du marché des télécommunications. EUR pour un appel de 10 min.
-  - **Part de marché de l'opérateur titulaire dans les communications fixes — appels locaux — en % du marché total. 2001**
-  - Part de marché de l'opérateur titulaire dans les communications fixes — appels longue distance — en % du marché total. 2000
-  - Part de marché de l'opérateur titulaire dans les communications fixes — appels internationaux — en % du marché total. 2000
-  - Part de marché de l'opérateur titulaire dans les communications mobiles en % du marché total. 2001



## L'agriculture

### Les statistiques agricoles ne datent pas d'hier

La politique agricole commune (PAC) a été un des principaux domaines d'action de l'Union européenne pendant des décennies, depuis la création de la Communauté économique européenne. De fait, en 2002, la PAC a absorbé environ 47 % du budget de l'UE. Pour pouvoir utiliser ces ressources de manière efficace, l'UE doit disposer d'un système complet de statistiques agricoles, y compris sur la structure des exploitations et la production agricole, ainsi que de statistiques économiques.

Eurostat offre, sur l'agriculture, des données plus détaillées que celles qui sont présentées dans l'Annuaire Eurostat. Ces données peuvent provenir des domaines respectifs de la base de données NewCronos: «Eurofarm» pour l'enquête sur la structure des exploitations agricoles, «Zpa1» pour la production agricole et animalière, «Prag» pour les prix et indices des prix agricoles et «Cosa» pour les comptes agricoles. Si vous souhaitez obtenir des données provenant de ces domaines NewCronos, veuillez vous adresser à un des Data Shops Eurostat dont les adresses figurent à la fin du présent Annuaire.

### Enquête sur la structure des exploitations agricoles

Effectuée environ tous les deux ans dans l'ensemble de l'UE, l'enquête sur la structure des exploitations agricoles a pour principal objectif de mesurer la taille (aussi bien physique qu'économique) de ces dernières. La dernière enquête pour laquelle on dispose de la totalité des chiffres a été effectuée en 2000. Entre 1997 et 2000, le nombre d'exploitations agricoles a diminué (- 3,1 %) dans l'UE, alors que leur taille moyenne en superficie agricole utilisée (SAU) a augmenté (+ 1,7 %).

L'enquête fournit également des informations permettant de classer les exploitations agricoles en fonction du type de production. La marge brute standard (MBS) permet de mesurer différentes productions agricoles sur une base commune. Elle représente fondamentalement la différence entre la valeur de la production et certains coûts de production. Elle est mesurée pour chaque type de production végétale et animale. Les exploitations agricoles spécialisées sont celles dont plus de deux tiers de leur MBS sont réalisés dans une des catégories principales suivantes: horticulture, cultures permanentes, élevage de bétail herbivore ou granivore (porcs et volailles). Les exploitations agricoles non spécialisées ou mixtes sont celles dont moins de deux tiers de la MBS sont réalisés dans une des catégories principales susmentionnées.

La main-d'œuvre agricole est mesurée de deux manières. Dans l'enquête sur la structure des exploitations agricoles, la main-d'œuvre agricole inclut l'ensemble des personnes occupées dans les exploitations agricoles, y compris l'exploitant et sa famille. Le système européen de comptes économiques intégrés (SEC) définit la main-d'œuvre agricole comme étant l'emploi dans les activités agricoles. Entre 1997 et 2000, le volume de la main-d'œuvre agricole de l'UE, exprimé en unités de travail annuel (UTA), a diminué (- 9,8 %).

### Production

Les céréales constituent, en volume, la principale production agricole de la Communauté. Étant devenue autosuffisante, l'UE exporte une grande partie de sa production céréalière. Depuis 1993, la nouvelle PAC a aligné l'offre sur la demande en associant un système de subventions aux producteurs céréaliers à un programme obligatoire de mise en réserve de terres arables. L'UE est le premier producteur mondial de vin (plus de la moitié de la production totale). La majeure partie de la production est consommée en Europe, mais les échanges avec les autres continents (en particulier l'Amérique et l'Asie) suivent une courbe ascendante. En 2001, dans l'UE, la collecte du lait a été pratiquement stable. Par contre, la production de fromage a augmenté de 4.6 % de 1997 à 2001, ce qui confirme l'évolution des habitudes alimentaires des consommateurs qui se tournent de plus en plus vers ce type de produit.

Depuis 1996, l'évolution globale des marchés de la viande dans l'UE s'est caractérisée par une forte instabilité. En 1996, la première crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) a durement touché le secteur bovin. La confiance des consommateurs est progressivement revenue et la production de bétail a repris. Une seconde crise d'ESB a eu lieu en novembre 2000, suivie d'une troisième en 2002. En 1999, la production globale de viande dans l'UE a été de 38 millions de tonnes réparties comme suit: porc (46 %), volailles (24 %), bœuf et veau (19 %), mouton et chèvre (3 %) et autres viandes (8 %).

### Prix

L'indice des prix à la production couvre les ventes de produits végétaux et animaux (output) de l'agriculture au reste de l'économie. La part des produits végétaux et animaux dans le total des ventes de l'agriculture varie d'un État membre à l'autre. L'indice des prix d'achat couvre les achats de moyens de production agricole (input). Les indices sont calculés à partir des prix à la production, hors TVA. L'indice des prix agricoles peut être déflaté à partir de l'indice des prix à la consommation. En 2001, on a constaté par rapport à 2000 une augmentation (+ 2,2 %) de l'indice déflaté des prix des produits agricoles, ainsi que de celui des prix des moyens de production agricole (+ 1,1 %).

### Comptes économiques de l'agriculture

En vertu de la nouvelle méthodologie des comptes économiques de l'agriculture (CEA 97), la production agricole comprend toute la production (agricole) vendue par les unités agricoles, stockée dans les exploitations agricoles ou utilisée pour transformation ultérieure par les producteurs agricoles. De plus, elle comprend les produits intraconsommés sur l'exploitation pour l'alimentation des animaux ainsi que la production pour compte propre de biens de capital fixe et la production destinée à la consommation propre des unités agricoles.

La valeur ajoutée brute aux prix de base est calculée en déduisant la consommation intermédiaire de la valeur de la production du secteur agricole (qui comprend, en plus de la production agricole, la production d'activités secondaires non agricoles inséparables de l'activité agricole principale). Par définition, l'indicateur du revenu agricole A est l'indice de revenu réel des facteurs dans l'agriculture, par unité de travail annuel. Cet indicateur correspond à la valeur ajoutée nette réelle au coût des facteurs de l'agriculture, par unité de travail annuel total. La valeur ajoutée nette au coût des facteurs est calculée en soustrayant la consommation de capital fixe de la valeur ajoutée brute aux prix de base et en ajoutant la valeur des (autres) subventions moins les impôts sur la production. On estime que, dans l'UE, le revenu tiré de l'activité agricole a augmenté de 6,5 % en 2001 par rapport à 2000.

#### Pour en savoir plus:

##### Publications Eurostat

- Prix agricoles — Indices de prix et prix absolus
- Agriculture — Annuaire statistique 2001

##### Statistiques en bref — Thème 5

- N° 1 Évolution des prix agricoles dans l'UE
- N° 7 L'agriculture européenne au féminin
- N° 8 Augmentation du revenu agricole de l'EU-15 en 2000 confirmée: + 1,9 % en termes réels
- N° 10 Enquête de novembre/décembre 2000 sur le cheptel bovin

- **Nombre d'exploitations. Milliers**
- **Proportion d'exploitations pratiquant l'agriculture biologique. 2000. %**
- Nombre d'exploitations, superficie agricole < 5 ha. Milliers
- Nombre d'exploitations, superficie agricole 5- < 20 ha. Milliers
- Nombre d'exploitations, superficie agricole 20- < 50 ha. Milliers
- Nombre d'exploitations, superficie agricole > = 50 ha. Milliers
- Superficie en céréales. 1 000 ha
- Exploitations avec culture de céréales. Milliers
- Superficie en betterave sucrière. 1 000 ha
- Superficie en tournesol. 1 000 ha
- Superficie en herbage. 1 000 ha
- Jachères 1 000 ha
- Vignobles. 1 000 ha
- Herbage. 1 000 ha
- **Nombre de vaches laitières. Milliers**
- **Nombre d'exploitations avec vaches laitières. Milliers**
- Nombre de têtes de bétail. Milliers
- Nombre d'ovins. Milliers
- **Nombre de porcins. Milliers**
- **Nombre de volailles. Millions**
- Main-d'œuvre totale. 1 000 UTA
- Main-d'œuvre familiale. 1 000 personnes
- Main-d'œuvre régulière à plein temps. 1 000 personnes
- Main-d'œuvre régulière à temps partiel. 1 000 personnes
- **Chefs d'exploitation. 1 000 personnes**
- **Femmes chefs d'exploitation. 1 000 personnes**
- **Main-d'œuvre régulière. 1 000 personnes**
- **Main-d'œuvre régulière féminine. 1 000 personnes**
- **Exploitant = personne physique. 1 000 personnes**
- **Exploitants < 35 ans. 1 000 personnes**
- **Exploitants >= 65 ans. 1 000 personnes**
- **Production de céréales. 1 000 t**
- **Rendements céréaliers. 100 kg par ha. EU-15**
- Production de blé. 1 000 t
- Production de vin. 1 000 hl
- Production de tomates. 1 000 t
- Production de pommes. 1 000 t
- **Collecte de lait de vache. 1 000 t**
- Production de beurre. 1 000 t
- Production de poudre de lait. 1 000 t
- Production de fromage. 1 000 t
- **Production et utilisation du lait à la ferme. Données annuelle. 1 000 kg du lait**

- **Production de viande: production indigène brute. 1 000 t**
- **Production de viande: porc (1 000 t)**
- Production de viande: volaille (1 000 t)
- **Production de viande: bétail (1 000 t)**
- Production de viande: ovins et caprins (1 000 t)
- Indices des prix à la production, nominaux; production agricole totale. 1995 = 100
- **Indices des prix à la production, déflatés; production agricole totale. 1995 = 100**
- Indices des prix à la production, nominaux; cultures. 1995 = 100
- Indices des prix à la production, déflatés; cultures. 1995 = 100
- Indices des prix à la production, nominaux; animaux et produits d'origine animale. 1995 = 100
- Indices des prix à la production, déflatés; animaux et produits d'origine animale. 1995 = 100
- Indices des prix d'achat, nominaux; moyens de production agricole totaux. 1995 = 100
- **Indices des prix d'achat, déflatés; moyens de production agricole totaux. 1995 = 100**
- Production végétale. Millions ECU/EUR
- Production animale. Millions ECU/EUR
- Valeur ajoutée aux prix de base du secteur agricole. Millions ECU/EUR
- **Indicateur A du revenu de l'activité agricole. 1995 = 100**
- Valeur ajoutée aux prix de base du secteur sylvicole. Millions ECU/EUR

## La sylviculture

### Différents points de vue (statistiques) sur la forêt

Les forêts présentent de nombreux avantages, notamment du point de vue économique et écologique.

Les forêts et les espaces boisés couvrent plus de 40 % du territoire de l'UE, soit à peu près l'équivalent de la surface agricole de l'UE. Par contre, la part de la valeur ajoutée brute représentée par la sylviculture dans le produit intérieur brut n'était que de 0,17 % en 1997 (pourcentage calculé pour les États membres pour lesquels des données étaient disponibles). Les produits dérivés du bois et l'industrie du papier (à l'exclusion de l'industrie du meuble) représentaient environ 2 % de la valeur ajoutée totale de l'UE. Environ 300 000 personnes travaillent dans la sylviculture et environ 1,7 million dans l'industrie des produits dérivés du bois et l'industrie du papier.

Toute la superficie boisée n'est pas utilisée pour produire du bois: une partie peut servir à la protection des terres; d'autres peuvent tout simplement ne pas être accessibles à la coupe du bois. De plus, il n'est pas possible d'effectuer des coupes de bois tous les ans: selon la classe d'âge et la densité de la forêt, on ne peut récolter qu'une certaine quantité de bois dans une année donnée. L'âge auquel les arbres peuvent être abattus varie selon les essences et les régions. En moyenne, il est d'environ 100 ans.

### Les données mondiales sur les forêts nécessitent une analyse locale plus poussée

Malgré les différences considérables concernant les forêts de l'Union européenne (structures différentes des ressources biologiques et économiques), les chiffres disponibles aujourd'hui ne conviennent que pour des descriptions générales de la production et des aspects environnementaux des forêts. Ils peuvent par exemple faire ressortir des problèmes ne jouant aucun rôle au niveau local. Par contre, ils peuvent également masquer des problèmes qui pourraient être essentiels d'un point de vue régional. L'évaluation des dégâts potentiels (naturels ou dus à l'homme) causés aux forêts en est un exemple. Bien que les conséquences économiques des dégâts puissent actuellement n'avoir qu'une importance mineure au niveau mondial, les conséquences environnementales peuvent être considérables dans les régions concernées.

### Les données sur la sylviculture proviennent de différentes sources

Les données sur les forêts (structure, superficies, par exemple) viennent essentiellement des évaluations des ressources forestières effectuées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Pour répondre aux exigences au niveau européen, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), siégeant à Genève, gère une évaluation des ressources forestières des zones tempérées et boréales (TBFRA) couvrant tous les membres de la CEE-ONU, y compris tous les pays candidats. La Commission participe à la préparation de cette TBFRA.

Les données sur le bois et les produits dérivés du bois proviennent du questionnaire commun géré par le groupe de travail intersecrétariats du secteur forestier incluant la FAO, la CEE-ONU, l'ITTO (Organisation internationale des bois tropicaux — OIBT) et Eurostat. Chaque organisation est chargée de gérer les données d'un groupe de pays, Eurostat ayant l'entière responsabilité des données concernant les pays de l'UE et de l'AELE.

#### Further reading:

##### Publications Eurostat

— Comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture et statistiques du volume de la main-d'œuvre agricole - Données 1973-2001

##### Statistiques en bref — Thème 5

— N° 9 Forêts: bois et produits dérivés du bois

— N° 17 Forest and environment

— N° 01/2003 Statistiques agricoles — Bulletin trimestriel

- Catégories de forêts (TBFRA 2000)
- Production totale de bois rond. 1 000 m<sup>3</sup>
- **Production totale de bois de sciage. 1 000 m<sup>3</sup>**
- Production totale de papier et de carton. 1 000 t

## La pêche

### **La pêche: une politique commune pour les ressources, la production et les marchés**

La politique commune de la pêche (PCP) est une des politiques majeures de l'Europe; elle comprend un certain nombre d'éléments dont une politique structurelle, une politique de gestion des marchés et une politique de gestion des ressources.

Même si, globalement, la pêche est relativement peu importante sur le plan économique (elle représente moins de 1 % du PIB des États membres de l'UE), elle peut avoir une importance sociale et économique au niveau régional.

En outre, très peu de ressources halieutiques peuvent être gérées localement. L'UE a donc un rôle majeur à jouer sur le plan international, aussi bien dans les délibérations au sein des organisations internationales que dans les négociations avec les pays tiers.

### **Le télescope statistique sur la pêche**

La base de données d'Eurostat sur les statistiques de la pêche est conçue pour donner un soutien statistique aux divers aspects de la politique commune de la pêche; elle comprend des données sur les sujets suivants:

- captures par régions de pêche pour tous les pays du monde;
- production aquicole de tous les pays du monde;
- synthèse du commerce extérieur de produits de la pêche pour tous les pays;
- bilan de l'offre de produits de la pêche;
- débarquements de produits de la pêche dans les pays de l'EEE;
- statistiques sur les flottes de pêche pour les pays de l'EEE;
- emploi dans le secteur de la pêche.

### **Concepts, définitions et formats standard**

Les données sont dérivées de sources nationales officielles, directement par Eurostat pour les pays membres de l'EEE ou indirectement par d'autres organisations internationales pour d'autres pays.

Les données utilisent des concepts et définitions internationalement reconnus et élaborés par le groupe de travail de coordination des statistiques des pêches qui comprend Eurostat et douze autres organisations internationales assumant des responsabilités dans le domaine des statistiques de la pêche.

### **Profiter des avantages de la base de données d'Eurostat sur la pêche**

Grâce à l'utilisation de concepts, de définitions et de formats standard couvrant un large éventail de sujets relatifs à la pêche, la base de données d'Eurostat sur la pêche est une des sources les plus complètes et les plus faciles à utiliser qui soient.

Votre Data Shop Eurostat vous aidera à obtenir plus de détails à partir de la base de données sur la pêche. Les adresses des Data Shops figurent à la fin du présent Annuaire.

### **Quelques résultats**

- Dans l'EEE, les captures de produits de la pêche sont restées relativement stables (entre 9 et 12 millions de tonnes par an) au cours de la dernière décennie, ce qui reflète bien la situation de ressources limitées et le strict respect des principes de gestion de la pêche dans la plupart des cas.

- Les principaux pays de pêche de l'EEE sont la Norvège, l'Islande et le Danemark, qui représentaient respectivement 25, 18 et 14 % du total des captures de l'EEE en 2000.
- L'Atlantique du Nord-Est est la principale région de pêche des pays de l'EEE. Elle représentait 87 % du total en 2000, suivie de la Méditerranée (5 %), de l'Atlantique du Centre-Est (4 %) et de l'Atlantique du Nord-Ouest (1 %).
- La production aquicole de l'EEE est passée de 1,1 million de tonnes en 1990 à 1,8 million de tonnes en 2000. Les principaux pays producteurs sont la Norvège (saumon de l'Atlantique), l'Espagne et la France (mollusques).
- L'importance de la flotte de pêche de l'EEE est restée relativement stable ces dernières années et elle représentait un tonnage brut total de plus de 2,5 millions de tonnes en 2001.

### Pour en savoir plus:

#### Publications Eurostat

— Pêche — Annuaire 2002

— La pêche européenne en chiffres

#### Statistiques en bref — Thème 5

— N° 18 La pêche de l'EEE dans l'Atlantique du Nord-Ouest

— N° 19 Production de la pêche en 1999

— N° 20 La flotte de pêche de l'EEE en 2000

— N° 21 La pêche en Méditerranée

— N° 22 European aquaculture, 1999

— N° 24 Captures dans l'Atlantique Nord-Est

#### Vous voulez plus d'informations?

— Contactez votre Data Shop

— <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat>

— Les données d'Eurostat servent à alimenter la discussion politique en Europe. Regardez le site web de la «Direction générale de la pêche»:

[http://europa.eu.int/comm/dgs/agriculture/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/agriculture/index_en.htm)



- **Production totale de l'aquaculture. 1 000 t poids vif**
- **Captures annuelles dans toutes les régions. 1 000 t poids vif**
- Captures annuelles dans toutes les régions en % des captures totales au niveau mondial
- Captures annuelles dans l'Atlantique du Nord-Est. 1 000 t poids vif
- Captures annuelles dans l'Atlantique du Nord-Ouest. 1 000 t poids vif
- Captures annuelles dans l'Atlantique du Centre-Est. 1 000 t poids vif
- Captures annuelles dans la Méditerranée. 1 000 t poids vif
- **Flotte de pêche. Puissance totale. kW**
- Flotte de pêche. Tonnage total. GT

## L'agriculture et l'environnement

### L'agriculture et l'environnement: une relation à plusieurs facettes

La relation entre l'agriculture et l'environnement est à deux facettes. D'un côté, l'agriculture contribue à la protection de la biodiversité ainsi qu'à la préservation et à l'enrichissement des paysages. De l'autre, elle peut, en raison de l'utilisation intensive d'engrais et de l'emploi excessif de pesticides, altérer l'environnement. L'élevage intensif est une source d'émissions de méthane et d'ammoniac. L'irrigation à grande échelle peut entraîner une diminution du niveau des nappes d'eaux souterraines et superficielles, avec un impact négatif sur la flore et la faune, ou la salinisation progressive des eaux souterraines dans les régions côtières.

### L'agriculture biologique

L'agriculture biologique est un exemple d'agriculture durable. Elle s'est développée à l'échelle mondiale en réponse à la sensibilisation accrue des consommateurs aux produits biologiques et à l'accroissement de la demande. Le premier règlement de l'UE concernant l'agriculture biologique [règlement (CEE) n° 2092/91] a été rédigé en 1991. Depuis sa mise en œuvre en 1992, de nombreuses exploitations agricoles de l'UE se sont converties aux méthodes de production biologique. Ce règlement a défini, pour les États membres, les procédures de déclaration des données sur l'agriculture biologique à la Commission européenne.

### L'utilisation intensive d'engrais

L'utilisation intensive d'engrais a un impact négatif sur l'environnement. Le maintien d'un bon équilibre entre nutriments ajoutés au sol et nutriments prélevés par la culture, par exemple, est indispensable pour assurer une utilisation optimale des ressources et limiter les problèmes de pollution, en particulier ceux qui sont associés aux excédents d'azote (et de phosphate). Un excédent de nutriments visant à répondre aux besoins immédiats des plantes cultivées peut être une source potentielle de dommage écologique pour les eaux de surface et les eaux souterraines, ainsi que pour la qualité de l'air. Il peut également contribuer au réchauffement global de la planète.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) compile des informations sur les engrais commerciaux. Au niveau des pays, les données sont collectées par le biais de questionnaires annuels personnalisés, de fichiers électroniques et d'accès à des sites web du pays, de publications nationales/internationales, de visites effectuées dans le pays par des statisticiens de la FAO et de rapports de représentants de la FAO dans les pays membres.

### L'usage excessif de pesticides

Le recours excessif à des pesticides, c'est-à-dire à des produits de protection des végétaux, a un impact négatif sur la biodiversité et augmente le risque d'infiltration dans les sources d'eau potable et dans la chaîne alimentaire. Certaines mesures agroenvironnementales de la politique agricole commune [règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil] encouragent les agriculteurs à réduire l'usage de pesticides en les dédommageant des éventuelles pertes de revenu attribuées à l'utilisation de niveaux moindres de moyens de production, en particulier de pesticides. L'Association européenne de protection des récoltes fournit des données sur les produits de protection des végétaux à Eurostat.

- Superficie consacrée à l'agriculture biologique. ha
- Nombre d'exploitations biologiques
- Consommation d'engrais commerciaux. Total. En tonnes de principes actifs
- Consommation d'engrais commerciaux. Azote. En tonnes de principes actifs
- **Consommation d'engrais commerciaux. Phosphate. En tonnes de principes actifs**
- Consommation d'engrais commerciaux. Potasse. En tonnes de principes actifs
- **Volume de produits phytosanitaires vendus. Total. En tonnes de principes actifs**
- Volume de produits phytosanitaires vendus. Fongicides. En tonnes de principes actifs
- Volume de produits phytosanitaires vendus. Herbicides. En tonnes de principes actifs
- Volume de produits phytosanitaires vendus. Insecticides. En tonnes de principes actifs
- Ventes totales de pesticides dans EU-15. t d'ingrédients actifs



**Administration centrale**

L'administration centrale comprend tous les organismes administratifs de l'État et autres organismes centraux dont la compétence s'étend sur la totalité du territoire, à l'exception des administrations de sécurité sociale de l'administration centrale.

**Administrations d'États fédérés**

Unités institutionnelles distinctes qui exercent certaines fonctions d'administration à un niveau inférieur à celui de l'administration centrale et supérieur à celui des unités institutionnelles publiques locales, à l'exception des administrations de sécurité sociale.

**Administrations de sécurité sociale**

Unités institutionnelles centrales, fédérées et locales, dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales et qui répondent aux deux critères suivants: i) certaines catégories de la population sont obligées — en vertu de dispositions légales ou réglementaires — de participer au régime ou de verser des cotisations; ii) indépendamment de leur rôle d'organisme de tutelle ou en tant qu'employeur, les administrations publiques sont responsables de la gestion de ces unités pour ce qui concerne la fixation ou l'approbation des cotisations et des prestations.

**Administrations locales**

Les administrations locales comprennent toutes les administrations publiques (à l'exception des administrations locales de sécurité sociale) dont la compétence s'étend seulement sur une subdivision locale du territoire économique.

**Administrations publiques**

Le secteur des administrations publiques comprend toutes les unités institutionnelles dont la production est destinée à la consommation individuelle et collective et qui sont essentiellement financées par des contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs et/ou toutes les unités institutionnelles dont l'activité principale est la redistribution du revenu et de la richesse nationale. Le secteur des administrations publiques est subdivisé en quatre sous-secteurs: administration centrale, administrations d'États fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale.

**Aquaculture**

Élevage d'organismes aquatiques, notamment poissons, mollusques et crustacés et plantes aquatiques. Cette activité suppose une certaine forme d'intervention dans le processus d'augmentation de la production, par exemple la mise en charge régulière, l'alimentation et la protection contre les prédateurs. Elle implique également la propriété individuelle ou collective du stock en

élevage ou des droits résultant de dispositions contractuelles en ce qui le concerne.

**Balance des paiements**

Dans le cadre de la balance des paiements, le solde de chaque poste (balance des biens, balance des services, etc.) est égal à la différence entre les exportations (crédits) et les importations (débits). La balance est excédentaire lorsque les exportations sont supérieures aux importations et elle est déficitaire dans le cas contraire.

**— Transferts de capital**

Dans le cadre de la balance des paiements, les transferts de capital couvrent les transferts de propriété d'actifs fixes, les transferts de fonds liés ou subordonnés à l'acquisition ou à la cession d'actifs fixes, ou la remise sans contrepartie de dettes par des créanciers.

**— Services de communication**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les deux principales catégories de communications internationales entre résidents et non-résidents: services de télécommunication et services postaux (y compris les messageries).

**— Services d'informatique et d'information**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les transactions de données informatiques et d'informations de presse entre résidents et non-résidents.

**— Services de bâtiment et travaux publics**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les travaux de construction et d'installation effectués par des salariés d'une entreprise à l'extérieur du territoire économique de cette dernière. Les travaux sont généralement effectués pendant une période de courte durée. Les biens importés par l'entreprise pour la réalisation des travaux sont inclus dans la valeur de ces services plutôt que dans celle des biens.

**— Services financiers**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les services d'intermédiation financière et les services financiers auxiliaires entre résidents et non-résidents.

**— Services fournis ou reçus par les administrations publiques, non compris ailleurs**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste est une catégorie résiduelle couvrant tous les services fournis ou reçus par le secteur public ou les organisations internationales ou régionales et ne figurant dans aucun des autres sous-postes des services (tels que les services financiers, les services d'assurances, les services de communication, etc.).

— **Revenus**

Dans le cadre de la balance des paiements, les revenus se subdivisent en deux rubriques: la rémunération des salariés qui recouvre les traitements, salaires et autres émoluments, en espèces ou en nature, versés à des individus en paiement du travail effectué pour le compte d'unités économiques dont le lieu de résidence est différent du leur; les revenus des investissements qui couvrent les revenus qu'une entité résidente tire de la détention d'avoirs financiers extérieurs et les revenus que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers investis dans l'économie déclarante. Sont inclus les intérêts et dividendes des investissements directs, des investissements de portefeuille et autres investissements.

— **Services d'assurances**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre la fourniture de divers types d'assurances à des non-résidents par des compagnies d'assurances résidentes et vice versa.

— **Négoce international et autres services liés au commerce**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les commissions sur les transactions de biens et services entre: (i) les négociants, courtiers en produits, distributeurs et commissionnaires résidents et (ii) les non-résidents.

— **Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre un large éventail de services tels que les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion et de relations publiques, les services de publicité et d'études de marché, les services de recherche et développement, les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services agricoles et miniers ainsi que le traitement ou la transformation sur place, etc.

— **Location-exploitation**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre la location et l'affrètement de navires, d'avions et de matériel de transport sans équipage entre résidents et non-résidents.

— **Autres services aux entreprises**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste inclut le négoce international et les autres services liés au commerce, la location-exploitation, ainsi que divers services aux entreprises spécialisés et techniques.

— **Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les services audiovisuels et

connexes ainsi que les autres services culturels fournis par des résidents à des non-résidents et vice versa.

— **Redevances et droits de licence**

Dans le cadre de la balance des paiements, ce poste couvre les flux de paiements et de recettes entre résidents et non-résidents qui sont liés à l'utilisation légale d'actifs incorporels non financiers non produits et de droits de propriété et à l'exploitation, dans le cadre d'accords de licence, des œuvres originales ou des prototypes créés.

**Bois de sciage**

Bois produit par sciage en long ou selon un procédé d'équarrissage et qui, à quelques exceptions près, fait plus de 5 mm d'épaisseur.

**Brevets de haute technologie**

Les brevets de haute technologie sont comptés selon les critères établis par le rapport statistique trilatéral où les domaines techniques suivants sont définis comme étant de haute technologie: équipement informatique et équipement de bureau automatisé, micro-organismes et génie génétique, aviation, technologie des communications, semi-conducteurs et lasers.

**Captures**

Captures de produits de la pêche (poissons, mollusques, crustacés et autres animaux aquatiques, résidus et plantes aquatiques), quel qu'en soit l'usage (commercial, industriel, sportif ou de subsistance), par tous les types et catégories d'unités de pêche (pêcheurs, bateaux, engins, etc.) opérant aussi bien en eau douce et saumâtre à l'intérieur des terres qu'en zones de pêche côtière, extracôtière et hauturière. La production de l'aquaculture n'est pas prise en compte. Les captures sont normalement exprimées en équivalents poids vif et obtenues par application de coefficients de conversion au poids débarqué ou au poids du produit. Comme telles, les statistiques sur les captures excluent les quantités qui sont capturées, mais qui, pour diverses raisons, ne sont pas débarquées.

**Causes de décès**

L'analyse des causes de décès se fonde sur la cause ayant provoqué le décès comme indiqué à la section B du certificat de décès. Les causes de décès sont définies par référence à la classification internationale des maladies de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), adoptée par la plupart des pays. Bien que les définitions soient harmonisées, les statistiques peuvent ne pas être entièrement comparables, étant donné que les classifications peuvent différer lorsque la cause du décès est multiple ou difficile à évaluer ou en raison de procédures de notification différentes.

**Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires comprend les totaux facturés par l'unité d'observation pendant la période de référence. Il correspond aux ventes de biens et services à des tiers. Le chiffre d'affaires inclut tous les droits et taxes appliqués aux biens ou services facturés par l'unité, à l'exception de la TVA facturée par cette dernière à ses clients et d'autres taxes déductibles similaires directement liées au chiffre d'affaires. Il comprend également tous les frais (transport, emballage, etc.) répercutés sur le client, même s'ils figurent séparément dans la facture. Les réductions de prix, rabais et remises, ainsi que la valeur des emballages retournés, doivent être déduits. Les revenus classés comme autres revenus d'exploitation, revenus financiers et revenus exceptionnels dans les comptes de la société sont exclus du chiffre d'affaires. Les subventions d'exploitation versées par les autorités publiques ou les institutions de l'Union européenne sont également exclues. Pour les classes 66.01 et 66.03 de la NACE rév. 1, l'intitulé correspondant de cette caractéristique est «primes brutes souscrites».

**Chômeur**

Toute personne remplissant les trois conditions suivantes est considérée comme étant au chômage: être sans emploi pendant la semaine de référence, être en mesure de commencer à travailler dans un délai de deux semaines, avoir activement recherché un emploi à un moment donné au cours des quatre semaines précédentes. En outre, les personnes au chômage comprennent celles qui n'ont pas d'emploi, mais qui en ont déjà trouvé un qu'elles doivent commencer plus tard. La durée du chômage est définie par la durée de recherche d'un emploi ou par le laps de temps qui s'est écoulé depuis la perte du dernier emploi (s'il est inférieur à la durée de recherche d'un emploi).

**CITE**

Classification internationale type de l'éducation élaborée en 1976 par l'Unesco.

**CITE 97**

La classification internationale type de l'éducation (CITE) est un instrument de classement permettant d'élaborer des statistiques sur l'éducation au niveau international. Elle couvre deux variables de classification croisée: les niveaux d'éducation et les domaines d'études avec les dimensions complémentaires de l'orientation générale/professionnelle/préprofessionnelle et de la destination vers l'enseignement/le marché du travail. La version actuelle, CITE 97 (voir

<http://unesco.stat.unesco.org/en/pub/pub0.htm>), a été mise en œuvre pour la première fois dans les pays de l'Union européenne pour collecter les données de l'année scolaire 1997/1998.

Les changements dans la CITE ont altéré la comparabilité des séries chronologiques, en particulier en ce qui concerne le niveau 3 (enseignement secondaire du deuxième cycle) et le niveau 5 (premier cycle de l'enseignement supérieur). La CITE 97 a introduit un nouveau niveau, le niveau 4: enseignement postsecondaire qui n'est pas du supérieur (ce niveau était précédemment inclus dans les niveaux 3 et 5 de la CITE). Le niveau 6 de la CITE 97 ne se rapporte qu'au niveau du doctorat. La CITE 97 distingue sept niveaux d'éducation.

**Citoyens nationaux**

Personnes ayant la nationalité du pays dans lequel elles résident effectivement.

**Citoyens non nationaux**

Personnes n'ayant pas la nationalité du pays dans lequel elles résident effectivement.

**Commerce**

Commerce de gros, intermédiaires du commerce, commerce de détail et réparation de biens de consommation et de véhicules.

**Consommation de capital fixe**

Valeur, aux prix de remplacement, des biens de capital fixe reproductibles qui se sont dépréciés au cours de la période comptable (généralement un an) par suite d'usure normale, d'obsolescence prévisible et d'un taux normal de dommages accidentels. L'obsolescence imprévue, les catastrophes majeures et l'épuisement des ressources naturelles ne sont pas inclus.

**Consommation des ménages**

La consommation des ménages correspond à la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins du ménage. Elle couvre les achats effectifs de biens et services, l'autoconsommation (par exemple les produits des jardins familiaux) ainsi que les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire.

**Consommation intermédiaire**

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et services utilisés comme entrées au cours de la production (à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe). Les biens et services peuvent être soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production.

**Cotisations sociales**

Les cotisations sociales sont payées, à titre obligatoire ou volontaire, par les employeurs, les salariés, les travailleurs indépendants et les personnes n'exerçant pas d'activité rémunérée. Elles sont de deux types: cotisations réelles ou cotisations imputées.

**Cours de formation professionnelle continue**

Activités uniquement conçues pour assurer une formation professionnelle continue en dehors du lieu de travail, par exemple dans une salle de classe ou dans un centre de formation, au cours desquelles un groupe de personnes reçoit une instruction dispensée par des enseignants/instructeurs/conférenciers pendant une période précisée à l'avance par les organisateurs du cours.

**Cours externes**

Cours préparés et gérés par une organisation ne faisant pas partie intégrante de l'entreprise, même s'ils sont dispensés dans cette dernière.

**Cours internes**

Cours conçus et gérés par l'entreprise, même s'ils sont dispensés en dehors de l'entreprise.

**Coût direct des cours de FPC**

Coût directement lié à la prestation de cours de formation professionnelle continue: honoraires et paiements versés aux formateurs externes et au personnel enseignant; frais de déplacement et autres dépenses diverses et indemnités de séjour; coût de la main-d'œuvre pour les formateurs internes participant en totalité ou en partie à la planification, à l'organisation et à la mise en œuvre des cours; frais de locaux (y compris les centres de formation) et d'équipement, ainsi que frais de matériel.

**Coût total**

Dépenses totales consacrées aux cours de formation professionnelle continue. C'est la somme des coûts directs, des coûts de main-d'œuvre des participants et du solde entre les cotisations versées aux fonds de formation nationaux et régionaux et les recettes provenant de mécanismes de financement nationaux ou autres.

**Coût total de la main-d'œuvre**

Total des dépenses supportées par les employeurs pour employer des travailleurs. Pour les besoins de la présentation, le coût total de la main-d'œuvre peut être subdivisé en «coût direct» et «coût indirect». Le coût direct englobe les salaires et traitements bruts en espèces (rémunération directe et primes) et les salaires et traitements en nature (produits de l'entreprise, logement, voitures de service, tickets-repas, crèches, etc.). Les salaires et traitements en

espèces constituent la majeure partie du coût direct alors que le coût indirect couvre les cotisations sociales effectives des employeurs (c'est-à-dire les cotisations de sécurité sociale prévues par la loi, les cotisations qui font l'objet d'une convention collective, les cotisations contractuelles et les cotisations volontaires), les cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (surtout rémunération garantie en cas de maladie ou de travail à temps réduit, plus indemnité de licenciement et indemnité compensatrice de préavis), le coût de la formation professionnelle, les frais de recrutement et les vêtements de travail fournis par l'employeur, les impôts payés par l'employeur (sur la base de la masse salariale ou de l'emploi), moins les subventions perçues par l'employeur (destinées à rembourser, en totalité ou en partie, le coût de la rémunération directe). Les cotisations sociales effectives des employeurs, en particulier les cotisations de sécurité sociale prévues par la loi et à la charge des employeurs, constituent la majeure partie du coût indirect.

**Coûts salariaux directs**

Voir «Coût total de la main-d'œuvre».

**Coûts salariaux indirects**

Voir «Coût total de la main-d'œuvre».

**Crédits budgétaires publics de recherche et développement**

Les crédits budgétaires publics de recherche et développement (CBPRD) sont un moyen de mesurer le soutien financier de l'État aux activités de R & D; ils incluent toutes les dotations allouées à la R & D dans les budgets de l'administration centrale (ou fédérale). Les administrations d'États fédérés ne sont prises en compte que si leur contribution est significative, alors que les fonds des administrations locales sont exclus.

**Critères de convergence**

Les critères de convergence pour l'union monétaire européenne peuvent être résumés de la manière suivante:

- stabilité des prix
- situation des finances publiques;
- taux de change;
- taux d'intérêt à long terme

**— Stabilité des prix**

Les États membres doivent avoir un degré de stabilité des prix durable et un taux d'inflation moyen, observé au cours d'une période d'un an avant l'examen, qui ne dépasse pas de plus de 1,5 % celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.



#### — Situation des finances publiques

Les États membres doivent éviter de se trouver en situation de «déficit public excessif», c'est-à-dire que le déficit public prévu ou effectif ne dépassera pas 3 % du PIB et que la dette publique ne représentera pas plus de 60 % de ce même PIB, à moins que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire ou que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante.

#### — Taux de change

Les États membres doivent avoir respecté les marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme des taux de change (MTC) du système monétaire européen sans tensions graves pendant au moins les deux dernières années avant l'examen; en particulier, les États membres ne peuvent pas, de leur propre initiative, dévaluer leur monnaie par rapport à celle d'un autre État membre.

#### — Taux d'intérêt à long terme

Les États membres doivent, au cours d'une période d'un an précédant l'examen, avoir un taux d'intérêt nominal moyen à long terme qui n'excède pas de plus de 2 % celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

#### Décès par accident de la route

Nombre de personnes tuées sur le coup ou décédées dans les trente jours des suites de l'accident, calculé sous la forme d'un taux type de mortalité (TTM).

#### Définition du cas de sida

Différentes définitions du cas de sida sont utilisées dans les pays, selon les facteurs démographiques (nombre d'enfants ou d'adultes, manifestation relative d'infections opportunistes) et selon l'infrastructure de laboratoire et la formation disponibles, mais les pays participant au programme de surveillance du sida en Europe utilisent une définition du cas de sida uniforme définitivement adoptée en 1993. La définition européenne du sida diffère de celle en vigueur aux États-Unis, en ceci qu'elle ne tient pas compte des critères de numération de lymphocytes T CD4+. La définition du cas clinique de sida de l'OMS est utilisée dans les pays disposant de moyens de diagnostic limités.

#### Demandeurs d'asile

Personnes dans l'attente d'une décision concernant leur demande d'obtention du statut de réfugié.

#### Densité de population

Nombre d'habitants au kilomètre carré.

#### Dépense de consommation finale

La dépense de consommation finale recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles résidentes à l'acquisition des biens ou services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des membres de la communauté.

#### Dépense totale des administrations publiques

Selon le règlement (CE) n° 1500/2000 de la Commission du 10 juillet 2000, la dépense totale des administrations publiques comprend les catégories suivantes du SEC 95: consommation intermédiaire; formation brute de capital; rémunération des salariés; autres impôts sur la production; subventions à payer; revenus de la propriété; impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc.; prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature; transferts sociaux en nature liés aux dépenses pour des produits fournis aux ménages par l'intermédiaire des producteurs marchands; autres transferts courants; ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension; transferts en capital à verser; acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

#### Dépenses totales de santé

Les dépenses totales de santé couvrent: les soins médicaux reçus par les ménages (des hôpitaux et des médecins aux services ambulanciers et aux produits pharmaceutiques) et leurs dépenses de santé, y compris la participation aux coûts et les médicaments achetés de leur propre initiative; les services de santé fournis par l'État (par exemple, les écoles, les campagnes de vaccination), l'investissement dans les cliniques, les laboratoires, etc.; les frais administratifs; la recherche et le développement; la médecine du travail, les dépenses engagées par les organisations bénévoles, les organismes de bienfaisance et les régimes de santé parapublics.

#### Dette publique

Total des dettes brutes, à leur valeur nominale, en cours à la fin de l'année et consolidées à l'intérieur des secteurs du gouvernement général. Voir également «Critères de convergence».

#### Diagnostics CIM

Les diagnostics et les procédures associés aux hospitalisations sont classés conformément à la neuvième révision de la classification internationale des maladies (CIM-9). Cette dernière est le résultat d'une étroite collaboration entre de

nombreux pays et organisations non gouvernementales, sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a d'abord servi à classer les causes de mortalité avant d'être élargie aux diagnostics sur la morbidité. Par exemple, la modification clinique de la CIM est utilisée pour catégoriser les diagnostics dans les hôpitaux. En pratique, la CIM est devenue la classification internationale type des diagnostics, utilisée à la fois à des fins épidémiologiques et de gestion sanitaire. La plupart des États membres adopteront ou adoptent actuellement la dixième classification CIM. Les catégories de diagnostics utilisées sont fondées sur le diagnostic principal qui est communiqué comme le premier de plusieurs diagnostics éventuels codés sur le registre des sorties. Le diagnostic principal représente la «condition définie après examen comme étant essentiellement responsable de l'admission du patient à l'hôpital pour y être soigné».

#### Domaines d'études CITE 97

La classification comprend 25 domaines d'études (au niveau à 2 chiffres) pouvant ultérieurement être affinés en niveau à 3 chiffres. On peut distinguer les neuf grands groupes présentés ci-après (au niveau à 1 chiffre).

Niveau 0: programmes généraux

Niveau 1: éducation

Niveau 2: lettres et arts

Niveau 3: sciences sociales, commerce et droit

Niveau 4: sciences, mathématiques et informatique

Niveau 5: ingénierie, fabrication et production

Niveau 6: agriculture et sciences vétérinaires

Niveau 7: santé et protection sociale

Niveau 8: services

#### Écu

L'ancienne unité monétaire européenne (écu) peut être considérée comme la pierre angulaire du système monétaire européen (SME). L'écu était composé d'un panier de monnaies (voir ci-après). En plus de son usage officiel dans le SME, un marché privé de l'écu s'était développé, ce qui permettait de l'employer dans les transactions monétaires et de dénommer des instruments financiers à l'inclusion d'obligations. Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, l'écu a été remplacé par l'euro, la nouvelle monnaie unique de l'Europe, à parité égale avec l'écu.

#### Émigrants

Personnes quittant leur pays de résidence habituelle pour élire domicile dans un autre pays. Selon les recommandations des Nations unies (1997) sur les statistiques de migration

internationale (révision 1), ces personnes sont considérées comme des émigrants de longue durée si elles quittent le pays où elles résidaient auparavant pendant une période de douze mois ou plus. Toutefois, peu de pays sont en mesure de fournir des statistiques fondées sur ces définitions. Les statistiques données dans le présent document sont généralement fondées sur des définitions nationales pouvant différer considérablement des recommandations des Nations unies. Tous les pays ne collectent pas de données statistiques sur les émigrants et, dans ceux qui le font, les sources des données et l'importance de la collecte varient.

#### Enquête sur les forces de travail (EFT)

Une enquête sur les forces de travail est une enquête s'adressant aux ménages qui vise à obtenir des informations sur le marché du travail et sur des questions connexes au moyen d'interviews directes. L'enquête communautaire sur les forces de travail couvre l'ensemble des personnes qui vivent dans des ménages privés et exclut celles qui vivent dans des ménages collectifs (par exemple, pensions, internats, établissements hospitaliers). Les définitions utilisées sont communes à tous les États membres de l'Union européenne et se fondent sur les recommandations internationales du Bureau international du travail (BIT).

#### Espérance de vie

Nombre moyen d'années restant à vivre pour les personnes d'un âge donné dans les conditions de mortalité applicables aux âges successifs d'une population donnée.

#### Euro

La troisième phase de l'union monétaire européenne a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1999 avec l'adoption de la monnaie unique, l'euro. L'euro a remplacé l'écu à parité égale. Depuis cette date, la parité des monnaies nationales des onze États participant à la zone euro (Belgique, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande) par rapport à l'euro a été fixée selon des taux de conversion irrévocables (voir tableau présenté ci-après). Ces pays ont été rejoints par la Grèce le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Jusqu'à la fin de l'année 2001, l'euro n'a existé que sous forme de monnaie scripturale (chèques, transferts de paiements et paiements par carte) et son utilisation était facultative (ni obligation ni interdiction). Les pièces et billets en euros ont été mis en circulation le 1<sup>er</sup> janvier 2002, date à partir de laquelle l'utilisation de l'euro est devenue obligatoire et les monnaies nationales ont progressivement été retirées de la circulation.

**Taux de conversion fixes: (1 euro =)**

13,7603	ATS
40,3399	BEF
1,95583	DEM
166,386	ESP
5,94573	FIM
6,55957	FRF
340,750	GRD
0,787564	IEP
1 936,27	ITL
40,3399	LUF
2,20371	NLG
200,482	PTE

Les règles de conversion des monnaies nationales en euros et vice versa sont très strictes. Le taux officiel de conversion à six chiffres significatifs doit être utilisé pour chaque conversion, sans arrondi ni troncature. Pour convertir une somme en euros, cette dernière doit être divisée par le taux de conversion, et, pour l'opération inverse, la somme doit être multipliée par le taux de conversion.

La conversion d'une monnaie nationale de la zone euro vers une autre monnaie de cette même zone doit s'effectuer par l'intermédiaire de l'euro, en utilisant les taux de conversion appropriés.

Toute conversion vers une autre monnaie doit également se faire par l'intermédiaire de l'euro, mais en utilisant le taux de change en vigueur de la monnaie en question par rapport à l'euro.

**Eurobaromètre**

Les sondages d'opinion Eurobaromètre sont réalisés à la demande de la direction générale de l'éducation et de la culture de la Commission européenne deux fois par an, au printemps et à l'automne, depuis 1973. En dehors de sondages d'opinion, l'unité «Suivi des tendances de l'opinion publique» de la direction générale de l'éducation et de la culture organise des enquêtes sur des groupes cibles spécifiques et des analyses qualitatives (groupes de discussion, interviews approfondies) dans tous les États membres de l'UE et, occasionnellement, dans des pays tiers.

**Excédent net d'exploitation**

Pour calculer l'excédent net d'exploitation, on déduit du produit intérieur brut aux prix du marché la rémunération des salariés versée par les employeurs résidents, les impôts nets des subventions sur la production et les importations prélevés par les administrations publiques et le reste du monde (y compris les institutions européennes) ainsi que la consommation de capital fixe. L'excédent net d'exploitation correspond aux revenus totaux de la propriété et de l'entreprise issus de la production.

**Flux extra-UE**

Toutes les opérations entre les pays de l'UE et les pays hors UE.

**Flux intra-UE**

Toutes les opérations que les pays de l'UE déclarent avoir effectuées avec d'autres États membres.

**Forces de travail**

Personnes présentes sur le marché du travail, c'est-à-dire les personnes qui ont un emploi et les chômeurs.

**Forêt**

Terre à couvert arboré (ou niveau équivalent de peuplement forestier) de plus de 10 % et d'une superficie supérieure à 0,5 ha. Les arbres doivent être capables d'atteindre une hauteur minimale de 5 m à maturité.

**Formation brute de capital fixe**

La formation brute de capital fixe (FBCF) est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Par «actifs fixes», il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

**Formation professionnelle continue (FPC)**

Mesures ou activités de formation financées en totalité ou en partie par les entreprises et s'adressant aux salariés ayant un contrat de travail. Pour les besoins de l'enquête de la Commission européenne, on entend par «salariés» le nombre total de personnes occupées, à l'exclusion des apprentis et des stagiaires.

**Gains bruts**

Rémunération (salaires et traitements) en espèces versée directement au salarié, avant déduction de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale à la charge du salarié.

**Gains nets**

Gains bruts après déduction des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur le revenu à la charge du salarié et après addition, le cas échéant, des allocations familiales.

**Hébergement touristique (demande)**

Les données sur la demande d'hébergement touristique couvrent tous les types d'hébergement, qu'il s'agisse des hôtels ou des

établissements similaires, des camps de camping, des maisons de vacances, des auberges de jeunesse, etc.

### **Hébergement touristique (offre)**

L'offre d'hébergement touristique est mesurée par le nombre de places-lits des établissements. Il s'agit du nombre de personnes qui peuvent passer la nuit dans des lits installés à titre permanent, sans tenir compte des lits supplémentaires installés à la demande du client.

### **Heures de cours de FPC**

Le nombre d'heures de cours de FPC se rapporte au temps total de travail payé consacré par un participant aux cours de FPC en 1999.

### **Immigrants**

Personnes arrivant ou revenant de l'étranger dans l'intention de résider dans le pays pendant un certain temps après avoir résidé ailleurs. Selon les recommandations (1997) des Nations unies sur les statistiques de migration internationale (révision 1), ces personnes sont considérées comme des immigrants de longue durée si elles séjournent dans leur pays d'accueil pendant une période de douze mois ou plus après avoir résidé ailleurs pendant douze mois ou plus. Toutefois, peu de pays sont en mesure de communiquer des statistiques fondées sur ces définitions. Les statistiques fournies dans le présent document sont généralement fondées sur des définitions nationales pouvant différer considérablement des recommandations des Nations unies.

Tous les pays ne collectent pas de données statistiques sur l'immigration et, dans ceux qui le font, les sources des données et l'importance de la collecte varient. Quelques pays (par exemple, la France) excluent les citoyens nationaux des statistiques de l'immigration.

### **Impôts courants sur le revenu et le patrimoine**

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine comprennent tous les versements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés périodiquement par les administrations publiques et par le reste du monde sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles, ainsi que certains impôts périodiques qui ne sont basés ni sur le revenu ni sur le patrimoine.

### **Impôts sur la production et l'importation**

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne, qui frappent la production et l'importation de biens et services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de

terrains, bâtiments ou autres actifs utilisés à des fins de production.

### **Inactifs**

Personnes ne faisant pas partie des forces de travail. Il s'agit des personnes qui n'exercent pas d'activité professionnelle ou qui ne sont pas au chômage. Outre les retraités et les handicapés, cette catégorie comprend les jeunes faisant des études et les personnes qui travaillent sans percevoir de revenu soit parce qu'elles vaquent à des tâches ménagères, soit parce qu'elles travaillent à titre bénévole.

### **Incidence de la maladie**

L'incidence est une mesure du nombre de nouveaux cas survenant dans une population au cours d'une période donnée. On peut l'exprimer sous forme du nombre de nouveaux cas d'une maladie (ou d'une affection) pour 1 000 ou 100 000 personnes dans une année. L'incidence peut concerner la première manifestation d'une maladie (c'est-à-dire les nouveaux cas) ou tous ses épisodes.

### **Indice implicite des prix du PIB**

Il s'agit d'un indicateur de l'évolution des prix de tous les biens et services constituant le PIB. Le terme "implicite" rend compte du fait que l'indice des prix est une combinaison de l'évolution des prix individuels de ses composantes.

### **Industrie manufacturière**

Elle concerne toutes les activités incluses dans la section D de la NACE rév. 1 (nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes), y compris les activités artisanales et les activités à grande échelle. Il convient de noter que l'utilisation de machines et matériels lourds ne se limite pas à la section D. Cette dernière couvre, notamment, les industries suivantes: fabrication de produits à base de minerais non métalliques, produits chimiques, fibres synthétiques ou artificielles, fabrication de produits en métaux, produits alimentaires, boissons et tabac, textile, cuirs et articles en cuir, bois et meubles en bois, fabrication de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés, transformation du caoutchouc et des matières plastiques. En revanche, les industries extractives, la construction et le génie civil sont exclus.

### **Investissements directs étrangers (IDE)**

Les IDE constituent, dans les comptes de la balance des paiements, la catégorie d'investissements internationaux traduisant l'objectif, pour une entité résidente d'une économie, d'obtenir un intérêt durable dans une entreprise résidant dans

une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un degré d'influence important, de la part de l'investisseur, sur la gestion de l'entreprise.

L'entreprise d'investissements directs se définit formellement comme une entreprise constituée ou non en société dans laquelle l'investisseur direct détient 10 % ou plus des parts ordinaires ou des actions avec droit de vote (entreprise constituée en société) ou une participation équivalente (entreprise non constituée en société).

Flux et positions d'IDE: par des flux d'investissements directs, un investisseur acquiert une position d'investissements directs étrangers qui se répercute sur la position des investissements internationaux de l'économie. Cette position d'IDE (ou stock d'IDE) diffère des mouvements accumulés en raison de réévaluations (changements des prix ou des taux de change) et d'autres ajustements tels que le rééchelonnement ou l'annulation des emprunts, la remise des dettes ou des échanges de créances contre actifs.

#### **Lits de soins en hôpital psychiatrique**

Lits accueillant des malades hospitalisés pour des problèmes de santé mentale (y compris pour le traitement des toxicomanies), à l'exclusion des lits accueillant des malades handicapés mentaux si la vocation clinique principale n'est pas de nature médicale.

#### **Lits de soins hospitaliers**

Lits accueillant des malades officiellement admis (ou «hospitalisés») dans un établissement pour y recevoir un traitement et/ou des soins et qui passent au moins une nuit à l'hôpital ou dans un autre établissement dispensant des soins hospitaliers. Les soins hospitaliers sont fournis dans les hôpitaux, dans d'autres installations de soins en institution ou dans des établissements qui sont classés en fonction de la spécificité des soins qu'ils dispensent dans le secteur des soins ambulatoires, mais qui offrent des soins hospitaliers comme activité secondaire.

#### **Logement**

Pièce ou ensemble de pièces et leurs annexes — vestibules et corridors — situés dans un bâtiment permanent ou dans une partie structurellement distincte d'un tel bâtiment, destinés, par la manière dont le bâtiment a été construit, rénové ou transformé, à être habités tout au long de l'année par un ménage privé. Il peut s'agir soit d'un logement unifamilial dans une maison, soit d'un appartement dans un immeuble collectif. Les logements comprennent les garages à usage résidentiel, même lorsqu'ils sont séparés de

l'habitation ou appartiennent à différents propriétaires.

#### **Maladies transmissibles**

Maladies entraînant ou pouvant potentiellement entraîner une morbidité et/ou une mortalité significative dans l'UE et pour lesquelles l'échange d'informations peut constituer un moyen d'alerte précoce des menaces pesant sur la santé publique. Il peut également s'agir de maladies rares et graves non reconnues au niveau national, pour lesquelles la mise en commun de données permettrait d'élaborer des hypothèses à partir d'une base de connaissance plus étendue et pour lesquelles des mesures préventives efficaces sont disponibles, ce qui constitue un gain pour la protection de la santé.

#### **Marge brute standard (MBS)**

La marge brute standard d'une exploitation agricole est la valeur pécuniaire de la production brute de laquelle sont déduits les frais spécifiques correspondants.

La marge brute standard (MBS) est la valeur de la marge brute correspondant à la situation moyenne dans une région donnée pour chaque caractéristique agricole.

Les MBS sont déterminées sur la base de moyennes triennales. Dans l'enquête 1997 sur la structure des exploitations agricoles, les marges brutes standard «1994» ont été calculées à partir de la moyenne arithmétique des années 1993, 1994 et 1995.

La production brute correspond à la somme des valeurs du ou des produits principaux et du ou des produits secondaires. Ces valeurs sont calculées en multipliant la production par unité (moins les pertes éventuelles) par le prix à la ferme, sans la TVA.

La production brute comprend également les subventions liées aux produits, à la superficie et/ou au cheptel.

#### **Mécanisme des taux de change (MTC)**

Partie du système monétaire européen visant à assurer une plus grande stabilité des taux de change. Il se composait de deux éléments: une grille de parité des taux centraux bilatéraux et des marges de fluctuation et un indicateur de divergence qui mesurait le degré suivant lequel une monnaie s'éloignait de son taux central en écu. Il a cessé d'exister au début de la troisième phase de l'union monétaire.

#### **Ménage**

D'après la méthodologie des enquêtes sur les budgets des ménages, le ménage comprend des personnes qui partagent une même résidence et consomment collectivement certains biens ou

services. Par «ménage», on entend une personne vivant seule ou un groupe de personnes non obligatoirement liées par un lien de parenté résidant à la même adresse et consommant collectivement certains biens ou services, c'est-à-dire partageant au moins un repas par jour ou une même pièce de séjour.

#### **Migrations nettes (y compris corrections)**

Différence entre les chiffres de l'immigration et ceux de l'émigration. Dans la mesure où la plupart des pays soit ne disposent pas de chiffres précis sur l'immigration et l'émigration, soit n'en disposent pas du tout, la migration nette est généralement estimée sur la base de la différence entre l'augmentation (totale) de la population et l'accroissement naturel entre deux dates données. Les statistiques sur la migration nette souffrent donc de toutes les imprécisions statistiques des deux composantes de cette équation, notamment en ce qui concerne l'accroissement de la population.

#### **Mortalité infantile**

Nombre de décès pour 1 000 enfants nés vivants, âgés de moins de 1 an.

#### **NACE 70**

Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (concernant les données des années 70 à 90).

#### **NACE rév. 1**

La NACE rév. 1 est une révision de la nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (concernant les données des années postérieures à 1991, voir annexe intitulée «Nomenclature des activités économiques» à la fin de l'ouvrage).

#### **Nations unies (ONU)**

L'Organisation des Nations unies (ONU) a été créée le 24 octobre 1945 par 51 pays déterminés à préserver la paix par la coopération internationale et la sécurité collective. Aujourd'hui, presque toutes les nations du monde font partie de l'ONU: les pays membres sont au nombre de 189. Lorsque des États deviennent membres de l'ONU, ils acceptent les obligations de la Charte des Nations unies, un traité international qui expose les principes de base des relations internationales. Selon la Charte, l'ONU a quatre objectifs: maintenir la paix et la sécurité au niveau international, développer des relations pacifiques entre les nations, coopérer pour résoudre les problèmes internationaux et promouvoir le respect des droits de l'homme et constituer un centre pour l'harmonisation des actions des nations.

#### **Niveaux d'études selon la CITE 97**

De façon empirique, la CITE part du principe qu'il existe plusieurs critères susceptibles d'aider à affecter les programmes d'enseignement aux niveaux d'éducation. En fonction du niveau et du type d'enseignement concerné, il est nécessaire d'établir un système de classement hiérarchique entre critères principaux et critères subsidiaires (condition type d'admission, condition minimale d'admission, âge minimal, qualification du personnel, etc.).

##### *Niveau 0 — Éducation préprimaire*

L'éducation préprimaire est définie comme étant la première étape de l'instruction organisée. Elle est dispensée dans une école ou dans un centre extérieur à la famille et s'adresse aux enfants âgés de 3 ans au moins.

##### *Niveau 1 — Enseignement primaire ou premier cycle de l'éducation de base*

Ce niveau commence entre 4 et 7 ans, est obligatoire dans tous les pays et dure généralement de cinq à six ans.

##### *Niveau 2 — Premier cycle de l'enseignement secondaire ou deuxième cycle de l'éducation de base*

Il assure la continuité avec les programmes de base du niveau primaire, bien que les programmes aient généralement une structure davantage orientée vers les matières enseignées. La fin de ce niveau coïncide souvent avec celle de la scolarité obligatoire.

##### *Niveau 3 — Enseignement secondaire (deuxième cycle)*

Ce niveau commence normalement à la fin de la scolarité obligatoire. L'âge d'admission est généralement de 15 à 16 ans. Les élèves doivent habituellement remplir des conditions d'admission (fin de la scolarité obligatoire, notamment). L'enseignement est souvent plus spécialisé qu'au niveau CITE 2. La durée du niveau CITE 3 varie normalement de deux à cinq ans.

##### *Niveau 4 — Enseignement postsecondaire qui n'est pas du supérieur*

Le niveau 4 de la CITE regroupe des programmes qui se situent de part et d'autre de la limite entre le deuxième cycle du secondaire et l'enseignement postsecondaire. Ils permettent d'élargir les connaissances des participants qui ont déjà terminé un programme de niveau CITE 3. Doivent être rattachés à ce niveau les programmes qui préparent à l'entrée au niveau 5 de la CITE et les programmes principalement conçus pour permettre un accès direct au marché du travail.

*Niveau 5 — Premier cycle de l'enseignement supérieur*

L'admission à ces programmes exige normalement des étudiants qu'ils aient achevé avec succès les niveaux 3 et 4 de la CITE. Ce niveau inclut les programmes de l'enseignement supérieur à orientation universitaire (type A) qui sont en grande partie fondés sur la théorie et les programmes de l'enseignement supérieur à orientation professionnelle (type B). Ils sont généralement plus courts que les programmes du niveau 5A et visent l'acquisition de compétences essentiellement professionnelles de façon à permettre d'accéder au marché du travail.

*Niveau 6 — Deuxième cycle de l'enseignement supérieur*

Ce niveau est réservé aux programmes d'enseignement supérieur conduisant à l'obtention d'un titre de chercheur hautement qualifié (doctorat).

**Nouveau mécanisme des taux de change (MTC 2)**

Le 1er janvier 1999, le MTC a été remplacé par le nouveau mécanisme des taux de change (MTC 2). Ce dernier vise à préparer les pays ne participant pas d'emblée à la zone euro à intégrer l'union monétaire tout en contribuant à discipliner les taux de change dans l'UE. La monnaie centrale du système est l'euro. À la fin de 2000, seules les monnaies du Danemark et de la Grèce participent au nouveau mécanisme des taux de change. Les marges de fluctuation étaient de  $\pm 2,25\%$  pour le Danemark et de  $\pm 15\%$  pour la Grèce. La Grèce ayant rejoint la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Danemark est actuellement le seul pays participant au système.

**NUTS**

Nomenclature des unités territoriales statistiques établie conjointement par Eurostat et les autres services de la Commission, afin de fournir une ventilation territoriale unique et cohérente pour l'établissement des statistiques régionales de l'UE. La NUTS actuelle (version 2001) subdivise le territoire de l'Union européenne en 78 régions NUTS 1, en 211 régions NUTS 2 et en 1 092 régions NUTS 3.

**Obligations**

Valeurs mobilières émises par des États, des sociétés, des banques ou d'autres organismes. En principe, elles portent intérêts et sont remboursables à une valeur déterminée et à une date donnée.

**Obligations d'État**

Instruments officiels de dette émis par les gouvernements afin de financer les déficits budgétaires et de rembourser les dettes venant à

échéance. Les rendements des obligations d'État se rapportent généralement aux rendements sur le marché secondaire, c'est-à-dire qu'ils sont observés sur le marché où des titres déjà en circulation sont traités.

**Office européen des brevets (OEB):**

L'Office européen des brevets (OEB) est le bras exécutif de l'Organisation européenne des brevets, un organisme intergouvernemental constitué dans le cadre de la Convention sur le brevet européen (CBE), qui a été signée à Munich le 5 octobre 1973 et est entrée en vigueur le 7 octobre 1977. Les membres de l'Organisation européenne des brevets sont les États contractants de la CBE. L'OEB octroie des brevets européens pour les États contractants de la CBE. Les activités de l'OEB sont supervisées par le Conseil d'administration de l'organisation, qui est composé de délégués des États contractants.

Source: OEB (<http://www.european-patent-office.org>).

**Pacte de stabilité et de croissance**

Le pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre de la troisième phase de l'Union économique et monétaire instaurée le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Il a pour objectif de s'assurer que les États membres poursuivent leurs efforts en matière de discipline budgétaire après l'adoption de la monnaie unique.

Concrètement, le pacte comprend une résolution du Conseil européen (adoptée à Amsterdam le 17 juin 1997) et deux règlements du Conseil du 7 juillet 1997 définissant les dispositions techniques détaillées (l'une sur le contrôle des situations budgétaires et sur la coordination des politiques économiques et l'autre sur la mise en œuvre de la procédure en cas de déficit excessif). À moyen terme, les États membres ont décidé de poursuivre l'objectif d'un budget en équilibre ou pratiquement en équilibre et de présenter au Conseil et à la Commission un programme de stabilité avant le 1<sup>er</sup> mars (programme faisant ensuite l'objet d'une actualisation annuelle). Parallèlement, les États ne participant pas à la troisième phase de l'UEM sont tenus de produire un programme de convergence.

Le pacte de stabilité et de croissance permet au Conseil de pénaliser tout État membre participant qui ne prendrait pas les mesures appropriées pour mettre un terme à un déficit excessif.

Initialement, la pénalité prendrait la forme d'un dépôt sans intérêt auprès de la Communauté mais pourrait être transformée en amende s'il n'était pas remédié au déficit excessif dans les deux ans.

**Panier de l'écu**

Il se composait de quantités fixes de douze monnaies des États membres de l'Union

européenne. Lors de la création de l'écu, le 13 mars 1979, le panier était composé de quantités fixes des monnaies des neuf États membres de l'époque et était identique à celui de l'unité de compte européenne (UCE). La composition du panier de l'écu a été gelée à partir de novembre 1993 jusqu'à l'introduction de la monnaie unique. Les monnaies de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède n'ont pas été prises en compte pour la composition du panier de l'écu, dans la mesure où ces pays ne sont devenus membres de l'UE qu'à partir de janvier 1995.

#### **Papier et carton**

Ensemble comprenant tous les types de papier graphique, papier journal, papier hygiénique et papier domestique, papier et carton d'emballage, ainsi que d'autres papiers et cartons. Sont exclus les produits en papier fabriqués tels que les boîtes, livres et magazines, etc.

#### **Parités de pouvoir d'achat (PPA)**

Les taux de change monétaire ne doivent pas servir à comparer les volumes des recettes et dépenses, car ils traduisent généralement plus que de simples différences de prix (par exemple, volumes des transactions financières entre monnaies, anticipations sur les marchés des changes). Par contre, les PPA sont exclusivement déterminées par les différences entre les niveaux de prix dans différents pays. Elles reflètent donc véritablement les différences de pouvoir d'achat (des ménages, par exemple). Les PPA sont obtenues en comparant les niveaux de prix d'un panier de biens et services comparables représentatif des habitudes de consommation dans les divers pays. Les PPA convertissent chaque unité monétaire nationale en une unité de référence commune, le standard de pouvoir d'achat (SPA), dont chaque unité peut acheter la même quantité de biens et services dans tous les pays (voir «Standards de pouvoir d'achat (SPA)»).

#### **Participant**

Personne ayant participé à un ou plusieurs cours de FPC en 1999. Chaque personne n'a été comptée qu'une fois, indépendamment du nombre de participations à un cours de FPC.

#### **Pays de l'EEE**

Au début de 2001, l'Espace économique européen (EEE) comprenait les États membres de l'UE ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. En 1989, Jacques Delors, alors président de la Commission, a proposé une nouvelle forme de partenariat qui devait aboutir à l'accord instaurant l'EEE. Les pays de l'AELE, à savoir, à l'époque, l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse, ont accueilli cette idée avec

enthousiasme, les négociations officielles ont commencé en juin 1990 et l'accord a été signé le 2 mai 1992, à Porto. Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, cet accord couvrait les pays de l'UE et ceux de l'AELE, à l'exception du Liechtenstein et de la Suisse. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède participent à l'EEE comme États membres de l'UE. De son côté, le Liechtenstein participe à part entière à l'EEE depuis le 1<sup>er</sup> mai 1995.

#### **PCM (panel communautaire des ménages)**

Enquête longitudinale à échantillon constant, dont les données collectées sont harmonisées, utilisant un ensemble commun de définitions et portant sur un échantillon représentatif de ménages privés dans chaque État membre de l'UE; conçue pour obtenir des informations sur le revenu et les questions sociales connexes au moyen d'interviews individuelles; elle a été lancée en 1994 et achevée en 2001.

#### **PME**

Petites et moyennes entreprises occupant moins de 250 salariés. Suivant la définition de la direction générale des entreprises de la Commission européenne: microentreprises: 1-9 salariés; petites entreprises: 10-40 salariés; moyennes entreprises: 50-249 salariés; grandes entreprises: au moins 250 salariés. Les PME forment l'épine dorsale de la culture entrepreneuriale de l'EU-15, dans la mesure où 99 % des entreprises occupent moins de 250 salariés.

#### **Poids vif des produits de la pêche**

Le poids vif des produits de la pêche est obtenu par application de facteurs au poids débarqué ou au poids des produits et sert à indiquer le poids des produits de la pêche dans l'état où ils sont sortis de l'eau et avant tout traitement ou autre opération.

#### **Prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature)**

Les prestations sociales (autres que les transferts sociaux en nature) sont celles qui sont versées aux ménages par les administrations de sécurité sociale, d'autres unités des administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les entreprises d'assurances, les employeurs administrant des régimes d'assurance sociale sans constitution de réserves et d'autres unités institutionnelles administrant des régimes privés d'assurances avec constitution de réserves.

#### **Prévalence de la maladie**

La prévalence est une mesure du nombre de cas d'une maladie constatés à un moment donné. On peut l'exprimer sous forme de proportion d'une population atteinte par la maladie à un moment



donné de l'année. Pour que les statistiques de prévalence provenant d'études différentes soient comparables, la longueur de la période considérée doit être la même.

### **Production de bois rond**

Comprend toutes les quantités de bois tirées de la forêt et des autres espaces boisés, ainsi que les arbres hors forêt, pendant une période donnée.

### **Produit intérieur brut aux prix du marché (PIB p.m.)**

Le produit intérieur brut aux prix du marché, qui représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, correspond à la production totale de biens et services de l'économie diminuée de la consommation intermédiaire. Mesuré aux prix du marché, il comprend la TVA grevant les produits et les impôts nets liés à l'importation. La nouvelle méthodologie SEC 95 élargit sensiblement les concepts sous-jacents afin d'accroître la précision (moment d'enregistrement d'une opération, etc.) et l'exhaustivité (nouvelles activités telles que crédit-bail, stock options, etc.).

### **Produit intérieur brut en standards de pouvoir d'achat**

Produit intérieur brut converti en SPA (standards de pouvoir d'achat) au moyen d'un taux de change spécial appelé PPA (parités de pouvoir d'achat, fondé sur les prix relatifs) et utilisé pour faire des comparaisons fiables en volume.

### **Produit national brut (PNB)**

Voir «Revenu national brut».

### **Recette totale des administrations publiques**

Selon le règlement (CE) n° 1500/2000 de la Commission du 10 juillet 2000, la recette totale des administrations publiques comprend les catégories suivantes du SEC 95: production marchande; production pour usage final propre; autre production non marchande; impôts sur la production et les importations, autres subventions sur la production à recevoir; revenus de la propriété; impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc.; cotisations sociales; autres transferts courants; transferts en capital.

### **Recherche et développement (R & D)**

La recherche et le développement englobent le travail créatif entrepris sur une base systématique en vue d'enrichir la masse des connaissances, y compris la connaissance de l'être humain, de la culture et de la société, et d'employer ce volume de connaissances à concevoir de nouvelles applications.

### **Redevances sur brevets**

Opérations liées au commerce de savoir-faire technique et aux marques commerciales protégées par des licences et des brevets.

### **Réfugié**

Conformément à l'article 1er de la convention des Nations unies de 1951 sur le statut des réfugiés, un réfugié est une personne ayant des craintes fondées d'être persécutée pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social particulier ou pour ses opinions politiques.

Il est à noter que de nombreux pays permettent aux demandeurs d'asile de rester sur leur territoire de manière temporaire ou permanente, même si leur statut ne correspond pas à la définition de la convention de 1951. Par exemple, les demandeurs d'asile peuvent obtenir une réponse favorable pour des motifs humanitaires. Ces personnes ne sont pas comprises dans les chiffres de la présente édition sur les réfugiés.

### **Rémunération des salariés**

La rémunération des salariés comprend toutes les rémunérations en espèces et en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période considérée. Elle comprend les salaires et traitements bruts, les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs et les cotisations sociales imputées (c'est-à-dire les cotisations qui correspondent aux prestations sociales octroyées directement par les employeurs sans passer par l'intermédiaire d'une administration de sécurité sociale, d'une entreprise d'assurances ou d'un fonds de pension autonome).

### **Réserves extérieures officielles**

Réserves détenues par les autorités monétaires d'un pays afin de financer les déséquilibres de la balance des paiements ou de lutter contre les mouvements de spéculation sur la monnaie nationale. Elles comprennent l'or monétaire, les devises, les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) et les réserves auprès du FMI.

### **Revenu national brut (RNB)**

Il est calculé en ajoutant au PIB le montant net (montant reçu du reste du monde moins montant versé au reste du monde) de la rémunération des salariés et des revenus de la propriété et de l'entreprise.

Le revenu national disponible brut, qui correspond au RNB: augmenté du solde des opérations de répartition courantes entre l'économie nationale et le reste du monde, d'une

part, et des subventions d'exploitation et à l'importation versées par les institutions européennes, d'autre part, mesure le revenu dont dispose la nation.

Les revenus reçus du reste du monde comprennent, notamment, les revenus de la propriété et de l'entreprise, les opérations d'assurance-dommages et les transferts courants sans contrepartie.

Le concept de RNB: (SEC 95) remplace celui de PNB (produit national brut, SEC 79). Les deux concepts sont les mêmes, mais le SEC 95 est plus précis et plus exhaustif.

### Salariés

Personnes travaillant pour un employeur public ou privé et rémunérées sous forme de traitements, salaires, honoraires, gratifications, salaires au rendement ou paiements en nature; les membres de l'armée de métier sont également inclus. Un concept élargi de l'emploi est utilisé dans les recommandations internationales sur les statistiques du travail. Les personnes occupées déclarées dans l'enquête sur les forces de travail sont celles qui, pendant la semaine de référence, ont travaillé au moins pendant une heure contre salaire ou avantage, ou ne travaillaient pas mais avaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus.

### SEC

Système européen de comptes (économiques intégrés), c'est-à-dire la méthodologie des comptes nationaux. La nouvelle version (la troisième), le SEC 95, a été progressivement introduite, depuis 1999, en tant que version élargie et plus complète du SEC 79. Ainsi, les données des comptes nationaux, y compris leur principale composante, le produit intérieur brut, qui couvre tous les biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée, sont définies et seront mesurées de manière plus précise et plus complète. Le SEC 95 est compatible avec le SCN 93 des Nations unies, tout comme le SEC 79 l'était avec le SCN 68. Le SEC 70 a été la toute première version du SEC.

### Secteurs de haute technologie

La classification des secteurs manufacturiers de haute et de moyenne-haute technologie est fondée sur la notion d'intensité de R & D (ratio des dépenses de R & D au PIB). Selon ce critère, le secteur manufacturier de haute technologie comprend la fabrication de machines de bureau et d'ordinateurs, la fabrication d'équipements et d'appareils de radio, de télévision et de communication, et la fabrication d'instruments médicaux de précision et d'instruments optiques, de montres et d'horloges. Le secteur manufacturier

de moyenne-haute technologie comprend la fabrication de produits chimiques, de machines et d'équipements non compris ailleurs, la fabrication de machines et d'appareils électriques non compris ailleurs, la fabrication de véhicules automobiles, remorques et semi-remorques ainsi que la fabrication d'autres équipements de transport.

Selon une logique analogue à celle qui est appliquée au secteur manufacturier, Eurostat définit les secteurs suivants comme des services à forte concentration de connaissance: transport par eau; transport aérien; poste et télécommunications; intermédiation financière; assurance et financement des retraites (sauf sécurité sociale obligatoire); activités auxiliaires d'intermédiation financière; immobilier; location de machines et d'équipements sans opérateur et d'articles personnels et ménagers; informatique et activités connexes; recherche et développement; autres activités industrielles et commerciales; éducation; santé et action sociale; activités de loisirs, culturelles et sportives.

Parmi ces secteurs, la poste et les télécommunications, l'informatique et les activités connexes ainsi que la recherche et le développement sont considérés comme des services de haute technologie.

### Services

Les expressions «industrie(s) de services», «secteur(s) des services» ou tout simplement «services» servent généralement à désigner les activités économiques couvertes par les sections G à K et M à O de la NACE rév. 1, ainsi que les unités qui mènent ces activités.

### Services fournis aux entreprises

Ils comprennent les services techniques (ingénierie, architecture et études techniques), les services informatiques (réalisation de logiciels et gestion de bases de données) ainsi que d'autres services spécialisés (activités juridiques, comptables et de conseil en gestion).

### Services marchands

Les services marchands comprennent la récupération et la réparation, les services de commerce, les services de restauration et d'hébergement, les services de transport intérieur, les services de transports maritimes et aériens, les services annexes des transports, les services de communication, les services des institutions de crédit et d'assurances ainsi que les autres services marchands. Par services marchands, on entend les services produits pour être vendus, en principe, avec un bénéfice. Dans la NACE rév. 1, ils comprennent les sections G à P, à l'exclusion de la section L (administration publique, défense nationale et sécurité sociale obligatoire) qui

concerne des services non marchands. Dans le SEC 79, le recyclage était classé sous les services, alors que dans le SEC 95 il fait partie des activités manufacturières.

### Services non marchands

Il s'agit essentiellement de services des administrations publiques qui sont mesurés par leur coût de production (leur valeur «marchande» n'étant pas toujours représentative). Ils peuvent également être fournis par des administrations privées ainsi que par le personnel domestique extérieur. Les services non marchands ne comprennent pas la production, par les ménages et sans rémunération, de biens et de services destinés à leur propre consommation. La valeur ajoutée générée par ces activités est exclue des agrégats macroéconomiques traditionnels car elle n'entre pas dans le circuit économique. Dans la NACE rév. 1, les services non marchands sont présentés dans la section L (administration publique, défense nationale et sécurité sociale obligatoire).

### Sortie d'hôpital

Sortie officielle d'un malade d'un établissement d'hospitalisation ou de soins actifs. Les taux de sortie sont exprimés sous la forme d'un nombre pour 100 000 habitants. Les chapitres des diagnostics (utilisant le diagnostic principal) ont été définis selon la classification internationale des maladies, neuvième révision, modification clinique (CIM-9-MC).

### Standards de pouvoir d'achat (SPA)

Les SPA permettent de comparer les revenus (ou autres montants monétaires disponibles) et les dépenses dans différents pays. Les SPA indiquent le nombre d'unités de monnaie nationale qui sont nécessaires, dans les différents pays, pour acheter le même panier de biens et services. Si les valeurs en monnaie nationale (par exemple, un revenu perçu) sont converties en SPA, on obtient des valeurs qui sont directement comparables en termes de pouvoir d'achat des ménages.

### Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)

Outil de collecte de données dont les résultats sont harmonisés, remplaçant le PCM et destiné à être la source de référence des informations sur le revenu et les questions sociales connexes, contenant des éléments transversaux et longitudinaux et accordant une plus grande confiance aux sources nationales existantes afin d'améliorer les délais de disponibilité et la souplesse.

### Subventions

Les subventions sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou

les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influer sur leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production.

### Superficie agricole (SA) ou superficie agricole utilisée (SAU)

La superficie agricole (SA) ou superficie agricole utilisée (SAU) est la superficie utilisée pour les activités agricoles qui correspond aux catégories suivantes: terres arables, prairies permanentes, cultures permanentes et jardins potagers.

### Système monétaire européen (SME)

Officiellement entré en vigueur le 13 mars 1979, il est resté opérationnel jusqu'au 31 décembre 1998. Son objectif était d'«établir une zone de stabilité monétaire en Europe par la mise en œuvre de certaines politiques relatives aux taux de change, aux crédits et aux transferts de ressources». Le SME se composait de trois éléments: l'écu, le mécanisme des taux de change (MTC) et le mécanisme de crédit. À la fin de son existence, les monnaies de tous les États membres (à l'exception de la Suède et du Royaume-Uni) faisaient partie du MTC.

### Taux brut de mortalité

Nombre de décès pour 1 000 habitants.

### Taux brut de mortalité (TBM)

Le TBM correspond à la moyenne pondérée des taux de mortalité par âge. Le facteur de pondération est la répartition par âge de la population dont on étudie les statistiques de mortalité. Comparer le TBM d'au moins deux populations revient à comparer une combinaison de différents taux de mortalité par âge et différentes structures de population ne reflétant pas les différences «réelles» de mortalité, mais incluant l'effet de la structure de la population sur le nombre total de décès et sur les TBM.

### Taux d'accroissement naturel de la population

Naissances moins décès.

### Taux d'emploi

Nombre de personnes ayant un emploi en pourcentage de la population du même âge.

### Taux d'incidence des accidents du travail

Le taux d'incidence est le nombre d'accidents du travail qui se sont produits pendant l'année pour 100 000 personnes occupées. Le taux de prévalence est le nombre de problèmes de santé liés au travail signalés au cours des 12 derniers mois pour 100 000 personnes occupées. Dans chaque pays, la population de référence des personnes occupées est fondée sur l'enquête sur les forces de travail de l'année correspondante. Ici, le taux d'incidence est mesuré en fonction de

l'emploi équivalent temps plein pour tenir compte des différences d'heures travaillées entre les hommes et les femmes et entre les emplois dans différents secteurs d'activité.

#### **Taux d'intérêt à long terme**

Mesurés ici au travers du rendement actualisé des obligations d'État à dix ans. Voir également «Critères de convergence».

#### **Taux de change**

Cours auquel une monnaie est échangée contre une autre. Voir également «Critères de convergence».

#### **aux de chômage**

Part des chômeurs dans la population active (en pourcentage).

#### **Taux de couverture**

Le taux de couverture est calculé selon la formule «exportations/importations» en pourcentage. Il donne une indication du poids des exportations par rapport aux importations. Lorsque le taux de couverture avec un partenaire donné est supérieur à 100, cela indique que l'UE est un exportateur net (exportations supérieures aux importations) par rapport à ce pays. Au contraire, un taux de couverture inférieur à 100 indique que l'UE est un importateur net par rapport à ce pays.

#### **Taux de l'argent au jour le jour**

Il s'agit généralement du taux auquel les banques se prêtent de l'argent à échéance d'une journée sur le marché interbancaire. Ce taux se révèle un bon indicateur du niveau général des taux d'intérêt à court terme. Le taux de l'argent au jour le jour est déterminé, entre autres facteurs, par le niveau des taux d'intérêt pratiqués par les banques centrales

#### **Taux de mortalité**

Nombre de décès pour 100 000 habitants.

#### **Taux de prélèvement applicable aux couples mariés avec deux enfants**

Ce taux de prélèvement a une base analogue à celle du taux de prélèvement sur les bas salaires (indicateur structurel). Les différences sont les suivantes: i) le taux de prélèvement s'applique à un couple marié ayant deux enfants (âgés entre 5 et 12 ans); ii) un seul des conjoints occupe un emploi salarié; iii) le revenu total de la famille comprend les prestations en espèces de caractère général (allocations familiales, par exemple) ainsi que le revenu du travail du conjoint salarié; iv) le prélèvement sur les gains est égal au total de l'impôt sur le revenu calculé sur les gains salariaux annuels plus les cotisations de sécurité sociale du salarié et de l'employeur, moins les

prestations en espèces de caractère général; ce prélèvement sur les gains est ensuite exprimé en pourcentage du coût de la main-d'œuvre, exactement comme pour le taux de prélèvement des bas salaires; v) le conjoint salarié est défini comme un ouvrier adulte travaillant à plein temps dans le secteur manufacturier, dont le salaire est égal à 100 % du salaire moyen de ce type de travailleur dans chaque pays.

#### **Taux de prélèvement sur les bas salaires**

Pour cet indicateur structurel, le taux de prélèvement s'applique à un salarié sans enfant; on considère que le contribuable n'a pas d'autre source de revenu que le revenu qu'il tire de son emploi. Le prélèvement total est égal à la somme de l'impôt sur le revenu calculé sur les gains annuels bruts plus les cotisations de sécurité sociale du salarié et de l'employeur. Cet impôt sur le revenu est ensuite exprimé en pourcentage du coût de la main-d'œuvre, qui est défini comme le revenu brut plus les cotisations de sécurité sociale de l'employeur et l'impôt sur les salaires (le cas échéant). Le taux de prélèvement calculé est donc un taux de prélèvement moyen. Le salarié est défini comme un ouvrier adulte travaillant à plein temps dans le secteur manufacturier, dont le salaire est égal à 67 % du salaire moyen de ce type de travailleur dans chaque pays. Le salaire annuel brut comprend tous les paiements en espèces reçus pendant l'année de référence. En plus des heures supplémentaires, des primes de poste, des congés payés, des primes et autres paiements réguliers, les primes et paiements irréguliers sont également compris (par exemple, 13<sup>e</sup> ou 14<sup>e</sup> mois, primes de congé, participation aux bénéfices, allocations pour congé non pris, etc.). Les paiements suivants ne sont pas pris en compte: paiements en nature, indemnités de licenciement et participations aux bénéfices sous forme de versements de dividendes.

#### **Taux type de mortalité (TTM)**

Taux de mortalité d'une population présentant une distribution par âge type. Dans la mesure où la plupart des causes de décès sont largement fonction de l'âge et du sexe, le recours à des taux types de mortalité permet d'améliorer la comparabilité dans le temps et à l'échelon international, puisque les taux de mortalité sont mesurés, abstraction faite des différences dans la structure par âge de la population. Les TTM utilisés ici sont calculés par l'OMS sur la base d'une population européenne type.

#### **Territoire économique**

Par territoire économique d'un pays, on entend le territoire géographique administré par un gouvernement; à l'intérieur de ce territoire, les

personnes, les biens et services et les capitaux circulent librement. Il comprend également l'espace aérien national, les eaux territoriales, les gisements situés dans les eaux internationales exploités par des unités résidentes, les enclaves territoriales à l'étranger (représentations propres, bases militaires propres, etc.), à l'exclusion toutefois des enclaves extraterritoriales (représentations de pays étrangers ou d'institutions de l'Union européenne, etc.).

### **Tourisme et voyages**

Au débit figurent les dépenses faites par les résidents vivant à l'étranger pendant moins d'une année pour une raison ou pour une autre: loisirs, travail, santé ou études. Au crédit, on enregistre les mêmes dépenses faites par des voyageurs étrangers sur le territoire national.

### **Transferts**

Ce terme couvre les transactions internationales dans le cadre desquelles des biens, services ou éléments financiers sont transférés entre les résidents d'une économie et les résidents d'économies étrangères sans recevoir de valeur économique en contrepartie.

### **United States Patent and Trademark Office (USPTO)**

L'USPTO (United States Patent and Trademark Office) est une entité fédérale non commerciale et l'un des 14 bureaux du Département du commerce (DOC) des États-Unis. La mission de l'USPTO est de promouvoir le progrès industriel et technologique aux États-Unis et de renforcer l'économie nationale en administrant les lois relatives aux brevets et marques commerciales, en conseillant le Secrétaire du commerce, le Président des États-Unis, l'administration chargée de la protection des brevets, marques commerciales et droits d'auteur et l'administration chargée des aspects liés au commerce des droits de propriété intellectuelle.

### **Union économique et monétaire (UEM)**

Union regroupant douze États membres participant à la monnaie unique, l'euro. Officiellement, il est reconnu que ces États ont satisfait aux critères de convergence. La troisième phase de l'UEM a commencé le 1er janvier 1999, date à laquelle les monnaies de onze États membres ont été liées de manière fixe à l'euro. Ces onze pays ont été rejoints par la Grèce le 1er janvier 2001. Les pièces et billets ont été mis en circulation le 1er janvier 2002 et les monnaies nationales ont été progressivement retirées du marché.

### **Union européenne (UE)**

L'UE a été créée le 1er novembre 1993, au moment de l'entrée en vigueur du traité de

Maastricht. À la date du 31 décembre 1994, l'UE comptait douze États membres: Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. Depuis janvier 1995, l'UE compte trois nouveaux membres: Autriche, Finlande et Suède.

### **Unité de travail annuel (UTA)**

Une unité de travail annuel correspond au travail effectué par une personne employée à temps plein dans une exploitation agricole.

«Temps plein» désigne le nombre d'heures minimal exigé par les dispositions nationales régissant les contrats de travail. Si ces derniers ne précisent pas le nombre d'heures, on considère que 1 800 heures constituent le nombre d'heures minimal (225 journées de travail de 8 heures).

### **Unités productrices résidentes**

Unités exerçant des activités de production sur le territoire d'un pays.

### **Valeur ajoutée brute aux prix du marché**

Elle est calculée à partir de la production finale en déduisant la consommation intermédiaire et en ajoutant les subventions moins les impôts liés à la production.

La valeur ajoutée brute représente généralement plus de 90 % du PIB.

### **Valeurs réelles**

Les valeurs réelles sont calculées en déflétant une variable économique à prix courants au moyen de l'indice implicite des prix d'une autre variable, souvent le PIB (par exemple, déflation de la rémunération des salariés par l'indice des prix de la consommation des ménages). C'est généralement le cas pour les flux financiers. Si une variable est déflatée par son propre indice des prix, le résultat est dit être «à prix constants». Le terme «réel» est parfois employé comme synonyme de «constant» («prix constants»).

### **Zone euro: EUR-12 (précédemment EUR-11)**

Premiers pays participant à l'union monétaire en janvier 1999: Belgique, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande. Le 1er janvier 2001, la Grèce a rejoint la zone euro. D'où les trois concepts: EUR-11 (les onze pays d'origine), EUR-12 (EUR-11 plus la Grèce) et la zone euro, concept variable (EUR-11 jusqu'au 31 décembre 2000, EUR-12 à partir du 1er janvier 2001). Il est à noter que le «R» placé après «EU» sert à faire la distinction entre la zone euro (EUR-12, par exemple) et l'Union européenne (pour laquelle le code est simplement EU).

**ACP — États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de partenariat (accord de Cotonou)**

Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Îles Cook, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Érythrée, Éthiopie, Îles Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Îles Marshall, Maurice, Mauritanie, Micronésie (Etats fédérés de), Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigeria, Niue, Ouganda, Palau, Papouasie - Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Îles Salomon, Samoa, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie (République unie de), Tchad, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe.

**AELE (EFTA) — Association européenne de libre-échange**

Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse.

**ALENA — Accord de libre-échange nord-américain**

Canada, États-Unis, Mexique.

**ANASE (ASEAN) — Association des nations de l'Asie du Sud-Est**

Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Lao (République démocratique populaire), Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt Nam.

**ASACR (SAARC) — Association sud-asiatique de coopération régionale**

Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka.

**CEAP — Coopération économique Asie-Pacifique**

Australie, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chine (République populaire de), Corée (République de), États-Unis, Hong Kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Russie (Fédération de), Singapour, Taïwan, Thaïlande, Viêt Nam.

**CEI — Communauté des États indépendants**

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldova (République de), Ouzbékistan, Russie (Fédération de), Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.

**EDA (DAE) — Économies dynamiques asiatiques**

Corée (République de), Hong Kong, Malaisie, Singapour, Taïwan, Thaïlande.

**EEE (EEA) — Espace économique européen**

Islande, Liechtenstein, Norvège, Union Européenne à 15.

**Extra — Union Européenne à 15**

Autres pays européens, Afrique, Amérique, Asie, Océanie et régions polaires, divers (pays non spécifiés) extra.

**Mercosur — Marché commun de l'Amérique du Sud**

Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay.

**NPI — Nouveaux pays industrialisés asiatiques**

Corée (République de), Hong Kong, Singapour, Taïwan.

**OCDE hors UE — Organisation de coopération et de développement économiques hors UE**

Australie, Canada, Île Christmas, Îles Cocos (Keeling), Corée (République de), États-Unis, Îles Heard - Île et McDonald, Hongrie, Islande, Japon, Mexique, Île Norfolk, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Suisse, Turquie, Îles Vierges des États-Unis.

**OPEP — Organisation des pays exportateurs de pétrole**

Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït, Libyenne (Jamahiriya arabe), Nigeria, Qatar, Venezuela.

**Pays candidats**

Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie.

**Pays d'Amérique latine**

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.

**Pays du bassin méditerranéen**

Albanie, Algérie, Bosnie-et-Herzégovine, Ceuta, Chypre, Croatie, Égypte, Gibraltar, Israël, Jordanie, Liban, Libyenne (Jamahiriya arabe), Macédoine (Ex- République yougoslave de), Malte, Maroc, Melilla, Slovénie, Syrienne (République arabe), Territoire palestinien occupé, Tunisie, Turquie, Yougoslavie.

**PECO — Pays d'Europe centrale et orientale**

Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine (Ex- République yougoslave de), Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Yougoslavie.

**Union européenne à 15 (EU-15)**

Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande, Suède, Royaume-Uni.

**Zone euro**

Pays participant à l'Union économique et monétaire et ayant adopté l'euro comme monnaie unique. En 2001, il s'agissait notamment des pays suivants: Allemagne, Belgique, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande.

- |   |  |
|---|--|
| <p><b>A. Agriculture, chasse, sylviculture</b></p> <p><b>B. Pêche, aquaculture</b></p> <p><b>C. Industries extractives</b><br/>                     CA. Extraction de produits énergétiques<br/>                     CB. Extraction de produits non énergétiques</p> <p><b>D. Industrie manufacturière</b><br/>                     DA. Industries agricoles et alimentaires<br/>                     DB. Industrie textile et habillement<br/>                     DC. Industrie du cuir et de la chaussure<br/>                     DD. Travail du bois et fabrication d'articles en bois<br/>                     DE. Industrie du papier et du carton, édition et imprimerie<br/>                     DF. Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires<br/>                     DG. Industrie chimique<br/>                     DH. Industrie du caoutchouc et des plastiques<br/>                     DI. Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques<br/>                     DJ. Métallurgie et travail des métaux<br/>                     DK. Fabrication de machines et équipements<br/>                     DL. Fabrication d'équipements électriques et électroniques<br/>                     DM. Fabrication de matériel de transport<br/>                     DN. Autres industries manufacturières</p> <p><b>E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</b></p> <p><b>F. Construction</b></p> <p><b>G. Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</b><br/>                     50. Commerce, et réparation automobile<br/>                     51. Commerce de gros et intermédiaires du commerce<br/>                     52. Commerce de détail et réparation d'articles domestiques</p> | <p><b>H. Hôtels et restaurants</b></p> <p><b>I. Transports et communications</b><br/>                     60. Transports terrestres<br/>                     61. Transports par eau<br/>                     62. Transports aériens<br/>                     63. Services auxiliaires des transports<br/>                     64. Postes et télécommunications</p> <p><b>J. Activités financières</b><br/>                     65. Intermédiation financière<br/>                     66. Assurance<br/>                     67. Auxiliaires financiers et d'assurance</p> <p><b>K. Immobilier, location et services aux entreprises</b><br/>                     70. Activités immobilières<br/>                     71. Location sans opérateur<br/>                     72. Activités informatiques<br/>                     73. Recherche - développement<br/>                     74. Services fournis principalement aux entreprises</p> <p><b>L. Administration publique</b></p> <p><b>M. Éducation</b></p> <p><b>N. Santé et action sociale</b></p> <p><b>O. Services collectifs, sociaux et personnels</b><br/>                     90. Assainissement, voirie et gestion des déchets<br/>                     91. Activités associatives<br/>                     92. Activités récréatives, culturelles et sportives<br/>                     93. Services personnels</p> <p><b>P. Activités des ménages</b></p> <p><b>Q. Activités extra-territoriales</b></p> |
|---|--|

Cette classification est accessible sur la page web d'Eurostat :  
<http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/> (option 'Classifications')



**0. Produits alimentaires et animaux vivants**

- 00. Animaux vivants autres que ceux figurant dans la division 03
- 01. Viandes et préparations de viande
- 02. Produits laitiers et œufs d'oiseaux
- 03. Poissons (à l'exclusion des mammifères marins), crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques et préparations
- 04. Céréales et préparations à base de céréales
- 05. Fruits et légumes
- 06. Sucres, préparations à base de sucre et miel
- 07. Café, thé, cacao, épices et produits dérivés
- 08. Nourriture destinée aux animaux (à l'exclusion des céréales non moulues)
- 09. Produits et préparations alimentaires divers

**1. Boissons et tabacs**

- 11. Boissons
- 12. Tabacs bruts et fabriqués

**2. Matières brutes non comestibles, à l'exception des carburants**

- 21. Cuirs, peaux et pelleteries bruts
- 22. Graines et fruits oléagineux
- 23. Caoutchouc brut (y compris le caoutchouc synthétique et le caoutchouc régénéré)
- 24. Liège et bois
- 25. Pâtes à papier et déchets de papier
- 26. Fibres textiles [à l'exception des laines en ruban (tops) et autres laines peignées] et leurs déchets (non transformés en fils ou en tissus)
- 27. Engrais bruts, autres que ceux de la division 56, et minéraux bruts (à l'exclusion du charbon, du pétrole et des pierres précieuses)
- 28. Minerais métallifères et déchets de métaux
- 29. Matières brutes d'origine animale ou végétale, n.d.a.

**3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes**

- 32. Houilles, cokes et briquettes
- 33. Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes
- 34. Gaz naturel et gaz manufacturé
- 35. Énergie électrique

**4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale**

- 41. Huiles et graisses d'origine animale
- 42. Huiles et graisses végétales fixes, brutes, affinées ou fractionnées
- 43. Huiles et graisses animales ou végétales, réparées; cires d'origine animale ou végétale, mélanges ou préparations non alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales, n.d.a.

**5. Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.**

- 51. Produits chimiques organiques
- 52. Produits chimiques inorganiques
- 53. Produits pour teinture et tannage et colorants
- 54. Produits médicinaux et pharmaceutiques
- 55. Huiles essentielles, résinoïdes et produits de parfumerie; préparations pour la toilette; produits d'entretien et détergers
- 56. Engrais (autres que ceux de la division 27)
- 57. Matières plastiques sous formes primaires
- 58. Matières plastiques sous formes autres que primaires
- 59. Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.

**6. Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première**

- 60. Ensembles industriels relevant de la section 6
- 61. Cuirs et peaux préparés, ouvrages en cuir, n.d.a., et pelleteries apprêtées
- 62. Caoutchouc manufacturé, n.d.a.
- 63. Ouvrages en liège et en bois (à l'exclusion des meubles)
- 64. Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton
- 65. Fils, tissus, articles textiles façonnés, n.d.a., et produits connexes
- 66. Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.
- 67. Fer et acier
- 68. Métaux non ferreux
- 69. Articles manufacturés en métal, n.d.a.

**7. Machines et matériel de transport**

- 70. Ensembles industriels relevant de la section 7
- 71. Machines génératrices, moteurs et leur équipement
- 72. Machines et appareils spécialisés pour industries particulières
- 73. Machines et appareils pour le travail des métaux
- 74. Machines et appareils industriels d'application générale, n.d.a., et parties et pièces détachées, n.d.a., de machines, d'appareils et d'engins
- 75. Machines et appareils de bureau ou pour le traitement automatique de l'information
- 76. Appareils et équipement de télécommunication et pour l'enregistrement et la reproduction du son
- 77. Machines et appareils électriques, n.d.a., et leurs parties et pièces détachées électriques (y compris les équivalents non électriques, n.d.a., de machines et d'appareils électriques à usage domestique)
- 78. Véhicules routiers (y compris les véhicules à coussin d'air)
- 79. Autre matériel de transport

**8. Articles manufacturés divers**

- 80. Ensembles industriels relevant de la section 8
- 81. Constructions préfabriquées; appareils sanitaires et appareillage de plomberie, de chauffage et d'éclairage, n.d.a.
- 82. Meubles et leurs parties; articles de literie, matelas, sommiers, coussins et articles similaires rembourrés ou garnis intérieurement
- 83. Articles de voyage, sacs à main et contenants similaires
- 84. Vêtements et accessoires du vêtement
- 85. Chaussures
- 87. Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.
- 88. Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a., montres et horloges
- 89. Articles manufacturés divers, n.d.a.

**9. Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCl**

- 91. Colis postaux non classés par catégorie
- 93. Transactions spéciales et articles spéciaux non classés par catégorie
- 94. Ensembles industriels, n.d.a.
- 96. Monnaies (autres que les pièces d'or) n'ayant pas cours légal
- 97. Or à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)

### États membres

<b>EU-15</b>	les quinze États membres de l'Union européenne
<b>EU-12</b>	les douze pays participant à la zone euro (B, D, EL, E, F, IRL, I, L, NL, A, P, FIN)
<b>€-zone/zone euro</b>	EUR-11 (B, D, E, F, IRL, I, L, NL, A, P, FIN) jusqu'au 31 décembre 2000/EU-12 à partir du 1er janvier 2001

<b>B</b>	Belgique
<b>DK</b>	Danemark
<b>D</b>	Allemagne
<b>EL</b>	Grèce
<b>E</b>	Espagne
<b>F</b>	France
<b>IRL</b>	Irlande
<b>I</b>	Italie
<b>L</b>	Luxembourg
<b>NL</b>	Pays-Bas
<b>A</b>	Autriche
<b>P</b>	Portugal
<b>FIN</b>	Finlande
<b>S</b>	Suède
<b>UK</b>	Royaume-Uni

### Pays candidats

<b>BG</b>	Bulgarie
<b>CY</b>	Chypre
<b>CZ</b>	République tchèque
<b>EE</b>	Estonie
<b>HU</b>	Hongrie
<b>LT</b>	Lituanie
<b>LV</b>	Lettonie
<b>MT</b>	Malte
<b>PL</b>	Pologne
<b>RO</b>	Roumanie
<b>SI</b>	Slovénie
<b>SK</b>	Slovaquie
<b>TR</b>	Turquie

### Autres pays

<b>AF</b>	Afghanistan
<b>AM</b>	Arménie
<b>AR</b>	Argentine
<b>AZ</b>	Azerbaïdjan
<b>BA</b>	Bosnie-et-Herzégovine
<b>BR</b>	Brésil
<b>CA</b>	Canada
<b>CD</b>	République démocratique du Congo
<b>CH</b>	Suisse
<b>CN</b>	Chine
<b>CO</b>	Colombie
<b>D-E</b>	territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est

<b>D-W</b>	territoire de l'ancienne Allemagne de l'Ouest
<b>DZ</b>	Algérie
<b>GB</b>	Grande-Bretagne
<b>HR</b>	Croatie
<b>IN</b>	Inde
<b>IQ</b>	Iraq
<b>IR</b>	Iran
<b>IS</b>	Islande
<b>JP</b>	Japon
<b>KR</b>	Corée du Sud
<b>LI</b>	Liechtenstein
<b>LK</b>	Sri Lanka
<b>LY</b>	Libye
<b>NG</b>	Nigeria
<b>NO</b>	Norvège
<b>RU</b>	Russie
<b>SA</b>	Arabie saoudite
<b>SG</b>	Singapour
<b>SL</b>	Sierra Leone
<b>SO</b>	Somalie
<b>TW</b>	Taïwan
<b>UA</b>	Ukraine
<b>US</b>	États-Unis
<b>YU</b>	Yougoslavie
<b>ZA</b>	Afrique du Sud

#### Monnaies

<b>ECU</b>	données jusqu'au 31 décembre 1998
<b>EUR</b>	données à partir du 1er janvier 1999
<b>ATS</b>	schilling autrichien
<b>BEF</b>	franc belge
<b>DEM</b>	mark allemand
<b>DKK</b>	couronne danoise
<b>ESP</b>	peseta espagnole
<b>FIM</b>	mark finlandais
<b>FRF</b>	franc français
<b>GBP</b>	livre sterling
<b>GRD</b>	drachme grecque
<b>IEP</b>	livre irlandaise
<b>ITL</b>	lire italienne
<b>LUF</b>	franc luxembourgeois
<b>NLG</b>	florin néerlandais
<b>PTE</b>	escudo portugais
<b>SEK</b>	couronne suédoise
<b>CAD</b>	dollar canadien
<b>JPY</b>	yen japonais
<b>USD</b>	dollar des États-Unis

**Autres abréviations**

<b>ACP</b>	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de Cotonou
<b>AELE</b>	Association européenne de libre-échange (CH, IS, LI, NO)
<b>ALENA</b>	accord de libre-échange nord-américain
<b>ANASE</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ASE</b>	Agence spatiale européenne
<b>BCE</b>	Banque centrale européenne
<b>BERD</b>	dépenses intra-muros de R & D du secteur des entreprises (DIRDE)
<b>caf</b>	coût, assurance et fret
<b>CAND</b>	pays candidats
<b>CBPRD</b>	crédits budgétaires publics de recherche et de développement
<b>CECA</b>	Communauté européenne du charbon et de l'acier
<b>CEI</b>	Communauté des États indépendants
<b>CITE</b>	classification internationale type de l'éducation
<b>CTCI Rév. 3</b>	classification type pour le commerce international, Rév. 3
<b>CVTS2</b>	enquête sur la formation professionnelle continue (Continuing Vocational Training Survey)
<b>DG</b>	direction générale
<b>DG INFSO</b>	direction générale de la société de l'information
<b>DG PRESS</b>	direction générale de la presse et de la communication
<b>DOM</b>	département d'outre-mer
<b>EAD</b>	économies asiatiques dynamiques
<b>ECHP</b>	panel des ménages de la Communauté européenne
<b>ECHP-UDB</b>	panel des ménages de la Communauté européenne - "users' database"
<b>ECMT</b>	conférence européenne des ministres des transports (CEMT)
<b>EEE</b>	Espace économique européen (UE + pays de l'AELE sans la Suisse)
<b>EFT</b>	enquête sur les forces de travail
<b>EITO</b>	European Information Technology Observatory
<b>ESB</b>	encéphalopathie spongiforme bovine
<b>Eurostat</b>	office statistique des Communautés européennes
<b>Eurydice</b>	réseau de l'information sur éducation en Europe ( <a href="http://www.eurydice.org/">http://www.eurydice.org/</a> )
<b>FEDER</b>	Fonds européen de développement régional
<b>FEOGA</b>	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>fob</b>	franco à bord
<b>FSE</b>	Fonds social européen
<b>GCSE</b>	General Certificate of Secondary Education (diplôme de fin d'études secondaires)
<b>GERD</b>	Dépenses intérieures brutes de recherche et développement (DIRD)
<b>GWh</b>	gigawattheure (10 <sup>6</sup> kWh)
<b>GJ</b>	gigajoule
<b>ha</b>	hectare
<b>hl</b>	hectolitre
<b>ICT</b>	Institut de technologie informatique
<b>IMC</b>	indice de masse corporelle
<b>IPCE</b>	indice des prix à la consommation européen
<b>IPCEEE</b>	indice des prix à la consommation de l'Espace économique européen
<b>IPCH</b>	indice des prix à la consommation harmonisés
<b>IPCUM</b>	indice des prix à la consommation de l'union monétaire
<b>IPI</b>	indice de la production industrielle
<b>ISPO</b>	Bureau de promotion de la société de l'information
<b>IT</b>	technologie de l'information (TI)

<b>kcal</b>	kilocalorie
<b>kg</b>	kilogramme
<b>kgep</b>	kilogramme-équivalent pétrole
<b>kWh</b>	kilowattheure
<b>LMP</b>	politiques du marché du travail
<b>m<sup>3</sup></b>	mètre cube
<b>MBS</b>	marge brute standard
<b>Mercosur</b>	marché commun du Sud
<b>MSTI/OECD</b>	Main Science and Technology Indicators/Organisation de coopération et développement économiques (OCDE)
<b>NHS</b>	Sécurité sociale nationale
<b>n.c.a.</b>	non classé ailleurs
<b>n.d.a.</b>	non déterminé ailleurs
<b>NACE</b>	nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes
<b>NEI</b>	nouveaux États indépendants (de l'ancienne Union soviétique)
<b>NUTS</b>	nomenclature des unités territoriales statistiques
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OCDE-CAD</b>	Organisation de coopération et développement économiques-comité d'aide au développement
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>OPEP</b>	Organisation des pays exportateurs de pétrole
<b>PAC</b>	politique agricole commune
<b>PECO</b>	pays d'Europe centrale et orientale
<b>PIB</b>	produit intérieur brut
<b>PNB</b>	produit national brut
<b>PPA</b>	parité de pouvoir d'achat
<b>RON</b>	indice d'octane recherche
<b>SAU</b>	superficie agricole utilisée
<b>SEC</b>	système européen de comptes économiques intégrés
<b>Sespro</b>	système européen de statistiques intégrées de la protection sociale
<b>sida</b>	syndrome d'immunodéficience acquise
<b>SIF</b>	Statistics in Focus/Statistiques en bref
<b>SME</b>	système monétaire européen
<b>SPA</b>	standard de pouvoir d'achat
<b>sq. km/km<sup>2</sup></b>	kilomètre carré
<b>t</b>	tonne (métrique)
<b>TB</b>	tonne brute
<b>TBM</b>	taux brut de mortalité
<b>TBFRA</b>	TBFRA-2000 — enquête évaluation de ressources de forêt tempérée et boréale - Temperate and boreal forest resources assessment
<b>tep</b>	tonne-équivalent pétrole
<b>tkm</b>	tonne-kilomètre
<b>TTM</b>	taux type de mortalité
<b>TVA</b>	taxe sur la valeur ajoutée
<b>UE</b>	Union européenne
<b>Unesco</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)
<b>UTA</b>	unité de travail par an
<b>VAB</b>	valeur ajoutée brute

**Commission européenne**  
**Annuaire Eurostat 2003**  
**Huitième édition**

Luxembourg: Office des publications officielles des communautés européennes, 2003

2003 — 317 p. — 21 x 29,7 cm (version imprimée et CD-ROM) , disponible en tant que produit combiné

Thème 1: Statistiques générales

Collection: Panorama de l'Union européenne

ISBN 92-894-4209-3 (version imprimée en anglais et CD-ROM: anglais, français et allemand)


ISBN 92-894-4210-7 (version imprimée en français et CD-ROM: anglais, français et allemand)

ISBN 92-894-4208-5 (version imprimée en allemand et CD-ROM: anglais, français et allemand)

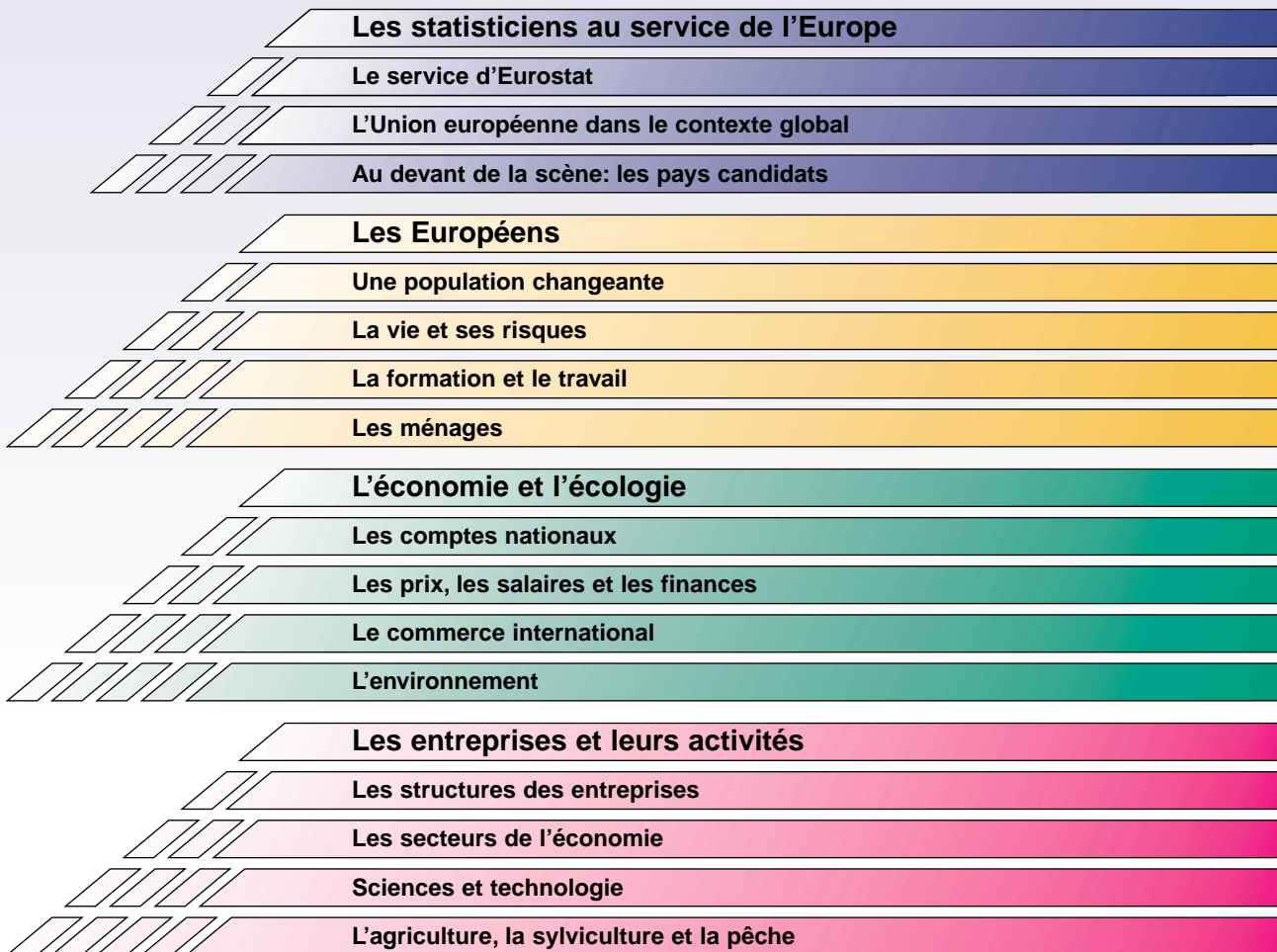
La version imprimée et le CD-ROM sont vendus ensemble en tant que produit combiné au prix (hors TVA) de 50 euros au Luxembourg.

Le livre/CD-ROM comporte quatre chapitres contenant une introduction, des tableaux, des graphiques et des références de lectures. Les chapitres sont suivis d'annexes comprenant un glossaire, la nomenclature géographique, la nomenclature des activités économiques, la nomenclature des marchandises et une liste des abréviations, sigles et acronymes et des intructions d'installation du CD-ROM.

Les quatre chapitres sont:

- 1. «Les statisticiens au service de l'Europe»** qui fournit des informations sur les thèmes suivants: Le service d'Eurostat; les indicateurs structurels  ; L'Union européenne dans le contexte global; Au devant de la scène: les pays candidats.
- 2. «Les Européens»**, avec des informations sur les thèmes suivants: Une population changeante: la population de l'UE, les familles et les naissances, et les migrations internationales; La vie et ses risques: l'espérance de vie et la mortalité, la santé et la sécurité; La formation et le travail: données sur l'éducation, le travail et son marché, la formation continue dans les entreprises et les données sur la politique du marché du travail; Les ménages: les dépenses de consommation des ménages, les revenus et les conditions de vie et le logement.
- 3. «L'économie et l'écologie»**, avec des informations sur les thèmes suivants: Les comptes nationaux: la production économique, la consommation et les dépenses, le revenu des facteurs de production, les finances publiques et la protection sociale; Les prix, les salaires et les finances: les prix à la consommation, les salaires et le coût de la main-d'oeuvre et les indicateurs des marchés financiers; Le commerce international: la balance des paiements, le commerce des biens, les échanges de services et les partenaires commerciaux; L'environnement: l'eau, les déchets, les dépenses de protection de l'environnement, les émissions atmosphériques et la qualité de l'air, et le transport.
- 4. «Les entreprises et leurs activités»** avec des informations sur les thèmes suivants: Les structures des entreprises: les structures des entreprises d'un coup d'oeil, l'industrie et le bâtiment, le commerce et les services, y compris les services financiers; Les secteurs de l'économie: les transports, le tourisme, l'énergie et l'acier; Sciences et technologie: la recherche et le développement, et la société de l'information; L'agriculture, la sylviculture, et la pêche: l'agriculture, la sylviculture, la pêche, et l'agriculture et l'environnement.

- **Il présente un aperçu général des données offertes par Eurostat**, c'est-à-dire du contexte statistique qui est de plus en plus important pour la compréhension de la conjoncture actuelle en Europe. Cette édition montre comment les chiffres de référence ont évolué de 1991 à 2001 dans l'Union européenne, la zone euro et les États membres. Les chiffres présentés dans l'Annuaire sont ceux qu'utilisent les institutions de l'UE et les États membres.
- **Il montre la position de l'UE dans le monde**: il présente des données permettant de comparer l'UE à des pays et zones économiques d'autres parties du monde, par exemple le Canada, les États-Unis ou le Japon. Une attention particulière est accordée aux données sur les pays candidats.
- **C'est un produit combiné composé d'un livre et d'un CD-ROM**. Le CD-ROM contient plus de 1 000 tableaux et graphiques statistiques. Toutes les données peuvent être aisément extraites.
- **Il est facile à utiliser**.
  - Les textes introductifs des différentes sections expliquent les principales caractéristiques et la pertinence des informations présentées et donnent une idée des autres données sur le sujet disponibles à Eurostat.
  - Le glossaire clarifie les termes et concepts statistiques utilisés.
  - Les références indiquent comment obtenir d'autres données et analyses d'Eurostat sur le sujet.
  - Les abréviations utilisées sont définies sur le signet de l'Annuaire.
- **Il offre des données impartiales, fiables et comparables** concernant les sujets suivants:



Des informations sur Eurostat sont disponibles sur l'internet (<http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/>).

Prix au Luxembourg (TVA exclue): 50 EUR

